

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. — FACULTÉ DE DROIT

CONDITION INTERNATIONALE
DES
NOUVELLES - HÉBRIDES

THÈSE

POUR LE DOCTORAT ÈS-SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

PAR

Julien BOURDIOL

LICENCIÉ EN DROIT

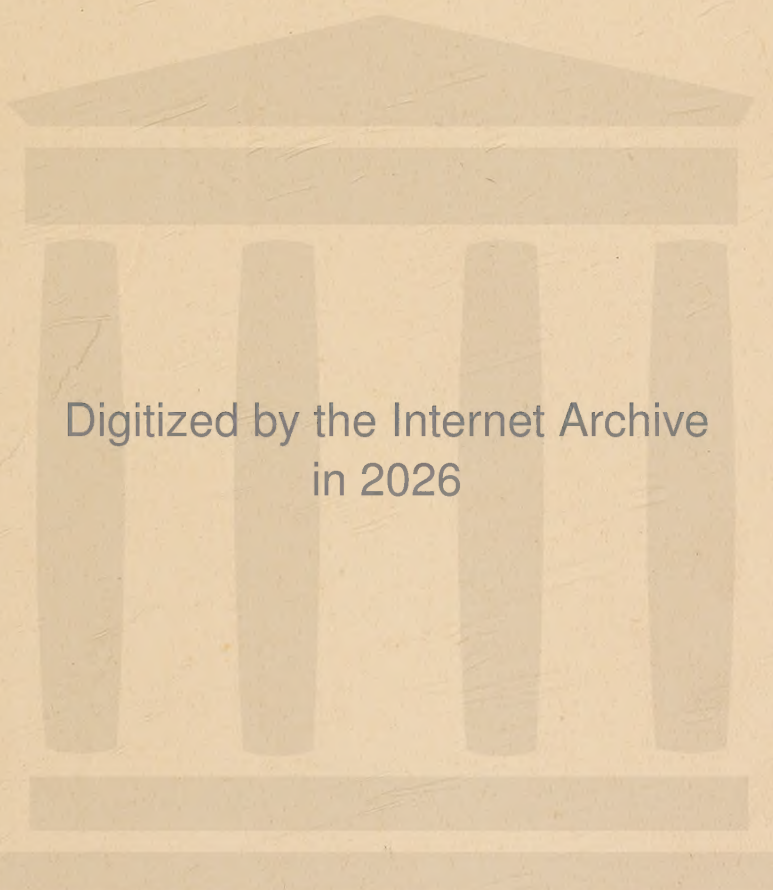


NIMES

IMPRIMERIE COOPÉRATIVE « LA LABORIEUSE »

Rue J.-B.-A. Godin, 7.

—
1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555201_0020

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. — FACULTÉ DE DROIT

CONDITION INTERNATIONALE
DES
NOUVELLES-HÉBRIDES

THÈSE

POUR LE DOCTORAT ÈS-SCIENCES POLITIQUES ET ECONOMIQUES

PAR

Julien BOURDIOL

LICENCIÉ EN DROIT



NIMES

IMPRIMERIE COOPÉRATIVE « LA LABORIEUSE »

Rue J.-B.-A. Godin, 7.

—
1908

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. VIGIÉ, Doyen, professeur de Droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.

BREMOND, Assesseur, professeur de Droit administratif.

GLAIZE, professeur de Procédure civile, chargé des cours de Voies d'exécution et de Législation financière.

LABORDE, professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et Economie industrielles.

CHARMONT, professeur de Droit civil.

CHAUSSE, professeur de Droit romain.

VALÉRY, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

DECLAREUIL, professeur de Droit romain, chargé du cours d'Histoire du Droit public français.

MARGAT, professeur de Droit civil.

PERREAU, professeur de Droit civil approfondi.

MOYE, professeur de Droit international public.

RIST, professeur d'Economie politique.

BARTHÉLEMY, agrégé, chargé de cours de Droit constitutionnel.

ANTONELLI, chargé de cours d'Economie politique.

LABORDERIE-BOULOU, chargé du cours d'Histoire du Droit.

ROCHETTE, secrétaire.

MEMBRES DU JURY :

MM. MOYE, *président*.

RIST,
BARTHÉLEMY, } *assesseurs.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MES PARENTS

A MES AMIS

J. B.

BIBLIOGRAPHIE

1° Documents

- Pacific Islanders Protection Acts of 1872 and 1875.*
The Western Pacific Orders in Council of 1877, 1879 and 1880.
Convention franco-anglaise du 16 Novembre 1887, relative aux Nouvelles-Hébrides et aux Iles-sous-le-Vent-de-Tahiti.
Déclaration du 26 février 1888, signée à Paris, entre le Gouvernement Français et le Gouvernement Britannique, conformément à l'article 3 de la Convention du 16 Novembre 1887, relative aux Nouvelles-Hébrides.
Règlement du 26 Janvier 1888, pour servir d'instruction à la Commission Navale Mixte.
Livre Jaune. — Affaires des Nouvelles-Hébrides et des Iles-sous-le-Vent de Tahiti, 1887.
Blue-Book. — France N° 1 (1888). *Agreement between the British and French Governments relative to the New-Hebrides 1887 and 1888.*
The Pacific Order in Council of 1893.
Loi du 30 Juillet 1900. (*Journal Officiel* du 3 août 1900).
Décret du 28 Février 1901. (*Journal Officiel* du 25 Mars 1901).
Décret du 12 Novembre 1901.
Décret du 24 Juin 1902.
Convention Franco-Anglaise du 8 Avril 1904.
Décret du 16 Avril 1904.
Convention Franco-Anglaise du 20 Octobre 1906, relative aux Nouvelles-Hébrides.

2° Ouvrages, Monographies et Articles.

- BREMHLEY *South Sea Islands.*
BEAUNE (GASTON) *La Terre Australe inconnue*
(onze croisières aux Nouvelles-Hébrides), Lyon, 1894.

- BERNARD (AUGUSTIN)..... *L'archipel de la Nouvelle-Calédonie*, Paris, 1895.
- CAROL (JEAN)..... *Une Question Franco-Anglaise (Revue de Paris)*, 1900, t. I.
- » *Enquêtes Coloniales (Nouvelle-Calédonie)*.
- » *Le Complément dans le Temps du 15 Mai 1900 et dans le Journal des Débats des 4 Août et 1^{er} Septembre 1900.*
- COTAT..... *L'occupation française aux Hébrides. — Bulletin de la Société de Géographie Commerciale de Paris*, 1886-1887.
- DESPAGNET *Essai sur les Protectorats*, Paris, 1896.
- DESCHANEL (PAUL)..... *Les intérêts français dans l'Océan Pacifique*, Paris, 1888.
- D^r DAVILLÉ..... *Sur les Nouvelles-Hébrides. Archives de la Médecine Navale*, t. XLII, 1894.
- » *La Colonisation Française aux Nouvelles-Hébrides*, Paris, 1899.
- » *Guide du Colon aux Nouvelles-Hébrides*, Paris, 1889.
- D^r FRANÇOIS *Les Nouvelles-Hébrides. — Bulletin de la Société de Géographie Commerciale de Paris*, t. XIV, 1892.
- FROLO (JEAN)..... *Les Nouvelles-Hébrides. — Petit Parisien* du 21 janvier 1900.
- HAUSER (FERNAND) *La Question des Nouvelles-Hébrides. — Le Journal*, 5 Juin 1907.
- » *Un échange colonial proposé par l'Angleterre. — Le Journal*, 6 Juin 1907.
- D^r HAGEN *Etudes sur les Nouvelles-Hébrides*, Nancy, 1893.

- HIGGINSON (JOHN) *Les Nouvelles - Hébrides. — Géographie de Mager.*
- IMHAUSSS *Les Nouvelles-Hébrides, Paris, 1890.*
- KINLOCH COOKS *France and New-Hebrides. — Nineteenth Century, vol. XX, July 1886.*
- LE CHARTIER *La Nouvelle-Calédonie et les Nouvelles - Hébrides, Paris, 1883.*
- LE CHARTIER ET LEGRAND. *Guide de France en Océanie et d'Océanie en France, Paris, 1889.*
- LAVAGNE (PAUL) *La Question des Nouvelles-Hébrides. — Annales de l'Ecole Libre des Sciences Politiques, t. XV, 1900.*
- LEMIRE *Voyage à pied en Nouvelle-Calédonie et Description des Nouvelles - Hébrides, Paris, 1884.*
- LESEVITZ *La Question des Nouvelles-Hébrides. — Gazette Géographique, 1886.*
- MASSON (MAURICE) *La Question des Nouvelles-Hébrides, Paris, 1900. — Thèse de la Faculté de Droit.*
- MONCELON *Question des Nouvelles-Hébrides. — Gazette Géographique. Nouvelle série, 1886, t. XXI.*
- MICHEL (BARON) *Conférence sur les Nouvelles-Hébrides. — Bulletin de la Société Française de Colonisation, Novembre 1887.*
- MOYE (MARCEL) *Cours général de Licence de Droit International Public.*
- » *La Question des îles Samoa. — Revue Générale de Droit International Public, t. VI et VII, 1899 et 1900.*

- ORMIÈRES Aux Nouvelles - Hébrides. —
Bulletin de la Société de Géographie Commerciale de Paris, 1887 et 1888.
- PINON (RENÉ) La France des Antipodes. —
Revue des Deux-Mondes, t. II, 1900.
- » La Lutte dans le Pacifique. —
Revue des Deux-Mondes, t. I, 1904.
- POUBAIX ET PLAS *Recueil des Sociétés Coloniales*,
Paris et Bruxelles, 1900.
- POLLIART Les Nouvelles-Hébrides. — *Bulletin de la Société de Géographie Commerciale de Paris*,
1886-1887.
- POLITIS (NICOLAS) La condition Internationale des
Nouvelles-Hébrides. — *Revue de Droit International Public*,
t. VIII, 1901.
- » Accord franco-anglais concernant les Nouvelles-Hébrides.
— *Revue de Droit International Public*, t. XI, 1904.
- ROBERJOT Sur les Nouvelles-Hébrides. —
Bulletin de la Société de Géographie, 1883.
- RECLUS (ELISÉE) Les Nouvelles - Hébrides. —
Géographie Universelle, t. XIV.
- SPEDER Aux îles Hébrides et aux îles
Salomon. — *Bulletin de la Société de Géographie Commerciale de Paris*, t. XIV, 1882.
- LE P. DE SALINES (S. J.).. *Marins et Missionnaires*, Paris, 1882.
- DE VARIGNY *L'Océan Pacifique*, Paris, 1888.
- La Grande Encyclopédie*. V° Nouvelles-Hébrides, t. XXV.

INTRODUCTION

Par la Convention du 8 avril 1904, qui fut l'acte de naissance de l'*Entente cordiale*, les gouvernements de France et de Grande Bretagne, ont réglé la plupart des différends qui depuis déjà longtemps divisaient les deux pays.

Dans cette Convention, il était question du Maroc, de l'Egypte, de Terre-Neuve, de la Gambie, du Siam, de Zanzibar et de Madagascar. Sur tous ces points, par un échange de concessions mutuelles, les gouvernements Anglais et Français mettaient fin à des prétentions rivales susceptibles de se transformer un jour en conflits aigus.

Une seule contestation n'était pas aplanie ; elle portait sur une trentaine d'îlots du Pacifique peuplés d'une centaine de mille noirs en grande partie cannibales et de quelques centaines de colons de race blanche. C'est l'Archipel des Nouvelles-Hébrides. Sur la condition future de cet archipel, aucun accord n'avait pu se faire ; on promettait seulement de chercher un terrain d'entente.

« *Les deux gouvernements* », est-il dit dans cette Convention, *conviennent de préparer, de concert, un arrangement qui sans impliquer aucune modification dans le statut politique, mette fin aux difficultés résul-*

tant de l'absence de juridiction sur les indigènes des Nouvelles-Hébrides. »

Cette entente vient de se réaliser, mais elle ne paraît pas capable de fixer à tout jamais la condition politique des îles dont nous nous occupons ; il ne paraît guère possible qu'un condominium soit capable de constituer un établissement perpétuel ou seulement longuement durable. Nous avons en effet un exemple de condominium appliqué aux îles Samoa par le traité du 14 juin 1889 conclu par l'Allemagne, l'Angleterre et les Etats-Unis. Ce condominium ne dura que jusqu'à la fin de 1899. Le Traité du 2 Décembre 1899, en effet, attribua définitivement la plupart de ces îles à l'Allemagne et le reste aux Etats-Unis. Quant à l'Angleterre, elle reçut des compensations ailleurs en Afrique et aux îles Salomon.

L'accord récemment conclu entre les gouvernements Anglais et Français, signé à Londres le 20 octobre 1906 et publié au Journal Officiel du 15 janvier 1907, répond assez au programme modeste inséré dans la Convention du 8 Avril 1904.

On tente de mettre fin aux difficultés qui résultent pour les colons de l'absence de tout gouvernement néo-hébridais. On y institue les éléments essentiels d'une administration défensive, on y consacre la Condition de Fait, acquise par nos compatriotes, et on la transforme en une Condition de Droit.

Cette solution est sans doute bien incomplète, mais pourtant elle doit aujourd'hui nous paraître assez satisfaisante, et aussi favorable que possible après la série d'inexcusables légèretés commises par notre diplomatie.

Nous verrons en effet au cours des pages suivantes, qu'au lieu du Condominium actuel, nous étions en droit d'espérer faire de l'Archipel des Nouvelles-Hébrides une véritable Colonie Française, complément naturel de notre grande Colonie Océanienne, la Nouvelle Calédonie.

PREMIÈRE PARTIE

**Situation Géographique et Economique
des Nouvelles-Hébrides**

CHAPITRE PREMIER

Situation Géographique, Ethnographique, Population

1^o GÉOGRAPHIE. — Les Nouvelles-Hébrides sont situées entre les îles Fidji à l'est et les îles Salomon au nord-ouest, et à la même distance de ces deux groupes d'îles et de la Nouvelle Calédonie au sud. Elles s'étendent sur une longueur de 1200 kilomètres dans la direction N.-N.-O. entre 9° 45 et 20° 16 de latitude sud, 163° 20, et 168° de longitude est.

La plus méridionale des Nouvelles-Hébrides se trouve à 220 milles de Nouméa et à 115 milles de Maré, l'une des Loalty. Ces îles, jointes aux îles Banks et au groupe des îles Torrès, semblent avoir la même origine géologique que la Nouvelle-Calédonie, à laquelle elles ressemblent géographiquement et physiquement.

L'aspect de ces îles accidentées, et couvertes d'une végétation puissante depuis les bords de la mer jusqu'au sommet de leurs montagnes, a frappé d'admiration tous les navigateurs. Ces montagnes constituent dans leur ensemble une longue chaîne dont les sommets varient entre 100 et 1500 mètres. Les pics coniques sont nombreux et répandus dans toutes ces îles, ce qui dénote

autant de volcans : plusieurs sont encore en activité. La ligne d'intensité volcanique actuelle passe précisément entre les plus grandes îles depuis le Tinakoro, un des îlots septentrionaux de Santa Cruz qui est toujours en éruption, puis dans le groupe des Banks, le volcan d'Ureparapara de 595^m, au cratère effondré ; les sources thermales de Varina-Lava, ensuite, dans le groupe Nord des Nouvelles-Hébrides proprement dites, le volcan d'Ambrym et celui de l'îlot de Lopévi, le plus haut de tous jusqu'à l'île de Tanna, dans le groupe sud, qui renferme le Yosova, le plus puissant de tous, toujours en activité.

Le sol est fréquemment agité par des secousses qui se font sentir jusqu'en Nouvelle-Calédonie et qui sont accompagnées d'éruptions sous-marines. Il est constitué par des roches récentes ignées, laves et cendres, pierre ponce et par des basaltes plus anciens. Il s'élève en falaises abruptes au-dessus de la mer formant des sortes de pyramides dont les gradins successifs sont couverts de verdure. Des bancs de corail entourent toutes ces îles, prolongeant leur ceinture jusque dans l'intérieur des terres, mais en s'élevant sur les collines de sorte que le pied de celles-ci plonge dans la mer. Aussi les plaines et les plages sont très rares aux Nouvelles-Hébrides.

Le Dr Davillé dit à ce sujet : « Les plateaux madréporiques se sont juxtaposés, comblant les affaissements, remplissant les vallées, surélevant les flancs de cette série de sommets probables d'un ancien continent. Les côtes ainsi continuées se relèvent, mais les inégalités sous-marines, dans leurs incessantes variations, rendent particulièrement délicate la navigation dans ces

parages. Ces modifications constituent même sur certains points un véritable danger (1).

L'Instabilité est dans ces parages presque la règle. Les commotions volcaniques donnent lieu à des effondrements ou au comblement des golfes. Lorsque le capitaine Cook visita Tanna en 1774, le volcan fut trouvé en pleine activité et il ne s'est pas apaisé depuis cette époque, au moins pour une longue durée. En 1888 eut lieu une perturbation extraordinaire, l'île fut secouée par de violents tremblements de terre, d'énormes coulées de lave changèrent la topographie des lieux et un vaste soulèvement détruisit presque complètement le beau mouillage de Port-Résolution, jusque là l'un des meilleurs de l'archipel. Le havre perdit les deux tiers de sa superficie et les anciens fonds de 9 à 18 mètres, que l'on trouvait presque jusqu'au fond de la baie, ne se rencontrèrent plus que dans un chenal étroit et court, réduit à 7 ou 8 mètres.

2^e CLIMAT. — Le climat des Nouvelles-Hébrides est identique à celui de tous les pays tropicaux. La belle saison ou saison sèche va de Mai en Octobre et la saison des pluies de Novembre en Avril. Pendant celle-ci, les variations de température les plus brusques et les ouragans les plus violents sont fréquents, surtout au sud de l'archipel, à Anatôm. On a trouvé des températures de 28° à 32° et le thermomètre ne descendait pas la nuit au-dessous de 25°. Les variations extrêmes pendant l'année sont de 14° à 35°.

Le régime des vents est semblable pour tout l'archipel.

(1) D^r E. DAVILLÉ : La Colonisation Française aux Nouvelles-Hébrides, Paris 1895.

Savoir : Pendant la période de mai à octobre, vents alizés du Sud-Est ; pendant la période de Novembre à Avril il souffle des vents irréguliers , celui d'ouest apporte souvent des pluies et parfois des cyclones.

Le climat Néo-Hébridais, au point de vue de sa salubrité, a été l'objet d'opinions absolument contradictoires et souvent trop pessimistes de la part des explorateurs , missionnaires ou colons.

Ceux-ci, en effet, se sont presque toujours établis sur le bord de la mer ; ils n'ont que rarement pénétré à l'intérieur des terres, et la vérité, c'est que les côtes seules sont parfois insalubres, surtout à l'occident, par suite des forêts impénétrables dont elles sont couvertes.

Nous ne pouvons être mieux renseigné sur la salubrité des Nouvelles-Hébrides que par l'extrait suivant d'un rapport de M. Lamaille, agent de la Société Française des Nouvelles-Hébrides :

« Il y a quatre mois que je suis à Sandwich, en communication constante avec les indigènes et avec les vieux colons de l'île, ainsi qu'avec les capitaines des bateaux qui font le commerce dans tout l'archipel depuis dix ans et plus. J'ai donc pu me faire une idée à peu près exacte du climat et des conditions d'existence et j'affirme que, si l'on excepte la Nouvelle-Calédonie, Tahiti, et Saint-Pierre et Miquelon, qui se trouvent sous une latitude élevée, nous n'avons pas une seule colonie aussi saine que les Hébrides. La Réunion, qui passe pour une colonie assez salubre, est plus malsaine que les Hébrides, et je tiens ce fait des créoles de la Réunion, établis depuis plusieurs années à Sandwich, et qui sont dans une situation assez aisée pour retourner à Bourbon

s'ils le voulaient, L'un deux me disait dernièrement :
« *Je voudrais bien retourner à Bourbon, mais je crains la fièvre.* » C'est typique, quand on considère que les Hébrides passent pour un pays des plus fiévreux.

» On reproche aux Hébrides la fièvre, l'anémie et la dysenterie.

» *La Fièvre*, — elle existe et toute personne qui séjourne dans les îles est certaine de devenir fiévreuse. La fièvre n'aide pas à supporter les maladies que l'on peut avoir, mais par elle-même elle n'est pas mortelle. Il n'a pas encore été constaté d'accès pernicieux certain. De combien de colonies françaises pourrait-on en dire autant ?

» *L'anémie*, — mais elle existe dans tous les climats chauds, même à la Nouvelle Calédonie.

» *La dysenterie*, — nous avons eu cette année une épidémie de dysenterie. J'ai été un des premiers et des plus gravement malades, mais c'était une épidémie, et en Nouvelle-Calédonie, où l'on juge le plus sévèrement les Hébrides, la commission sanitaire a déclaré que la dysenterie était endémique en Calédonie.

» Il est bien vrai que le climat de Hébrides n'est pas celui que l'on pourrait rêver, où il n'y aurait aucune affection ; mais si l'on procède comme on doit faire, par des comparaisons, et si l'on juge sans parti pris, on reconnaîtra que le climat des Hébrides est relativement sain, et le deviendra peut-être tout à fait quand on aura débroussé et, en tous cas, qu'il est plus sain que celui de nos colonies Africaines et Américaines.

« J'insiste sur ce point parce qu'en Calédonie, on s'occupe beaucoup de l'insalubrité des Hébrides, et que ces bruits peuvent trouver un écho en France.

« Ce qui a donné naissance à cette mauvaise renommée, c'est que, au début, les quelques stations de *Coprah* (1) établies dans les îles ayant donné beaucoup d'argent, immédiatement les hommes sans travail à Nouméa se sont faits *copramakers*, mais là où un seul avait réussi, dix se sont établis et n'ont rien fait. Quelques colons ont échoué dans leurs tentatives, soit par inaptitude, soit par paresse, et ont été obligés de rentrer à Nouméa. Il est dans le caractère humain de chercher à atténuer les fautes que l'on a pu commettre, et les personnes revenues sans ressources des Hébrides n'ont pas dit que, si elles n'avaient pas réussi, cela tenait à leur incapacité ou à leur paresse. »

En somme, on a émis au sujet de la salubrité des Nouvelles Hébrides bien des opinions contradictoires. Les lignes qui précèdent de M. Lamaille ne paraissent pas exagérées et concordent avec la majorité des rapports que nous avons pu consulter sur ce point. D'autres vont plus loin et n'ont pas craint de représenter cet archipel comme un paradis terrestre et l'ont pompeusement appelé « *Le Jardin du Pacifique* ». Il est vrai que d'autres ont comparé les Nouvelles Hébrides aux pays les plus malsains du globe et expriment l'opinion que le blanc ne peut y vivre.

La vérité se place entre ces deux extrêmes. Il n'existe

(1) L'amande sèche du coco s'appelle coprah. De grandes quantités de coprah sont expédiées des Nouvelles Hébrides en Australie et en Amérique. Du coprah on tire une huile qui est utilisée dans l'industrie pour le graissage des machines ; on en fabrique aussi, en Nouvelle Calédonie, du savon de qualité inférieure (Speder, Aux Nouvelles Hébrides et aux îles Salomon, dans le *Bulletin de la Société commerciale de Paris* XIV (1892) p. 53.

pas un colon actuellement dans ces îles qui n'ait eu à souffrir du climat ; d'autre part, beaucoup d'entre eux y vivent depuis 10, 15 et même 20 ans.

3° POPULATION. — Les indigènes des Nouvelles-Hébrides appartiennent à la race Papoue. Ils ont tous le caractère du nègre océanien : le front bas et fuyant, le nez aplati, les lèvres proéminentes, les pommettes larges, les cheveux crépus, la peau noirâtre.

Ils sont en général plus grands que les habitants des autres îles, surtout à Tanna, qui renferme les types les plus beaux ; toutefois ceux de Espiritu-Santo ont la réputation d'être plus intelligents.

La race polynésienne est venue se mêler à la race Papoue et a dû la modifier sensiblement.

A Erromango et à Mallicolo, les types se rapprochent davantage de celui du nègre primitif. Ils ont le teint noir, les cheveux laineux, la bouche grande, les dents belles, le nez épaté le front déprimé latéralement. Dans ces îles, les mères ont l'habitude de déformer le crâne de leurs enfants au moyen de planchettes qui allongent l'encéphale de l'avant à l'arrière, le rétrécissent et l'abaissent ; c'est probablement à cette déformation artificielle que les indigènes de Vanikoro et de Mallicolo doivent d'être qualifiés par Flower : « les plus dolichocéphales des hommes ».

A Tanna, les hommes sont plus forts, moins noirs, ils ont de longs cheveux, mais la barbe frisée et la mâchoire inférieure projetée en avant.

On trouve même dans des villages très rapprochés des différences de race si grandes que les indigènes ne se comprennent nullement et se connaissent à peine.

Les races indigènes des Nouvelles-Hébrides sont en pleine décadence et peut-être finiront-elles par disparaître complètement. On y voit très peu de vieillards ; les enfants sont chétifs ; les femmes cessent généralement d'être fécondes à trente ou trente-cinq ans. Ceci tient probablement à la façon misérable dont elles sont traitées. Les hommes, travaillant très peu, transforment leurs femmes en véritables bêtes de somme, ce sont elles qui exécutent tous les travaux fatigants et qui supportent toutes les charges du ménage. On les vend un prix qui varie entre quatre et dix cochons.

Nous nous trouvons pour le chiffre de la population en présence des estimations les plus diverses.

Cook la fixait à 200.000, d'après le nombre des insulaires qui venaient à sa rencontre lorsqu'il approchait du rivage. D'autres calculs ramènent ce chiffre à 27.000. Elisée Reclus se prononce pour 63.700 habitants et M. John Higginson pour près de 100.000.

Dans un rapport récent, M. le Dr Morin, persuadé que le littoral est presque seul habité, évalue cette population à 30 ou 35.000 habitants. Ainsi Espiritu-Santo aurait 7.000 âmes ; Sandwich, Mallicolo et Ambrym, chacune 4.000 à 5.000 ; Tanna, Aurora et Api, chacune 2.000 à 3.000 ; enfin Anatom, Erromango et quelques autres petites îles chacune 1.500 à 2.000.

Les Néo-Hébridais vivent, comme la plupart des peuplades barbares, groupés en tribus. Ces groupes sont commandés par un chef dont le pouvoir est absolu. Il dispose même des personnes et des propriétés comme il lui plaît. Lorsque les Australiens viennent recruter des travailleurs, ils s'adressent au chef, qui désigne ceux de

ses sujets qui devront partir et ceux-ci quitteront sans murmure leurs femmes et leurs biens.

4° DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ARCHIPEL. — Nous allons maintenant parcourir très rapidement cet archipel du sud au nord en partant de la Nouvelle Calédonie.

L'île *Anatom*, à 24 heures de Nouméa, est la plus méridionale des Hébrides et ses côtes ressemblent absolument à celles de la Nouvelle Calédonie. Cette île, peu fertile et peu accessible, contient environ 1.200 habitants. Une mission protestante s'y est établie depuis 1842 et est une des plus prospères de l'archipel.

Errouan, découverte par Cook en 1774, a un climat salubre et possède 900 habitants,

Tanna est haute, montagneuse. Son volcan, couvert d'une admirable végétation, est le plus important de l'île. Les forêts y sont magnifiques et les plaines très fertiles. Sa flore et sa faune y sont abondantes et très variées, ses habitants sont hospitaliers, et l'Australie y recrute un grand nombre de travailleurs. La côte nord-est est très découpée ; les baies principales sont : *West-lé-See*, *Sulphur-Bay* et *Port Résolution*. Tanna renferme deux importants gisements de soufre : l'un sur le flanc Nord, en face et à 1.500 mètres de Sulphur-Bay, l'autre, qui est plus considérable, à 3 kilomètres du premier, dans le sud-ouest, sur le flanc du massif et à 4.500 mètres de Sulphur-Bay.

Anima est une petite île sans grande importance.

Erromago produisit jadis beaucoup de santal. Elle nourrit 1.500 habitants réfractaires à toute civilisation.

Vaté ou *Sandwich* est le centre de l'archipel, sa partie ouest est couverte de forêts et possède deux bons ports.

Ses rivages sont fertiles et les essais de culture des colons y ont parfaitement réussi.

Fly-Hinchinbrook, *Pêle*, *Montagne*, *Monument*, *Mattasso*, *Trois Monts* ne présentent que peu d'intérêt. Il en est de même du groupe des *Iles Sheperd*.

Api est très peuplée. Les naturels sont doux. Elle possède quelques mouillages passables et sa fertilité est très grande.

Lopévi n'est qu'un volcan en activité de 1.524 mètres de hauteur. La végétation y est rare. Il en est de même de *Paama* et d'*Ambrym*, dont la population laide et nombreuse semble assez sociable.

Mallicolo est grande et haute. Forster en parle en ces termes : « Les montagnes sont très élevées, couvertes de forêts. Le sol est riche et fertile comme celui des plaines de la Société ; les productions végétales semblent être abondantes et fort variées. Elle produit tous les fruits et légumes des pays chauds. Les cocotiers et ignames y abondent. *Port-Sandwich*, qui s'y trouve, a la rade la plus sûre des Nouvelles Hébrides, bien qu'elle ne soit pas très saine. »

Saint-Barthélemy et *Pentecôte* sont bien boisées et bien peuplées, de même que l'*Ile des Lépreux* et *Aurore*.

Espiritu-Santo est la plus importante et la plus belle des Hébrides. La partie Est offre, au contraire de la Cote Ouest, de nombreux mouillages ; les deux côtes de la rivière Jourdain offrent, au point de vue de la nature du sol, des différences considérables. A l'Est, on trouve des plateaux de formation madréporique à étages ; à l'Ouest des montagnes aux arêtes aiguës de 300 à 1.200 mètres.

C'est dans cette belle vallée que *Queiros* établit sa

Nouvelle-Jérusalem, dont on voit encore les ruines. Elle possède de nombreux cours d'eau qui arrosent des plaines très riches.

La côte est de Espiritu Santo est couverte de la végétation tropicale dans ce qu'elle a de plus exubérant.

La superficie totale de l'archipel des Nouvelles-Hébrides est de 1.467.000 hectares.

Nous trouvons à		Hectares
Espiritu Santo.....	578.600	
Iles adjacentes.....	2.800	
Sétoni, Aoré, Molo et îlots adjacents.....	52.990	
TOTAL POUR LE GROUPE DE SANTO..		634.390
Mallicolo et dépendances.....	253.900	
Pentecôte.....	95.500	
Malloo et Aurora.....	57.700	
Ambrym.....	64.600	
Api.....	63.700	
Paama.....	1.480	
Lopévi.....	2.230	
Iles Sheperd.....	4.500	
Mey et Trois Monts.....	3.100	
TOTAL DE CE GROUPE....		546.710
Vaté et dépendances.....	109.400	
Erromango.....	111.300	
Tanna.....	41.000	
Niona.....	2.000	
Anatom.....	19.700	
Futuna.....	2.500	
TOTAL DU GROUPE SUD...		285.900
TOTAL GÉNÉRAL....		1.467.000

La compagnie française des Nouvelles Hébrides en possède 900.000, soit près des deux tiers.

CHAPITRE II

Productions

Examinons maintenant les Nouvelles-Hébrides au point de vue de leur production agricole, de l'élevage que l'on peut y faire et de leurs ressources minérales.

1° *Produits Agricoles.* — Le soleil et les pluies des tropiques ont donné à la Flore de ces îles une richesse, une puissance incomparables. Tous les voyageurs en ont parlé avec enthousiasme. Leur flore tient à la fois de celle des Îles Malaises et de celle de la Polynésie. On y trouve le bananier, la canne-à-sucre, à côté de l'arbre à pain du *Taro*.

Les forêts sont remplies de cocotiers, de palmiers et de latassiers mêlés aux palétruviers, aux manguiers et à toutes les espèces de la zone torride.

Les cocotiers surtout sont innombrables, et plus riches que ceux de la Nouvelle Calédonie. Aussi l'exploitation du coprah, ou amende sèche, est-elle une des principales richesses de ces îles.

Le coton, la vanille, le café, l'orange, le citronnier et le santal croissent partout.

Parmi les cultures industrielles que l'on peut faire aux Nouvelles Hébrides se trouve particulièrement indiquée celle des bananes, à cause de sa facilité et des résultats qu'elle peut donner.

Les Australiens, grands amateurs de bananes, ne peuvent les récolter chez eux. Par suite du climat trop froid, les entreprises qu'ils ont faites en ce sens n'ont donné que de médiocres résultats.

Une compagnie anglaise avait même organisé un service régulier de vapeurs pour importer ces fruits des îles Fidji ; mais dans ce pays les bananiers sont ravagés depuis 1892 par un parasite qui ne leur permet plus de faire face à la demande australienne. Le moment est donc propice pour pratiquer cette culture aux Hébrides.

On peut planter par hectare 600 bananiers, qui donnent leurs régimes au bout de 8 ou 10 mois, et chaque régime porte environ 30 kilogrammes de fruit.

Après la récolte, le tronc de l'arbuste est arraché, mais il a donné de nombreux rejetons dont on ne conserve habituellement que trois. Ceux-ci donneront ainsi 2.400 pieds en exploitation.

Il suffit d'entretenir la propreté sur le sol en le débarrassant des détritits et sur les fruits en les nettoyant ou en les déchenillant.

Les bananes sont non seulement utilisées pour la nourriture du colon et de ses domestiques indigènes, mais surtout exportées en Australie, où, comme nous l'avons dit, elles commencent à manquer.

Le transport des régimes est en ce moment entre les mains d'une compagnie australienne qui, en juin 1903, en exportait plus de 8000 à Sydney. La banane du Queensland se vendait alors 1 fr.85 à 2 fr.40, celle de Fidji 2 f.80 à 3 fr. 75 et celle des Nouvelles Hébrides 3 fr.75 à 4 fr.35, chiffres qui se passent de commentaires et qui prouvent la supériorité incontestable des produits hébridaïs et l'avenir que cette colonie doit en tirer.

Le cocotier est un des arbres les plus utiles des pays tropicaux, et il constitue la richesse principale de la plupart des îles océaniques. Son bois est employé à la construction, la bourre dont est enveloppé son fruit peut servir à faire des étoffes, la coque de la noix est un excellent combustible : elle contient de plus une eau qui est parfois la seule potable que l'on puisse trouver. Enfin les noix de coco constituent un article d'exportation très recherché.

La culture du cocotier est très fructueuse, mais elle ne donne de résultats qu'après sept ou huit et même dix ans. La noix détachée de son enveloppe et fragmentée en petits morceaux s'appelle coprah. Elle se vend 200 à 250 francs la tonne rendue à Sidney.

On plante environ 400 cocotiers par hectare. Ils donnent en moyenne après la huitième année 240 à 250 noix, dont il faut 8.000 pour faire une tonne de coprah.

Cette culture a pour avantages principaux de donner un revenu régulier et de n'exiger que très peu de soins.

Le caféier exige un entretien plus minutieux, un choix judicieux du terrain et une propreté absolue ; par contre son rapport est plus rapide que celui du cocotier et il tient cinq fois moins de place.

On peut planter facilement 2.000 caféiers à l'hectare. Ils commencent à donner des fruits au bout de trois ans et sont en plein rapport à cinq ans. Ils produisent alors 500 grammes de café qui se vendent environ 1 franc et laissent 0 fr.50 de bénéfice net, soit 100 fr. par hectare.

Le maïs est d'une culture commode lorsque l'on défriche. Il n'exige pas en effet une terre de grande valeur ni d'une grande propreté. On peut le planter au fur et à

mesure que l'on débrousse et il procure des bénéfices au bout de quatre ou cinq mois.

On fait ainsi jusqu'à trois récoltes par an, et si les bénéfices ne sont pas aussi considérables que ceux que procurent les denrées précédemment étudiées, ils n'en sont pas moins très appréciables, car ils permettent au colon la reconstitution rapide de son capital d'établissement.

Les cultures que nous venons d'étudier se font déjà aux Nouvelles Hébrides sur une très grande échelle, mais il en est d'autres que nous allons désigner et qui mériteraient d'être développées davantage.

En première ligne nous citerons le caoutchouc. La consommation de ce produit est devenue tellement considérable depuis l'invention de l'électricité et celle plus récente des vélocipèdes et surtout de l'automobile, qu'en cinquante ans le prix à quintuplé et que, dans ces dernières années, il a doublé. Cette cherté, au lieu de diminuer, a au contraire plutôt l'air de continuer à augmenter ; c'est pourquoi toutes les colonies tropicales doivent s'efforcer de mettre la culture de ce produit en rapport avec les besoins sans cesse croissants de l'industrie.

Le caoutchouc se trouve aux Nouvelles Hébrides dans la sève d'un arbre géant et très répandu appelé *Baniam*. Sans être un véritable arbre à caoutchouc — comme le *siphonia élastica* — le baniam semble pourtant devoir donner des résultats très appréciables. Pour recueillir le suc laiteux de cet arbre, on enfonce dans son écorce des sortes de gouttières sous lesquelles on suspend de petits pots que l'on n'a qu'à vider tous les jours. Ce liquide peut être expédié ou travaillé sur place. Il suffit

pour cela de tremper rapidement dans ce lait une palette de bois que l'on fait sécher devant un feu et ainsi de suite jusqu'à ce que les mêmes couches de caoutchouc ainsi superposées arrivent à constituer des plaques homogènes d'une certaine épaisseur.

Ce caoutchouc peut encore être soumis à une température de 150 degrés et mélangé d'un cinquième de soufre ; il donne alors l'ébonite.

Les colons doivent de même s'occuper du gingembre et de l'arrow-root. Les Australiens font une grande consommation de gingembre et ils ont à plusieurs reprises demandé si les Néo-Hébridais ne pourraient leur fournir celui dont ils ont besoin pour la fabrication du gingenale, gingen-beer et autres consommations du même genre. Or cette plante pousse seule et ne demande aucun soin.

La vanille n'est guère cultivée encore, sauf à Espiritu-Santo depuis 1845, et cependant elle donnerait encore malgré la baisse considérable de son prix, de sérieux bénéfices, même sous forme de culture accessoire, la vanille étant une liane que l'on plante à côté d'un arbre quelconque autour duquel elle s'attache.

Il en est de même du Ricin, du Goyanier et du Cacaoyer ; tous les essais de culture de ces plantes ont parfaitement réussi et il est à souhaiter qu'ils soient continués.

Une autre culture d'attente serait celle du tabac, car les premiers résultats obtenus aux Hébrides ont paru bons, comme goût et comme parfum.

A côté de ces cultures industrielles, le colon devra se livrer à une culture maraîchère bien entendue, afin de se procurer les légumes et les fruits qu'exige sa nourriture personnelle.

Les fruits d'Europe, sauf la fraise et la pêche, s'accommodent mal du climat néo-hébridais. Ils sont d'ailleurs largement remplacés par les fruits tropicaux, pommes, cannelle, ananas, mangues, avocats, bananes et oranges.

Par contre, tous les légumes européens, à l'exception de l'artichaut et du chou-fleur, donnent de très beaux résultats.

La faune des Nouvelles-Hébrides est peu variée et le cède absolument sur ce point à la flore. Elle rappelle celle de la Malaisie. Il n'y avait avant l'arrivée des Européens que le cochon et la poule. Cook y introduisit le chien.

Le porc y vit presque à l'état sauvage et les indigènes y attachent une grande valeur, ils sont comme les poules un instrument d'échange.

La mer est très poissonneuse et fournit une nourriture très estimée des Canaques et des Européens.

Le colon doit, actuellement du moins, ne s'occuper de l'élevage des bestiaux que pour son usage personnel. Il aurait tort de le faire dans un but d'exportation, il n'en retirerait jamais les bénéfices que doit lui donner la culture et cela à cause de la concurrence de l'Australie. Ce pays, en effet, est dans le monde entier celui où la production du bétail peut se faire au plus bas prix. Ainsi, un mouton de 25 kilogs rendu à Port Villa ne coûte pas 25 francs, c'est dire que les Néo-Hébridais ne pourront de longtemps le produire en grand aux mêmes conditions. Ils feront donc bien pour le moment de ne songer qu'à trouver dans cet élevage une nourriture saine et la seule viande fraîche qu'ils pourront trouver dans ce pays.

Ce que nous avons dit plus haut de la supériorité lucrative de la culture sur l'élevage, est beaucoup moins exact pour la volaille. Celle-ci se vend, en effet, très cher à Nouméa. Les œufs y valent 2 fr. 50 à 3 fr. la douzaine, les poulets 4 francs, les canards 5 francs, les dindons 8 à 12 francs. Cette industrie peut donc être la source de gros bénéfices, acquis facilement, car chacun sait qu'elle ne nécessite pas de soins fatigants ou difficiles de la part du Colon.

2° PRODUITS MINÉRAUX. — Nous ne possédons encore que très peu de renseignements sur les richesses minérales que peut renfermer le sol des Nouvelles-Hébrides. L'intérieur de la plupart de ces îles est encore inconnu, et c'est seulement lorsqu'elles auront été complètement explorées, que l'on pourra se rendre compte de la valeur qu'elles présentent sous ce rapport. On peut cependant, supposer, dès maintenant, que l'industrie minière ne sera pas moins productive dans ces îles, que dans le groupe voisin de la Nouvelle-Calédonie, dont la constitution géologique paraît être sensiblement la même. On a déjà remarqué, sur plusieurs points de l'archipel, l'existence de minerais de cuivre et de nickel ; mais il est un produit minéral : le soufre, dont l'exploitation donnera, à brève échéance, de sérieux bénéfices. La présence du soufre s'explique naturellement par celle de la constitution volcanique de l'archipel ; il se rencontre abondamment dans plusieurs îles, et la Société française des Nouvelles-Hébrides a fait procéder, à ce sujet, à des études détaillées à Tanna et Vanna-Lava, où se trouvent les principaux gisements.

Tanna est une petite île de 60.000 hectares seule-

ment de superficie, située au sud de l'archipel, à 270 milles dans le Nord-Est de la Nouvelle-Calédonie. Allongée selon la direction du Nord-Ouest, Sud-Est, l'île présente un massif montagneux central couvert d'une puissante végétation. Comme nous l'avons déjà dit plus haut, la côte Nord-Est est très découpée ; les principales bases sont : West-lé-See, Sulphur-Bay et Port-Résolution. Tanna renferme deux gisements de soufre importants aux environs de Sulphur-Bay. Le premier gisement présenterait des difficultés sérieuses d'exploitation ; le soufre recueilli à la surface, mélangé de scories et de cendre, a donné une teneur en soufre de 47 %. Le second est plus riche et d'une exploitation plus facile. Les techniciens qui l'ont étudié ne sont pas d'accord sur la quantité de soufre qu'il renferme ; en tous cas, elle ne sera pas inférieure à 500.000 tonnes ; elle atteindrait, d'après d'autres, 100 millions de tonnes. Le minerai se présenterait d'excellente qualité, et les tranchées pratiquées à 3 mètres de profondeur, ont donné constamment du soufre presque pur. Il faut noter que si ce soufre à l'état brut, n'a produit à l'analyse que 58 %, le minerai de Sicile, le seul qui puisse, jusqu'à présent, lui faire concurrence, ne produit généralement que 35 pour cent.

Le volcan a été acheté aux chefs indigènes par la Compagnie Calédonienne des Nouvelles-Hébrides, le 27 février 1883, suivant acte contresigné le 26 mai suivant, par M. Bénier, stationnaire français, et enregistré à Nouméa. La Compagnie a acquis, en même temps que la propriété du Volcan, le droit d'établir une route depuis le volcan jusqu'à Sulphur-Bay. Les droits de la

Compagnie Calédonienne appartiennent aujourd'hui à la Compagnie Française des Nouvelles-Hébrides.

Vanna-Lava présente de grands avantages sur Tanna : le soufre s'y est présenté, jusqu'à présent, de qualité supérieure, les communications entre les gisements et les points d'embarquement sont beaucoup moins difficiles : le volcan de Tanna est en éruption constante ; enfin, les indigènes de Vanna-Lava, sont moins farouches que ceux de Tanna, et moins hostiles à l'influence française. Aussi, la Société Française des Nouvelles-Hébrides, s'est-elle proposée d'exploiter en premier lieu, la sulfatare de Vanna-Lava. A cet effet, une Société française anonyme, au capital de 1 million, s'est constituée à Paris. Elle a reçu de la Société Française des Nouvelles-Hébrides le droit d'exploiter, jusqu'à complet épuisement, les gisements de soufre existant sur les terrains dont la Société Française est propriétaire à Vanna-Lava.

Il résulte des sondages et des plans détaillés, effectués dans cette île, que le soufre existant à fleur de sol sur la sulfatare peut représenter un volume de 30.000 mètres cubes, correspondant, la densité du soufre étant 2, à 60.000 tonnes ; il convient d'observer, d'ailleurs, que ces chiffres semblent devoir être un minimum.

Des échantillons de ce soufre, pris au hasard, ont été soumis à plusieurs analyses, dont les résultats ont été concordants et accusent une teneur moyenne de 97 à 98 pour cent de soufre pur, ce qui permet de ranger le produit dans la qualité appelée dans le commerce : « *Troisième Belle de Sicile.* »

Les débouchés ont également fait l'objet d'une étude

des plus sérieuses, de laquelle il ressort que la Société ne doit rencontrer aucune difficulté à trouver, notamment en Australie et à San-Francisco, mais surtout à San-Francisco, l'écoulement de ses produits. La consommation du soufre augmente d'année en année aux Etats-Unis, où l'importation a passé, entre 1894 et 1898, de 126.500 à 159.700 tonnes, a dépassé en 1900 170.000 tonnes et a presque atteint 200.000 tonnes en 1904.

Pour alimenter cette consommation, les pays producteurs en présence sont : la Nouvelle-Zélande, qui n'exporte guère qu'à destination de l'Australie ; le Japon, dont les exportations diminuent de plus en plus, par suite de l'augmentation de ses propres besoins et de l'épuisement de ses soufrières, et enfin, la Sicile, sur laquelle Vanna-Lava a un avantage considérable, du fait de sa proximité par rapport aux marchés d'Australie et de Californie, ce qui diminue très sensiblement les frais de transport.

L'écoulement est donc assuré, et il paraît devoir l'être à des prix rémunérateurs, la demande étant régulière et constante, et la cote du soufre suivant, depuis quelques années, une marche ascensionnelle continue qui l'a amené, pour la qualité correspondante au soufre de Vanna-Lava, aux environs de 20 dollars, cours actuel, soit 100 francs. En comptant seulement, par prudence, une valeur de 90 francs, on voit que, même en faisant une part très large aux dépenses d'exploitation, il reste une marge qui permet d'entrevoir la possibilité, non seulement d'amortir largement le capital, mais encore de lui assurer une rémunération très appréciable.

CHAPITRE III

Colonisation Française

On a souvent fait remarquer qu'il y a des nations, comme l'Allemagne, qui possèdent des colons sans avoir de colonies ; la France, au contraire, possède des colonies sans colons. La France déroge pourtant à cette règle, tout au moins sur un point, c'est en ce qui concerne les Nouvelles-Hébrides. De nombreux Français vivent dans cet archipel lointain, encore peu connu, où ils se sont établis depuis de longues années, convaincus qu'ils s'installaient sur une terre destinée, sous peu, à devenir française. Abandonnés à leurs seules ressources, ils ont peu à peu transformé ce pays et sont arrivés à conquérir une certaine aisance. Par leurs efforts continus, ils ont pu se créer des relations commerciales suivies avec l'Australie et la Nouvelle-Calédonie. C'est aujourd'hui un pays riche, par ses ressources naturelles et par les industries qu'ils y ont créées, qu'ils offriront à la France si celle-ci se décide à en prendre possession, conformément aux droits qu'ils y ont acquis.

« Il est difficile, dit le D^r Davillé, qui a longtemps vécu parmi eux, de se faire une idée de l'énergie et de la ténacité dans l'effort des colons Néo-Hébridais ; cette volonté soutenue, jamais démentie, ce moral excellent,

résistant au climat, aux déboires, tant des intempéries atmosphériques que des contre-temps commerciaux, méritent vraiment d'être signalés...

« Mais les résultats obtenus ne l'ont pas été sans peines. Les déceptions de tous genres n'ont pas été ménagées aux colons, et c'est peut-être ce qu'il y a de plus remarquable chez eux, que ce désir manifesté par tous de voir épargner aux futurs colons qui pourraient venir se joindre à leurs groupes toutes les difficultés que les premiers arrivés ont eues à vaincre.

« La bonne volonté, l'énergie, bien que nécessaires, ne sont pas suffisantes en matière de colonisation. Puisque les premiers colons ont eu à souffrir des mauvais résultats des tentatives du début, puisque certaines cultures supposées tout d'abord rémunératrices, n'ont donné que des mécomptes, puisque, en un mot, il y a eu des écoles faites, qu'au moins l'expérience si durement acquise profite aux nouveaux venus et leur soit utile au commencement de cette existence toute nouvelle. J'ai vécu de la vie intime des colons ; j'ai été, comme médecin et comme ami, le confident de beaucoup d'espérances et de bien des désillusions. Mais j'ai toujours vu subsister ce sentiment très généreux et très français : *« Que nos premiers échecs soient un enseignement pour ceux qui viendront. »*

On pourrait dire sans trop d'exagération, que l'œuvre de la Colonisation française actuelle des Nouvelles-Hébrides, est l'œuvre d'un seul homme, M. John Higginson (1). Australien, d'origine Irlandaise, naturalisé

(1) « M. Higginson arriva à Nouméa en 1859 ; il n'avait pas encore 20 ans. Depuis cette époque, il a joué un rôle important et est devenu la personnalité la plus en vue de la Nouvelle-Calédonie. Il a participé

Français en 1876, il a mis au service de sa patrie d'adoption toute son énergie et les puissantes facultés de son intelligence. Il commença, à partir de 1871, de coordonner les efforts faits par les colons de la Nouvelle-Calédonie pour fonder aux Nouvelles-Hébrides des établissements durables.

Après de longs efforts, il parvint à constituer, en 1882, un vaste établissement commercial sous le nom de : *Compagnie Calédonienne des Nouvelles-Hébrides*.

Il exposait lui-même, dans une lettre adressée au Ministre de la Marine, les motifs qui l'avaient poussé à l'organisation de cette Société : « *Notre but était de faire en grand ce que les Anglais n'avaient fait qu'en petit jusque-là : d'acheter des terres dans les mêmes formes qu'eux ; — d'encourager nos compatriotes français à venir s'établir à nos côtés ou chez nous ; — de créer des Comptoirs de commerce et des communications régulières entre la Nouvelle-Calédonie et les diverses îles de l'Archipel ; — d'évincer, surtout, les nombreuses goëlettes anglaises qui ne cessent de recruter, pour l'Australie ou les Fidji, toute la population de ces îles ; — de rétablir le courant d'immigration Canaque, sans lequel la Nouvelle-Calédonie est condamnée à une impuissance absolue ; — d'imiter, en un mot, la politique des Anglais par des acquisitions successives de territoires, à mettre*

activement à toutes les affaires, ayant en mains tous les contrats et traités du gouvernement ; possédant des entreprises sur tous les points de la côte, lançant des steamers, intéressé dans les plantations de sucre et de café, dans les fermes et les stations et dans les entreprises minières de toutes sortes : or, cuivre, nickel, antimoine. » (Paul Deschanel : *Les Intérêts français dans l'Océan Pacifique*, 1888.)

aux mains des Français, et par conséquent de la France, l'archipel tout entier. »

A la fin de 1882, la Société avait déjà acquis environ 150.000 hectares de terre, appartenant aux Anglais, et près de 200,000 appartenant aux Canaques.

Nous venons de dire que la Colonisation Française aux Nouvelles-Hébrides pouvait être considérée comme l'œuvre de M. Higginson. C'est, en effet, grâce à la Compagnie Calédonienne des Nouvelles-Hébrides, puis à la *Société Française des Nouvelles-Hébrides* qui a succédé à la précédente, et dont M. Higginson est resté l'un des principaux actionnaires, que les intérêts français ont été maintenus et sans cesse développés dans cet archipel. En l'espèce, la constitution d'une grande Compagnie de Colonisation s'imposait absolument. Lorsque la colonisation a lieu dans un pays soumis à l'autorité ou au protectorat de la nation à laquelle appartiennent les émigrants, ceux-ci peuvent se rendre isolément dans ce pays et espérer y trouver toutes les garanties de succès ; ils sont certains, tout au moins, d'y rencontrer une protection efficace pour leurs personnes et pour leurs biens. Dans la mère-patrie, les autorités les renseigneront sur la contrée où ils ont dessein de se rendre, leur délivrant des titres de propriété nettement délimités ; au besoin, le gouvernement aidera ces colons dans leurs entreprises, par des subventions. Quant aux étrangers à cette nation, qui désirent se rendre dans la même colonie, ils savent également où se trouve le centre de renseignements dont ils ont besoin, et les conditions dans lesquelles ils s'établissent. Mais les Nouvelles-Hébrides n'appartenant à aucune

nation civilisée, aucun gouvernement ne peut faire de la publicité en faveur de leur colonisation, délimiter les terrains, délivrer des titres de propriété se rapportant à ces îles ; tout ce qu'ils apprendraient aux émigrants décidés à aller aux Nouvelles-Hébrides, c'est-à-dire l'état d'anarchie obligatoire qui est le régime constitutionnel de l'archipel, serait plutôt de nature à les en détourner. Le gouvernement français devait donc tenir les Nouvelles-Hébrides dans l'ombre, et, en tout cas, il ne pouvait apporter une aide ouverte et efficace à leur peuplement par des nationaux. Ces îles auraient ainsi été colonisées uniquement par des aventuriers venus pour la plupart, sinon tous, des îles et archipels voisins. Et comme la région capable, par le chiffre de ses affaires, de fournir de tels hommes aux Nouvelles-Hébrides était l'Australie, il était naturel, que cet archipel, malgré sa proximité de la Nouvelle-Calédonie, moins peuplée et moins active, dût nous échapper un jour ou l'autre. En fait, lorsque se constitua la Société Calédonienne, les Anglais étaient déjà nombreux dans les îles, ils y possédaient des propriétés qu'ils avaient fait enregistrer aux Fidji, près du *High Commissioner for the West Pacific*, ou en Australie. Sans la Compagnie Calédonienne, cet état de choses n'aurait pu qu'aller en s'aggravant, quelques colons venus de la Nouvelle-Calédonie étant insuffisants pour contrebalancer l'influence anglaise. La création de M. Higginson vint donc à son heure pour modifier heureusement la situation. Désormais, une Société française allait remplir vis-à-vis des colons un rôle que ne pouvait jouer l'État français par suite de son respect, peut-être exagéré, des principes

du Droit International. Nous verrons plus tard que l'Angleterre est loin d'avoir de ces scrupules.

Cette société eut à lutter activement contre la concurrence anglaise, car, à peu près en même temps, une autre compagnie, au capital de 25 millions, s'était constituée en Australie pour l'exploitation des Nouvelles-Hébrides, et le Parlement de la Nouvelle-Zélande avait été saisi d'une proposition tendant à en garantir les intérêts.

Cette société existe encore, mais il est incontestable que le chiffre de ses affaires est de beaucoup inférieur à celui de la Société Française : il y a quelques années, l'un des Parlements australiens a été sollicité d'accorder des subventions importantes à cette Compagnie anglo-australienne, et quelques-uns estimèrent que c'était là le seul moyen d'en empêcher la disparition.

On peut bien penser que les Anglais suscitèrent mille difficultés à la Compagnie Calédonienne, et certains faits, qu'il n'a pas été possible de tenir cachés, jettent une fâcheuse lumière sur les procédés politiques de certains agents britanniques trop zélés. Cependant, la Compagnie n'en poursuivit pas moins ses travaux ; elle acquit autant de terres disponibles qu'il lui fut possible, racheta des comptoirs étrangers, fit passer des colons dans les îles, grâce au concours de la Société Française de Colonisation. Le 18 Novembre 1886, elle créait un courrier mensuel à vapeur entre Nouméa, les Loyalty et les Nouvelles-Hébrides. C'était là un progrès considérable ; on pouvait espérer que Nouméa allait concentrer le commerce de l'archipel, et en tout cas, d'une manière immédiate, elle affranchissait les colons français du

monopole d'une Compagnie anglaise, l'*Australian Union Steam Navigation Company*, qui jusque-là, avait été la seule à visiter les îles à peu près régulièrement. Enfin, la Société apporta aux colons l'aide qu'ils pouvaient espérer d'elle, et créa un hôpital à Port-Vila, le principal centre européen de l'archipel.

Après des fortunes diverses, la Compagnie Calédonienne se trouva, sur la fin de 1893, dans une situation assez précaire. Elle disparut, ou plutôt, se transforma en une compagnie nouvelle, dite « *Société Française des Nouvelles-Hébrides* », dont les statuts datent du 1^{er} Avril 1894.

M. Higginson cédait à la nouvelle société tout l'actif de la Compagnie Calédonienne, soit un grand domaine de 7 à 800.000 hectares, mal délimité et encore en friche pour la plus grande partie. Mais les charges assumées par la Société Française étaient lourdes. Elle devait : 1^o Acquitter le passif de l'ancienne Compagnie, que M. Higginson estimait à 3.200.000 francs ; 2^o Attribuer à celle-ci 200 actions libérées de 500 francs, et 8.000 parts de fondateurs convertibles en autant d'actions de 500 francs libérées.

La Société Française se mit courageusement à l'œuvre et commença par réparer son outillage économique, qui n'existait qu'à l'état rudimentaire. Elle acheta deux vapeurs destinés à relier les îles à la Nouvelle-Calédonie et à l'Australie, et elle s'assura d'un personnel européen plus nombreux, engagea de nouveaux travailleurs indigènes, étendit ses cultures.

Malgré les déboires inhérents à une entreprise de ce genre ; malgré la concurrence acharnée des colonies

australienues, secondées et subventionnées par le gouvernement de la *Commonwealth* ; malgré des efforts persévérants pour rendre plus faciles les rapports entre l'archipel et l'Australie, et pour peupler les Hébrides d'immigrants de toutes couleurs et de toutes provenances ; malgré les entraves et les intrigues suscitées à l'aide de moyens condamnables, la prépondérance de la Colonisation française, établie depuis de longues années déjà, a continué à se développer et s'est de jour en jour affirmée plus grande et plus éclatante.

En effet, sur une population blanche de 400 âmes, on compte 250 Français, dont 30 missionnaires ou employés des missions catholiques, contre 150 Anglo-Australiens, dont 65 missionnaires ou employés des missions protestantes.

Au point de vue commercial, la Société Française n'a pas fait d'affaires bien brillantes : elle a dû forcément passer par une période de tâtonnements, durant laquelle les bénéfices n'ont pas été en rapport avec les capitaux engagés. Il y a lieu de croire, que l'expérience des premières années lui profitera et qu'elle arrivera à bout des difficultés de tous genres, dont la principale consiste dans le recrutement de ses agents européens et de la main-d'œuvre indigène, ainsi que dans la vente, en France et en Nouvelle-Calédonie, de ses principales récoltes : le maïs et le café. Les richesses naturelles de l'archipel sont assez considérables pour qu'une entreprise comme celle de la Société Française des Nouvelles-Hébrides réussisse ; mais jusqu'à présent, on peut dire qu'elle s'est dévouée pour une œuvre patriotique dont les résultats sont eux, du moins, incontestables. Il

importe donc surtout d'examiner son action au point de vue de l'aide qu'elle a apportée aux colons.

Sans négliger le côté commercial, elle a été surtout une œuvre agricole.

Elle n'a jamais cessé d'adresser à ses agents des instructions précises en vue de l'extension des plantations existantes, de la création de stations nouvelles, et de l'introduction de cultures rémunératrices.

A cet effet, les effectifs du personnel indigène et le nombre des employés français ont été considérablement augmentés ; des envois coûteux de graines et de plantes, ainsi que des machines perfectionnées pour la préparation du café, ont été effectués.

Ces essais n'ont réussi qu'imparfaitement, comme il fallait s'y attendre ; néanmoins, la plupart des cultures auxquelles ces graines et ces plantes étaient destinées sont maintenant amorcées. Pour quelques-unes d'entre elles, telles que le cotonier, le caoutchouc et le cacaoyer, c'est déjà par milliers que se comptent les arbres ou arbustes, obtenus grâce aux envois de graines et de plantes, et l'on peut considérer ces trois cultures comme définitivement créées sur les plantations des Nouvelles-Hébrides.

Un autre inconvénient qui, pendant un certain temps, a enrayé le développement des plantations, est la suspension de l'immigration Néo-Hébridaise, par la circulaire ministérielle du 5 Mai 1882, prise pour arrêter une véritable traite qui se faisait dans ces parages. L'immigration Néo-Hébridaise n'a pu être reprise que depuis le Décret du 11 Juillet 1893, qui a réglementé, d'une façon très sévère, le recrutement de la main-d'œuvre,

décret remplacé aujourd'hui par les prescriptions de la Convention du 20 Octobre 1906.

Dès l'origine, les colons ont été mis en communication avec Nouméa par un vapeur (le premier qui fit le service fut *La France*, jaugeant 1.340 tonneaux), effectuant le service tous les vingt-huit jours, ce qui n'existait pas avant la fondation de la Société. Ce vapeur, qui pouvait être chargé aussi d'effectuer le service postal des Loyalty, devait toucher aux escales suivantes :

Aller : Un point des Loyalty, désigné par l'administration ; Port-Vila (île Vaté), Port-Havannah (île Vaté), Api, Port-Sandwich (Mallicolo), Canal Second (Espirito-Santo).

Retour : Port-Sandwich, Api, Port-Havannah, un point des Loyalty, Nouméa.

Depuis 1904, la Compagnie des Messageries Maritimes a organisé un service régulier entre l'archipel et la Nouvelle-Calédonie.

D'autre part, les relations avec l'Australie étaient assurées par un autre vapeur affrété, en vue de ce service, à des particuliers par la Société Française des Nouvelles-Hébrides. Ce navire effectuait un voyage tous les vingt-cinq jours environ, mais ce service, étant très onéreux pour la Société, a été abandonné, et le service est aujourd'hui assuré : 1° Par le vapeur reliant l'archipel à Nouméa, ce bâtiment se trouvant à Nouméa, au passage dans ce port, des paquebots des Messageries Maritimes ; 2° Par des navires australiens de Burns, Philip and Co, qui visitent les îles six fois par an.

Ainsi, grâce à la Société Française, les conditions de l'agriculture et les moyens de transport ont été sensi-

blement améliorés ; sous ce dernier rapport, notamment, les colons ont été soustraits au monopole de la Compagnie australienne qui, précédemment, pesait lourdement sur eux.

Au point de vue commercial, le même résultat a été obtenu, grâce aux magasins installés par la Société Française dans ses agences et à bord de ses bateaux-magasins. Les colons ont pu s'y approvisionner de marchandises et vendre leurs produits sans être obligés de se soumettre aux conditions que la Compagnie Australienne, maîtresse du marché, fixait à peu près à sa guise.

Il n'est pas douteux que le trafic anglais ait diminué aux Nouvelles-Hébrides. La preuve en est que les Australiens, qui avaient naguère un vapeur à demeure dans l'archipel, et un autre effectuant régulièrement le service entre Sydney et les îles, n'ont plus aujourd'hui qu'un seul vapeur, celui de Burns, Philip and C^o qui, ne venant plus de Sydney que tous les deux mois, n'y retourne même pas directement, car, des Nouvelles-Hébrides, il poursuit sa route sur les Salomon et les autres archipels du Pacifique Ouest.

Le Commerce Français a pris, au contraire, dans ces dernières années, un essor, grâce au développement des industries agricoles, notamment du cacao et de la vanille, grâce à l'établissement de nouvelles maisons ou succursales de commerce, grâce surtout aux facilités douanières et de transport offertes aux produits Néo-Hébridais dans les Colonies Françaises.

Le Régime douanier français du 11 janvier 1891, qui fermait le marché français et le marché des Colonies

Françaises aux produits Néo-Hébridais, en leur appliquant le tarif maximum, a été bien amélioré par trois décrets.

Le premier, le décret du 12 novembre 1901, a réduit les droits perçus à leur entrée en France et en Nouvelle-Calédonie sur le maïs, le café, le cacao et la vanille exportés par les Français aux Nouvelles Hébrides.

Le deuxième, celui du 24 juin 1902, a accordé l'entrée en franchise, en Calédonie, à divers fruits Néo-Hébridais.

Le troisième, celui du 16 août 1904, a étendu la même faveur en Nouvelle-Calédonie au maïs et, dans les autres Colonies Françaises, à tous les produits exportés par des Français établis aux Hébrides.

La Société a rendu, en outre, peut-être malgré elle, un service d'autant plus méritoire, qu'il lui a coûté davantage ; un certain nombre de ses agents ont quitté la Société Française pour s'établir à leur compte dans les îles comme colons. Ces hommes, qui se sont ainsi déterminés à tirer parti de l'expérience acquise sur place, comptent parmi les meilleurs colons, et la Société est devenue ainsi une excellente école de colonisation.

Ce fait, il faut l'avouer, était pénible pour la Société, car elle éprouva une très grande difficulté à recruter le personnel européen compétent. Il serait fort à souhaiter que des hommes jeunes, au courant des cultures coloniales, se missent à la disposition de la Société Française. Peut-être ne serait-il pas impossible de les rencontrer dans quelques-unes de nos vieilles colonies, aujourd'hui toutes plus ou moins en décadence, par suite

de la crise sucrière et où les emplois rémunérateurs se font de plus en plus rares.

L'inexpérience de ses agents a parfois poussé la Société à des dépenses exagérées, qui ont peut-être leur excuse dans les tâtonnements inévitables au début d'une entreprise. Aujourd'hui la Société s'est tracé un programme d'économie dont elle poursuit la réalisation, tout en conservant ses anciennes exploitations et même en cherchant à les étendre. Au point de vue du personnel, il y avait autrefois en Océanie deux directeurs, l'un à Port-Villa, l'autre à Nouméa. Il n'y en a plus qu'un seul résidant aujourd'hui à Nouméa. Il importe, en effet, que la Société soit tenue au courant de ce qui se passe en Australie et en Nouvelle-Calédonie, et cette mesure a aussi l'avantage de conserver les liens qui unissent la Société à notre colonie; il importe de remarquer, en effet, que notre système douanier et la situation de l'archipel, au point de vue du Droit International privé, tendent à détruire ces liens en portant nos compatriotes à faire de l'Australie et des Fidji le centre de leurs intérêts.

La Société a favorisé la colonisation d'une façon encore plus directe.

Tout d'abord, elle a consenti sur ses domaines à des ventes et à des concessions gratuites de terre, non seulement à de nouveaux émigrants, mais même à d'anciens colons. Plusieurs de ceux-ci, notamment, qui ne détenaient leurs domaines qu'à titre de location, en ont obtenu l'abandon à titre définitif et gratuit, en pleine propriété; à quelques-uns, même, la Société a fourni le moyen d'étendre leurs exploitations par des concessions réglementaires également gratuites.

En second lieu, elle a organisé, en France, avec le concours de l'Union Coloniale, une propagande active en faveur de l'émigration aux Nouvelles-Hébrides.

Il était permis de douter du succès de cette publicité. C'est, en effet, un lieu commun que de parler du peu d'enthousiasme des Français pour quitter leur pays, où ils se trouvent, somme toute, mieux, à égalité de condition sociale, que dans tout autre. Nous émignons très peu, c'est la vérité ; était-il possible que les Français se décidassent à tenter l'aventure dans un pays très éloigné, malsain, où la sécurité des personnes et des biens n'était pas assurée, et où nos compatriotes ne pouvaient avoir ni officiers de l'état-civil, ni tribunaux, ni autorités d'aucune sorte ? En fait, ceux qui sont partis pour les Hébrides sont surtout des célibataires, ayant peu d'attaches avec la mère-patrie, car les dangers du climat sont de nature à détourner les nombreuses familles.

Afin de renseigner les futurs colons, l'Union Coloniale a édité un opuscule d'une trentaine de pages, où sont condensées toutes les notions, tous les conseils indispensables. Ce guide est l'œuvre d'un colon fixé depuis de très longues années dans l'archipel ; il n'a rien dissimulé des inconvénients du séjour pour les Européens dans le pays, disant le bon et le mauvais avec une égale sincérité ; il a tenu avant tout à ne donner que des détails d'une utilité certaine ; et il ressort de la lecture de ce petit livre que les chances de fortune s'offrent, au colon économe et laborieux, assez belles pour compenser, et au-delà, les difficultés de l'entreprise.

L'Union Coloniale avait usé du même procédé pour

faire connaître la Nouvelle-Calédonie, dans la campagne qu'elle a fait en faveur de la colonisation de cette possession. Il faut, d'ailleurs, reconnaître qu'en ce qui concerne cette dernière, la tâche était plus facile que pour les Nouvelles-Hébrides ; le Français disposé à émigrer et père de famille sera plus naturellement porté à se rendre de préférence en Nouvelle-Calédonie.

La Société Française des Nouvelles-Hébrides exige que les émigrants dont elle se charge d'assurer l'établissement dans l'archipel justifient de la possession d'un capital d'au moins 4.000 francs. Il est indispensable que des nouveaux venus dans un pays neuf et encore peu peuplé ne soient pas à la charge des rares habitants. Un colon pauvre est un poids mort qui pèse sur la colonie naissante, et l'empêche de se développer. D'ailleurs, comment y vivrait-il lui-même. Il ne faut pas compter, et pour assez longtemps encore, que les Nouvelles-Hébrides puissent assurer des emplois rémunérateurs aux colons qui viendraient, n'ayant pour capital que leur bonne volonté et leurs deux bras, et avec l'espoir de mettre sur place suffisamment d'argent de côté, en travaillant pour le compte d'autrui, pour se créer une réserve de début quand ils s'installeraient comme colons. Il serait plus facile à l'Européen peu fortuné de vivre en Nouvelle-Calédonie ; cependant, le gouvernement de cette colonie exige 5.000 francs des colons qui se disposent à s'établir dans l'île. Aux Hébrides, la somme de 4.000 francs est absolument nécessaire, et elle peut être considérée comme suffisante si l'on s'en rapporte au devis ci-dessous, contenu dans le *Guide de l'Immigrant*, dont nous avons parlé plus haut.

Devis d'Exploitation

Il est évident, que les frais d'entretien du colon, varient suivant qu'il sera célibataire ou en famille.

Supposons le premier cas, et que le colon ait à sa disposition un capital de 3.000 francs.

DÉPENSES DE LA PREMIÈRE ANNÉE

Douze versements annuels de 50 francs, à compte sur le prix de la maison.....	600 fr.
Construction de dépendances diverses, en torchis et chaumes.....	250 »
Engagement de trois travailleurs.....	600 »
Achat de graines et d'outils.....	200 »
Nourriture des engagés, à raison de 0 fr. 20 par jour.....	216 »
Entretien du colon.....	1.000 »
Achat d'un lit, d'une table et divers articles....	125 »
TOTAL.....	2.991 fr.

RECETTES

Récolte de cinq hectares de maïs, plantés en même temps que les caféiers.....	1.000 »
DÉPENSES RÉELLES.....	1.991 fr.

DÉPENSES DE LA DEUXIÈME ANNÉE

Douze versements de 50 francs pour finir de payer la maison.....	600 »
Nourriture et entretien du colon.....	1.000 »
Engagement de trois nouveaux travailleurs.....	600 »
Nourriture de six engagés.....	432 »
Entretien de l'outillage.....	100 »
Achat de quelques meubles complémentaires.....	75 »
Avances sur salaires aux premiers engagés.....	30 »
TOTAL.....	2.837 fr.

RECETTES

En Caisse.....	1.009 »
Récolte de cinq hectares de maïs.....	1.000 »
Récolte de deux hectares de tabac.....	1.500 »
Vente œufs, légumes, volailles.....	300 »
TOTAL.....	3.809 fr.

DÉPENSES DE LA TROISIÈME ANNÉE

Versement de la moitié du prix d'une baleinière.	600 »
Engagement de trois nouveaux travailleurs.....	600 »
Nourriture de neuf engagés.....	648 »
Avances sur salaires aux six premiers engagés.	60 »
Achat d'un fourneau de cuisine.....	100 »
Entretien du mobilier et des ustensiles.....	50 »
Entretien de l'outillage.....	100 »
Entretien du colon.....	600 »
TOTAL.....	2.758 fr.

RECETTES

En Caisse.....	972 »
Récolte de maïs, tabac.....	2.500 »
Vente de porcs, œufs, volailles.....	600 »
TOTAL.....	4.072 fr.

DÉPENSES DE LA QUATRIÈME ANNÉE

Versement du complément du prix de la baleinière	600 »
Païement des salaires acquis pendant trois ans par les trois premiers engagés (12 francs par mois) déduction faite des avances (60 fr.)...	1.110 »
Leur repatriement à 25 francs l'un.....	75 »
Engagement de trois nouveaux travailleurs.....	600 »
Nourriture de neuf engagés.....	648 »
Avances sur salaires à six engagés.....	60 »
Entretiens divers.....	300 »
Nourriture du colon.....	600 »
TOTAL.....	3.393 fr.

RECETTES

En Caisse.....	314 »
Maïs et tabac dans les Cocotiers.....	3.000 »
Produits divers.....	1.000 »
Café : 10.000 pieds ne donnant encore que 150 grammes chacun (soit 1.500 kilog.) à 1 fr. 50 frais déduits.....	2.250 »
TOTAL.....	6.564 fr.

DÉPENSES DE LA CINQUIÈME ANNÉE

Païement et rapatriement de trois engagés.....	1.185 »
Engagement de trois nouveaux travailleurs.....	600 »
Mêmes autres dépenses que plus haut.....	1.608 »
Construction d'un séchoir à café.....	600 »
Réparation de la maison et de ses dépendances...	400 »
TOTAL.....	4.393 fr.

RECETTES

En Caisse.....	2.571 »
Maïs et tabac.....	3.000 »
10.000 pieds de café donnant 300 grammes.....	4.500 »
5.000 pieds de café donnant 150 grammes.....	1.125 »
TOTAL.....	11.196 fr.
Reste en Caisse à la fin de la cinquième année...	6.803 fr.

SIXIÈME ANNÉE

Les dépenses restent sensiblement les mêmes.

Les recettes s'augmentent du meilleur rapport de 5.000 des 15.000 caféiers, et du rapport de début de 5.000 autres pieds de café, complétant les 20.000 pieds prévus pour dix hectares. D'autre part, il n'est plus possible de faire du maïs ni du tabac dans les cocotiers devenus trop grands. Ces deux

cultures doivent être réservées pour les cinq hectares qu'a encore disponibles le colon sur sa concession.

SEPTIÈME ANNÉE

Les 20.000 caféiers sont en plein rapport et doivent donner 400 grammes par pied, soit 8 tonnes à 1 fr. 50 le kilog = 12.000 francs. Les cocotiers commencent à donner leurs premiers fruits.

HUITIÈME ANNÉE ET SUIVANTES

La caféerie et la cocoterie sont en plein rapport, celle-ci donnant pour 10 hectares à 160 cocotiers l'un, 80.000 cocos, soit 10 tonnes de coprah, année moyenne.

On pourrait croire, d'après ce qui précède, que le colon, arrivant avec un capital de 3.000 francs, n'est jamais en défaut. Mais il faut observer que l'on a indiqué qu'un minimum de dépenses et parcontre, une bonne moyenne de revenus. D'autre part, il faut toujours craindre un ouragan ou un cyclone détruisant une récolte.

Il est donc bon, à ce point de vue, que l'émigrant ait toujours une petite réserve en prévision d'un accident de ce genre. C'est pour cela que l'on a fixé à 4.000 francs le capital que la Compagnie Française des Nouvelles-Hébrides estime nécessaire au colon, pour lui permettre d'attendre les premières récoltes et dont elle lui demande de justifier la possession.

Le ministère des colonies accorde gratuitement : 1° Aux émigrants ayant une famille nombreuse, le voyage en chemin de fer de la gare la plus rapprochée de leur domicile jusqu'à Marseille ; 2° A tous, le passage de Marseille à Nouméa. Ils doivent adresser au ministère des Colonies une demande faisant connaître leur intention de se rendre aux Nouvelles-Hébrides pour s'y établir comme colons. Pour que la demande soit exami-

née, elle doit être accompagnée des pièces suivantes :
1° Certificat de bonnes vie et mœurs ; 2° Extrait du Casier judiciaire ; 3° Un certificat médical attestant que les personnes, pour lesquelles le passage est demandé, peuvent supporter le climat des Nouvelles-Hébrides ; 4° Un reçu attestant le dépôt, à la Banque de l'Indo-Chine, d'une somme de 4.000 francs.

A tous les émigrants ayant justifié de la possession de ce capital, la Société Française des Nouvelles-Hébrides accorde gratuitement une concession de 25 hectares de bonnes terres. Cette concession leur est donnée dans les conditions indiquées à la fin de cet ouvrage, sous le numéro 1 des Documents.

La Société Française tient à la disposition des émigrants les plans des emplacements destinés à les recevoir. Chaque concession est délimitée et porte un numéro. L'émigrant peut donc, avant de partir, choisir son lot et obtenir son titre de concession, avantage qui ne lui est fait par aucun pays étranger, ni par aucune colonie. Mais une fois qu'il a choisi, il est lié vis-à-vis de la Société et une fois rendu à destination, il ne peut pas faire changer sa concession.

Si l'émigrant préfère être rendu sur place pour choisir, il le peut également. Mais, bien entendu, son choix est limité aux lots qui n'ont pas encore été distribués, ou dont la Société Française ne s'est pas réservé la distribution en France.

S'il y a plusieurs demandes pour le même lot, il est tiré au sort.

Les terres que possède la Société Française se répartissent ainsi, d'après un rapport de M. Louis Burnet :

Espiritu-Santo	353.000 hectares
Mallicolo.....	193.200 »
Pentecôte	33.000 »
Aurora.....	19.400 »
Aoba.....	14.600 »
Ambrym	13.000 »
Apy	52.700 »
May et Deux-Monts.....	2.000 »
Vaté et dépendances.....	94.600 »
Tanna.....	5.000 »
	780.500 hectares

Une statistique plus récente, publiée par la *Quinzaine Coloniale*, (tome XIII, 1903, pages 95 et 136,) donne la progression suivante pour les acquisitions de terrains par la Société Française des Nouvelles-Hébrides ;

1883.....	350.000 hectares
1886.....	700.000 »
1900.....	800.000 »
1903.....	900.000 »

La Société Française possède de plus, aux îles Banks, à Santa-Maria, 1.500 hectares et 2.000 à Vana-Lava.

D'après les levées de M. Giraud, agent de la Compagnie Française, la superficie totale de l'archipel, sans y comprendre les Banks et Torrès, est de 1.467.300 hectares.

On voit donc que la Société Française possède près des deux tiers des terres de l'archipel. C'est ce qui permettrait, il y a longtemps, à un journal australien, d'écrire : « *Pour un arpent de terre, appartenant aux Anglais, il y en a dix de propriétés françaises aux Nouvelles-Hébrides.* » (1)

(1) *Sydney Morning Herald* (22 Août 1890).

Au point de vue de la prospérité morale et matérielle de l'archipel, des écoles françaises ont été organisées. Une école de filles à Port-Vila, par la Société Française, et des écoles pour les enfants indigènes, par les Missionnaires ; un hôpital a été établi à Port-Vila ; enfin, des routes ont déjà commencé à être construites, grâce à l'initiative des Syndicats municipaux organisés à l'île de Vaté et ailleurs, par les Colons français, pour suppléer aux lacunes laissées par la Convention de 1887, dans l'organisation de l'administration de l'archipel. Ces Syndicats municipaux privés vont être remplacés par de véritables municipalités, aux termes de la Convention du 20 Octobre 1906.

Des statistiques qui précèdent, il résulte bien nettement : d'une part, que les Nouvelles-Hébrides peuvent être considérées, en fait, comme terres françaises, en raison de la superficie possédée par des Français ; d'autre part, que la population française n'a cessé d'augmenter, qu'elle a toujours été supérieure à la population anglaise ; il importe de remarquer aussi, comme nous allons le voir, que les colons de nationalité différente de la nôtre ont maintes fois adressé, au gouvernateur de la Nouvelle-Calédonie et au gouvernement français des pétitions dans le but d'être placés sous l'autorité de la France. De cet ensemble de constatations, il ressort que bien rarement une nation a pu invoquer à la possession d'une terre des titres aussi indiscutables que ceux mis par les faits à la disposition de notre gouvernement en ce qui concerne les Hébrides. Nos compatriotes y sont les plus nombreux, ils sont propriétaires de la plus grande partie du territoire, les étrangers, eux-mêmes,

acceptent ou demandent notre autorité : « Supposons, disait en 1890, à la tribune de la Chambre Haute de Melbourne, M. J. Service, ministre de la colonie de Victoria, que les îles soient largement colonisées par les Français ; qu'y aurait-il de surprenant à ce que le Pavillon français s'y implantât à la suite des colons ? C'est une loi générale admise, que la nation qui possède le plus grand établissement dans un pays nouveau a le droit éventuel d'en prendre possession. »

Par quelle anomalie, par quelles circonstances extraordinaires, il peut se faire que les Nouvelles-Hébrides ne soient pas colonies françaises, c'est ce qui va faire l'objet de la seconde partie de notre étude.

DEUXIÈME PARTIE

Histoire Diplomatique des Nouvelles-Hébrides

CHAPITRE PREMIER

Premières difficultés Franco-Anglaises

Les voyages des navigateurs, pendant le premier quart du *xix*^e siècle, avaient fait connaître les richesses des îles du Pacifique, et avaient ainsi préparé l'expansion de la France et de l'Angleterre dans les mers du Sud.

C'est en 1839 que le Gouvernement français essaya, pour la première fois, d'étendre sa domination dans ces régions. Il songea d'abord à la Nouvelle-Zélande, mais il fut devancé par l'Angleterre. Obligé de chercher ailleurs, il fit occuper, en 1843, les îles Marquises par l'amiral Dupetit-Thouars et, bientôt après, il arriva à placer sous son protectorat, les îles Sous-le-Vent-de-Tahiti, les Gambier et les Wallis. Mais ce n'était là que des stations, et la France convoitait des colonies plus importantes dans le Pacifique Ouest. La Société des Pères Maristes se chargea de préparer le terrain en y étendant l'influence française. Son effort porta surtout sur la Nouvelle-Calédonie, dont le gouvernement de Napoléon III finit par s'emparer en 1853. La prise de possession de cette île, par le contre-amiral Febvrier-Despointes, eut lieu avec prudence et rapidité, de peur qu'on ne fut, comme quelques années auparavant, en Nouvelle-Zélande, devancé par les Anglais.

Le désir d'arrêter l'expansion des Anglais dans ces contrées ne fut pas le seul mobile de cette prise de possession. Elle avait surtout pour but, d'après la déclaration même du Gouvernement français, « d'assurer à la France, dans le Pacifique, la position que réclamaient les intérêts de la marine militaire, et les vues du gouvernement sur le Régime Pénitentiaire ; position que ne lui donnait ni l'occupation du petit archipel des Marquises, ni le protectorat des îles de la Société. » (1)

Dans l'intention des marins et des missionnaires qui avaient préparé l'action du gouvernement français, l'acquisition de la Nouvelle-Calédonie impliquait celle des îles voisines, des Loyalty et des Nouvelles-Hébrides, qui, au double point de vue géographique et colonial, sont l'accessoire et le complément de la grande île Canaque.

Quand l'amiral Febvrier-Despointes planta notre pavillon sur la Nouvelle-Calédonie et sur l'île des Pins, il n'en eut pas coûté davantage de lui prescrire d'aller faire la même chose aux Nouvelles-Hébrides. Aucune difficulté diplomatique n'était à craindre, il n'y avait pas un colon dans l'archipel. Le gouvernement de Napoléon III laissa passer l'occasion d'acquérir, en un coup et sans le moindre effort, un domaine colonial homogène, complet, équilibré dans ses ressources, très bien situé, conditions que la Nouvelle-Calédonie, réduite à elle seule, ne remplit pas entièrement. Le problème, qui n'aurait dû jamais se poser, se posa par suite de notre incurie.

(1) *Moniteur Officiel*, du 14 Février 1854.

D'ailleurs, depuis 1840, les Nouvelles-Hébrides avaient été déjà visitées et exploitées, et on avait fait de Nouméa l'entrepôt des provisions que l'on tirait de l'archipel. (1) Le procès-verbal de prise de possession de la Nouvelle-Calédonie se contentait de comprendre les « *Dépendances* » de l'île, mais sans les indiquer et si, plus tard, en 1864, le gouvernement crut devoir utiliser la réserve contenue dans l'expression précitée, en occupant effectivement les Loyalty, il préféra garder vis-à-vis des Nouvelles-Hébrides, l'attitude expectante du début. Les raisons de cette attitude passive semblent avoir été les deux suivantes : 1^o Le défaut d'intérêt d'une occupation immédiate ; 2^o La possibilité d'une prise de possession ultérieure.

A cette époque, la France, en intervenant dans le Pacifique Ouest, et en occupant la Nouvelle-Calédonie, avait bien moins l'intention d'y fonder une Colonie de rapport et d'exploitation, que d'y réaliser en grand une expérience de transportation pénale. On venait à cette époque de discuter au Parlement sur l'emplacement à choisir dans ce but, et le *Moniteur Officiel* indiqua nettement, par la déclaration citée plus haut, que l'occupation de la Nouvelle-Calédonie avait eu lieu surtout en vue d'un établissement pénitentiaire. D'ailleurs, pour le Gouvernement Impérial, l'occupation de la Nouvelle-Calédonie était un titre suffisant pour justifier la prise de possession ultérieure de ce que tout le monde, à cette époque, considérait comme une dépendance naturelle

(1) Higginson, lettre adressée à M. Charles Dilke. — Ouvrage précité de Paul Deschanel. — Appendice, page 368.

dé la Grande Ile. Ce raisonnement, il est vrai, était possible à ce moment et tant que l'Angleterre, la seule rivale à craindre, n'avait pour toutes possessions que l'Australie, beaucoup plus éloignée des Hébrides que la Nouvelle-Calédonie. Mais il risquait de perdre de sa valeur le jour où la Grande-Bretagne se serait rapprochée de l'archipel Néo-Hébridais, par l'occupation des Fidji à l'Est et des Salomon au Nord-Ouest.

La situation ne tarda d'ailleurs pas à se modifier. En 1853, l'archipel Néo-Hébridais ne comptait pas de colons et n'offrait aucun intérêt colonial. Mais bientôt, le besoin des travailleurs dans le Queensland et dans la Nouvelle-Calédonie donna l'idée d'aller recruter aux Hébrides. Ce recrutement dégénéra bientôt en une véritable traite, et les exactions de quelques négriers ayant produit un gros scandale qui retentit dans toute l'Europe, forcèrent les autorités du Queensland et de la Nouvelle-Calédonie à intervenir pour interdire cette nouvelle traite.

Un arrêté du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, en date du 10 Août 1865, prescrivait que l'emploi de tout immigrant des Nouvelles-Hébrides devrait donner lieu à la passation d'un contrat d'engagement de travail devant le greffier du Tribunal. (1) De son côté, la législature du Queensland émettait, en Mars 1868, le « *Polynesian Labourers Act* », ayant pour but de surveiller les engagements des travailleurs, leur entretien convenable et leur rapatriement à l'expiration de leur contrat. (2)

(1) *La main-d'œuvre aux Colonies*. — Documents officiels. — *Bibliothèque Coloniale internationale* ; tome III, page 265.

(2) Paul Deschanel, *op. cit.*, page 257.

Depuis quelque temps déjà, John Higginson, le pionnier de la Colonisation française aux Nouvelles-Hébrides, avait groupé autour de lui les colons calédoniens et était allé avec eux coloniser l'archipel. Ce sont eux qui, les premiers, soulevèrent la question de la Nationalité Future de ces îles, qui, dans leur esprit, devait être française. Les tribus nombreuses habitant l'archipel n'avaient pour tout souverains que leurs chefs respectifs, qui avaient sur elles une autorité absolue. Les tribus, indépendantes les unes des autres et presque continuellement en guerre entre elles, entretenaient dans l'archipel un état constant d'anarchie.

Les Anglais, eux, n'avaient pas attendu pour s'introduire officieusement dans l'archipel. Ils y avaient acquis des propriétés. De son côté, une mission presbytérienne y faisait des progrès incessants. On devait craindre que l'Angleterre ne se prévalut un jour de cette propagande religieuse sans concurrence et de ces établissements où nous n'avions aucune part, pour opposer des droits acquis, des droits de fait, à nos droits purement théoriques, basés sur la situation géographique de l'archipel. Il n'y eut alors qu'une voix dans toute la jeunesse calédonienne, pour réclamer d'urgence la prise de possession des Nouvelles-Hébrides. John Higginson s'en fit l'écho auprès des pouvoirs publics, donna les meilleures raisons du monde, insista sur le danger d'attendre — et voici textuellement ce que fut la réponse officielle : *« Par cela même, que les Nouvelles-Hébrides sont une dépendance géographique de la Nouvelle-Calédonie, il n'y a pas à redouter une prise de possession de la part de l'Angleterre. »*

Un autre se fut découragé devant tant de candeur. Sans renoncer à secouer en toutes circonstances l'apathie du gouvernement, John Higginson résolut d'agir surtout par lui-même. Il mit ses relations personnelles au service de la cause qu'il prenait dès lors en mains, et probablement ne fut-il pas étranger à une double manifestation qui est sûrement unique dans les annales coloniales.

Le 1^{er} Février 1875, les résidents anglais de Tanna s'adressaient au gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, pour le « *supplier de prendre la dite île Tanna sous la protection du Pavillon français, en l'annexant à la Nouvelle-Calédonie* »... « *Toute espèce de gouvernement faisant défaut, disaient-ils dans leur adresse, personne ne se sent disposé à risquer les grands capitaux que réclame la culture de la canne à sucre.* » Et ils ajoutaient : « *Les naturels sont divisés en un si grand nombre de petites tribus, toujours en guerre les unes avec les autres, qu'ils accepteraient avec plaisir toute intervention étrangère qui rétablirait la paix.* » L'année suivante, en Mai 1876, les planteurs et résidents de Vaté tentaient une démarche analogue. Ils se fondaient pour demander le protectorat de la France sur ce que l'île qu'ils habitaient était l'annexe géographique et commerciale de la Nouvelle-Calédonie, et sur ce qu'elle était encore vacante et sans maître. (1)

Les supplications des Calédoniens et des Néo-Hébridaïs, restèrent sans effet. Le gouvernement français,

(1) Le texte complet de ces adresses, dans Paul Deschanel, *op. cit.* pages 249 à 252. — Voir aussi D' Davillé, *op. cit.* page 94. — Dans les Documents à la fin de cet ouvrage.

comme par le passé, n'en tint aucun compte et resta dans l'inactivité. Il ne pouvait plus alors invoquer la première raison invoquée par le Gouvernement de Napoléon III, car les protestations des colons lui offraient un démenti formel. — Quant à la deuxième, le développement des colonies australiennes qui, depuis vingt ans, avait fait des progrès considérables, lui en montrait la fausseté.

Depuis 1871, il s'était, en effet, manifesté en Australie un mouvement d'opinion sérieux en faveur d'une politique de conquête dans le Pacifique. On sentait la naissance d'un « Grand Empire Australien » et on désirait préparer sa domination sur les mers du Sud en accaparant tous les territoires encore vacants dans ces régions. La Métropole hésita longtemps à suivre son ambitieuse colonie, mais elle finit, pourtant, par adopter sa façon de voir et entra résolument dans la voie des conquêtes.

Tour à tour les Fidji, la Nouvelle-Guinée, et d'autres îles furent occupées en tout ou en partie par l'Angleterre. Sa marche conquérante contourna donc l'archipel Néo-Hébridais sans oser l'atteindre directement, tellement les droits de la France y étaient évidents. Le Gouvernement Français, on en conviendra, était admirablement servi par les circonstances. L'Angleterre venant de s'emparer des Fidji, nous aurions dû répondre à cette annexion par l'occupation des Nouvelles-Hébrides, d'autant plus que les pétitionnements des colons Hébridais nous y engageaient. C'est ce que fit remarquer M. Higginson dans ses avis au ministre, en précisant point par point, avec une connaissance approfondie de la politique an-

glaise, toutes les suites qui devaient être données par nos rivaux à l'occupation des Fidji. L'occupation des Nouvelles-Hébrides en 1875-1876 n'aurait donc soulevé aucune difficulté diplomatique. Le Gouvernement Français octroya des Lettres de Grande Naturalisation à Higginson, mais il demeura sourd à ses conseils et ne tint aucun compte de la démarche des colons anglais.

Le refus de prendre possession des Nouvelles-Hébrides n'était plus, comme en 1853, un acte d'imprudence, mais une faute grave que les ambitieux rivaux de la France allaient exploiter de la façon la plus habile. Les Hébrides avaient été respectées par le mouvement annexionniste anglo-australien comme « *une dépendance naturelle de la Nouvelle-Calédonie* », et parce que l'on croyait que le Gouvernement Français était prêt à revendiquer ses droits à la moindre alerte. En présence de son attitude, les missionnaires presbytériens, les plus actifs agents de l'influence australienne dans le Pacifique, entreprirent une campagne pour déterminer un mouvement en faveur de l'annexion des Nouvelles-Hébrides. Dès qu'ils furent avertis des Adresses envoyées au Gouverneur de la Nouvelle Calédonie et de leur insuccès, ils entrèrent en scène et préparèrent les manifestations qui allaient avoir lieu en Australie. Dans le grand meeting tenu le 19 septembre 1877, à Melbourne, le R^d Paton et d'autres orateurs demandèrent l'annexion des Hébrides à l'Angleterre. Bientôt après, les principaux organes de la presse Australienne formulaient nettement les revendications de la Grande Colonie. Ils contestaient, tout d'abord, les revendications de la France en s'appuyant sur ce que, si les *Nouvelles-Hébrides*

sont voisines de la Nouvelle Calédonie, elles le sont également des îles Fidji ». On négligeait de remarquer que notre voisinage était de date plus ancienne que celui des Anglais ; mais, déjà nos adversaires s'emparaient des arguments que nous n'avions pas su faire valoir et s'appuyaient sur cette annexion des Fidji que nous avions laissé opérer sans y mettre un contrepoids. Ils réclamaient ensuite l'archipel au nom des intérêts supérieurs de l'Australie. Il est curieux de constater que, dès cette époque, on formule le principe d'une politique générale d'annexion. S'abritant derrière l'opinion de M. Berry, secrétaire en chef du Gouvernement de Victoria, un journal de Melbourne disait à ce propos : « Des pétitions priant le Gouvernement de la Grande-Bretagne d'annexer les Nouvelles-Hébrides partent par le courrier. Les projets d'annexion ne paraissent pas en faveur en Angleterre pour le moment, cependant celui-ci mériterait d'être pris en considération. Il n'entraînerait aucune dépense. Il s'agit d'un groupe d'îles voisines des Fidji et pouvant être gouvernées du chef-lieu de cette dépendance..... » et il concluait par cette proposition qui, depuis, trouva de l'écho : « Il faudrait établir une sorte de *Doctrine de Monroë*, que toutes les contrées de cette partie du monde devraient être occupées par la race Anglo-Saxonne, ou lui appartenir (1) ». La presse de Sydney fit chorus et un de ses principaux journaux déclara : « Il est presque certain que les progrès que nous avons faits dans le Pacifique en entraîneront d'autres..... L'annexion des Fidji doit être considérée au

(1) L'*Argus* du 10 octobre 1877, cité par PAUL DESCHANEL, *op. cit.* p. 304.

point de vue d'une politique générale en Océanie et cette politique doit être dirigée promptement en l'un ou l'autre sens..... Nous pensons que de nouvelles annexions dans le Pacifique seront bientôt justifiées par les plus sérieuses raisons, si elles ne le sont déjà (1) ». Mais, en même temps qu'ils répandaient ces idées si séduisantes, les journaux australiens ne dissimulaient pas les embarras où se trouvait le Cabinet Beaconsfield, et voici ce que le même *Morning Herald* écrivait : « Il est vrai qu'il suffisait de planter le Drapeau sur les Nouvelles-Hébrides pour en faire un territoire anglais, mais, tout simple que soit ce mode de procéder, il sera difficile de persuader aux autorités métropolitaines qu'une nouvelle annexion n'ajoutera pas quelque chose à un fardeau déjà bien lourd ». Quelle critique plus sanglante de notre inertie que cet aveu ! Pouvait-on nous dire plus clairement et plus dédaigneusement qu'il nous aurait suffi d'arborer le Pavillon Français sur l'archipel pour en faire une Terre Française ?

Pour appliquer immédiatement cette politique générale aux Nouvelles-Hébrides, la presse australienne trouvait un argument pratique — dont la diplomatie allait plus tard tirer grand profit — dans les réclamations des Colons Calédoniens tendant à choisir les Nouvelles-Hébrides comme déversoir du trop plein de la transportation pénale. « Les Colonies Australiennes, écrivait le 9 octobre 1877 le journal précité de Sydney, ont fait il y a quelques années une longue et dure

(1) Le *Morning Herald* du 9 octobre 1877, *ibid.* p. 307.

guerre pour débarasser ces mers des condamnés de la Grande Bretagne ; elles ne peuvent voir avec indifférence les îles du Pacifique devenir des établissements pénitentiaires français. » Le Gouvernement de Victoria, sollicité d'intervenir auprès du gouvernement métropolitain, appuya ce mouvement d'opinion auprès du Cabinet de Londres. Mais celui-ci, soit qu'il craignit des complications diplomatiques, soit surtout qu'il voulut éviter les dépenses qu'entraînerait la mesure réclamée et que les Colonies Australiennes ne voulaient pas prendre à leur charge, répondit que l'annexion des Nouvelles-Hébrides n'était pas encore possible (1).

La campagne entreprise en Australie aboutissait ainsi à un échec. Les arguments mis en avant à cette occasion, soit par les orateurs, soit par la presse, étaient facilement réfutables, et, spécialement, celui qui visait l'extension de la Colonisation Pénale n'était au fond qu'un prétexte, et les négociations qui aboutirent à l'accord de 1887 devaient nettement le prouver. Mais quelque faibles qu'ils fussent, ils étaient l'indice d'une situation toute nouvelle. Nés, du reste, de l'attitude passive de la France, ils risquaient de devenir à la longue décisifs s'ils n'étaient immédiatement écartés. L'occasion paraissait excellente pour demander au Cabinet anglais des explications sur un mouvement d'opinion que la France pouvait considérer comme contraire à ses droits acquis en Océanie.

Une attitude énergique pouvait maintenant racheter l'imprudence de 1853 et la faute de 1875-1876. Tel ne fut

(1) Paul DESCHANEL, *op. cit.*, p. 300, 303 et 307.

pas malheureusement l'avis du Gouvernement Français. Au lieu de prendre le « *Mode de procéder* » reconnu « *tout simple* » par les journaux australiens, le Gouvernement Français entra en négociations avec le Cabinet de Londres et, s'il s'empressa de lui demander des explications sur le mouvement d'opinion Australien, il crut devoir s'engager à respecter l'indépendance des Nouvelles-Hébrides.

Le 15 janvier 1878, le Marquis d'Harcourt était chargé de dire au Comte Derby que : « *sans attacher une très grande importance* » au mouvement d'opinion en Australie, le Gouvernement Français tenait toutefois à déclarer que, pour ce qui le concernait, il n'avait pas « *le projet de porter atteinte à l'indépendance des Nouvelles-Hébrides* » et qu' « *il serait heureux de savoir que de son côté le Gouvernement de Sa Majesté était également disposé à la respecter* » (1). En réponse à cette Note, le Comte Derby fit savoir à l'ambassadeur français, à la date du 26 février suivant, « *qu'il n'est pas dans les intentions du gouvernement de Sa Majesté de proposer au Parlement des mesures qui seraient de nature à modifier la situation indépendante où se trouvent actuellement les Nouvelles-Hébrides* » (2).

A partir de ce moment et par la volonté de la France, la question des Nouvelles-Hébrides devint une « *question diplomatique* ». (3) La France renonçait à une partie

(1) Livre Jaune, *Affaires des Nouvelles-Hébrides et des Iles-sous-le vent de Tahiti*, n° 2.

(2) Livre Jaune précité n° 3.

(3) M. Paul Deschanel (*op., cit.* p. 309) fait remarquer qu'il est vraiment singulier que, au moment même où le Cabinet Français se voyait dans la nécessité de négocier pour détruire les funestes effets de la Convention de 1847 relative aux Iles sous le Vent de Tahiti, il ait provoqué un arrangement analogue en Mélanésie.

de ses droits, puisqu'elle prenait un engagement vis-à-vis de la Grande-Bretagne. Sans doute, cette dernière aussi se trouvait engagée, mais de sa part il n'y avait pas renonciation à des droits acquis. Désormais le sort de l'archipel néo-hébridais dépendait de l'accord commun des deux nations rivales, aucune d'elle ne pouvait se l'annexer sans le consentement de l'autre. Tel est, incontestablement, le sens des lettres échangées entre l'ambassadeur français et le ministre britannique. Pour n'avoir pas le caractère solennel qu'avait la déclaration d'indépendance de 1847, relative aux Iles-sous-le-Vent de Tahiti, l'entente de 1878 n'en avait pas moins la même force obligatoire. Toute la différence de forme qui séparait ces deux accords permit plus tard au Cabinet anglais de faire semblant de croire que l'arrangement de 1878 n'était qu'une simple proposition sans caractère obligatoire, le laissant libre d'agir à son gré.

En tout cas, loin de résoudre le conflit naissant entre la France et l'Australie, l'accord de 1878 ne faisait qu'en constater officiellement l'existence. Il prouvait, en effet, que les deux parties intéressées étaient sur un pied d'égalité dans la question des Nouvelles-Hébrides. Il était dès lors naturel que, dorénavant, chacune d'elles cherchât, par un redoublement d'activité, à rompre cette égalité à son profit et à se procurer de nouveaux titres en vue de l'acquisition exclusive de l'archipel contesté.

CHAPITRE II

De l'arrangement de 1878 à la Convention de 1887

La lutte d'influences et d'intérêts, qui, de part et d'autre, remplit toute cette seconde période de la question Néo-Hébridaise — de 1878 à 1887 — est bien connue (1). Aussi nous ne la décrivons pas dans tous ses détails, nous contentant de rappeler les principaux incidents qui ont fini par occasionner les négociations diplomatiques ultérieures qui aboutirent à la Convention de 1887.

Du côté Français, comme du côté Anglo-Australien, il s'agissait d'arriver à créer aux Nouvelles-Hébrides le plus grand nombre d'intérêts nationaux, prévenir l'action de son concurrent, enfin se mettre le premier en situation de pouvoir invoquer à son profit la maxime qui, d'après Sir Charles Dilke, est le principe de toute politique coloniale, « *là où sont les intérêts, là doit être la domination* (2) ».

Constamment suivi par l'Angleterre, ce principe fut naturellement appliqué par elle sans retard. Il y avait déjà des intérêts anglais assez considérables dans l'archipel. Plusieurs sujets britanniques étaient installés

(1) Deschanel, *op. cit.* p. 253 et suiv. et 310 et suiv.

(2) Charles Dilke, *L'Europe en 1887*, Londres 1887.

dans les principales îles, y possédaient de grandes étendues de terre et y faisaient un commerce actif. Les Missionnaires Presbytériens repandaient depuis longtemps l'influence anglaise dans ces contrées ; ils y avaient bâti des églises, fondé des écoles et essayaient d'apprendre leur langue aux indigènes. Le gouvernement anglais n'avait tout d'abord qu'à organiser la protection efficace de tous ces intérêts. C'est dans ce but que le Parlement britannique avait voté les lois de 1872 et de 1875 sur la protection des habitants des îles du Pacifique (*Pacific Islanders Protection Acts*), autorisant le gouvernement à exercer son autorité et sa juridiction sur les sujets britanniques établis dans les îles du Pacifique ne relevant de la souveraineté d'aucune puissance civilisée. Par application de ces lois, le Conseil privé de la Reine avait pris les ordonnances de 1877, de 1879 et de 1880 sur l'ouest du Pacifique (*The Western Pacific Orders in Council of 1877, 1879 and 1880*), créant l'emploi de Haut-Commissaire de sa Majesté sur l'ouest du Pacifique (*Her Britannic Majesty's High Commissioner for the Western Pacific*), et réglementant le pouvoir de ce haut fonctionnaire sur les sujets anglais établis dans les îles visées par ces lois précitées. Le titre de Haut-Commissaire fut conféré au gouverneur des îles Fidji, Sir Arthur Gordon, qui s'empressa d'user de ses nouveaux pouvoirs. Par une circulaire de 1881, il informa tous les colons anglais établis dans les îles encore indépendantes de l'Océanie qu'ils eussent à faire enregistrer leurs titres de propriété en Australie ou aux Fidji, s'ils voulaient que ces titres fussent par la suite reconnus et respectés. Il prévenait

en outre les colons que tout gouverneur des colonies Australiennes ou de Fidji était autorisé à leur délivrer des permissions spéciales pour le recrutement dans ces îles des travailleurs indigènes. A partir de ce moment un navire de guerre anglais stationna dans les eaux de l'archipel Néo-Hébridais pour rendre absolument effective la protection organisée par les dispositions précédentes ; les officiers anglais intervinrent dans toutes les transactions, assurèrent le respect des contrats entre leurs nationaux et les indigènes. Ainsi, la protection que les colons anglais des Nouvelles-Hébrides demandaient en 1875-1876, au gouvernement français, ils l'obtenaient maintenant en fait des autorités de leur pays. Si l'on songe qu'en outre les actes de l'état-civil, naissances, mariages, etc... peuvent être, selon la loi anglaise, valablement dressés par les missionnaires, on verra que les sujets britanniques établis aux Nouvelles-Hébrides jouissaient de l'administration et de la protection de leurs personnes et de leurs biens qui leur permettaient de fonder avec sécurité leurs établissements.

Bien différente était la situation de nos colons, privés de tout appui, sans juridiction, ni état-civil. On pourrait citer une foule d'exemples illustrant l'état de véritable détresse morale que causait une telle situation à des gens qui n'avaient pas cessé de faire partie d'une nation civilisée. Comme il était impossible aux Français habitant les Nouvelles-Hébrides de contracter valablement mariage sans faire un voyage long et coûteux à Nouméa, ils avaient essayé de donner à cette cérémonie un caractère de semi-légalité en déclarant leurs mariages devant

témoins et en priant les commandants de navires français de passage de leur en faire donner l'attestation par le Commissaire du bord. Il va sans dire que ces moyens n'avaient aucune valeur juridique et qu'à leur retour en terre française, les intéressés devaient non seulement faire célébrer leur mariage par le représentant de l'état-civil, mais encore reconnaître les enfants qui avaient pu leur naître dans l'intervalle. Les mêmes complications vexatoires se représentaient pour tous les actes de la vie civile, décès, naissances, successions, procurations à donner, etc..., qui ne pouvaient être ni enregistrés, ni légalisés par aucune autorité compétente. Cette situation, qui les plaçait en dehors de toute législation, est restée telle, même lorsque nos intérêts aux Nouvelles-Hébrides furent devenus plus importants que les intérêts anglais ; elle n'a été modifiée que par la loi du 30 juillet 1900, dont nous aurons à reparler plus loin.

Ainsi, à côté de la grande île française, se fondait une colonie anglaise et il semblait fatal qu'une annexion définitive dut se faire au profit de nos rivaux. Leur situation étant meilleure que la nôtre, leur influence était appelée à devenir prépondérante. Or ce fut le contraire qui arriva et ce résultat inattendu fut l'œuvre de l'initiative intelligente de nos compatriotes de Nouméa.

A ce moment — nous sommes en 1882 — armateurs et négociants calédoniens s'attendent à voir dénoncer l'arrangement de 1878 ; et l'annexion des Nouvelles-Hébrides par l'Angleterre n'est plus qu'une question de jours, lorsque John Higginson rentre en scène.

« J'avais jusque là — c'est lui qui parle — mis une certaine affectation à ne rien posséder dans l'archipel.

Jusqu'en 1882, je n'avais pas un pouce de terre aux Nouvelles-Hébrides, pas un centime engagé dans les opérations commerciales de ces îles. Du jour au lendemain, j'ai pris un parti énergique. Sans rien laisser transpercer de mon nouveau plan de campagne, je réunissais la population de Nouméa, je lui signalais le danger, je lui disais en substance qu'il n'y avait pas à compter sur l'intervention de la France, que les Hébrides allaient nous échapper et mon dernier mot était : Allons aux Hébrides ! »

Comme on le devine, M. Higginson avait conçu l'idée d'une grande compagnie de colonisation. Personne mieux que lui n'était capable de mener son projet à bonne et prompt fin.

« Avant tout, donnons à notre compagnie un caractère patriotique et national... Toutes ces colonies qui sont aujourd'hui de grands empires ont été fondées par des compagnies marchandes qui avaient toutes, en même temps, un profond amour de leur pays... L'occasion est bonne pour démontrer que le Français, délivré des entraves administratives, est aussi bon colonisateur que n'importe quel peuple. »

C'est avec des paroles comme celles-là qu'il entraîna toutes les bonnes volontés. On lui laissa le soin des opérations, on se contenta de le suivre. En 1882, en effet, la *Compagnie Calédonienne des Nouvelles-Hébrides* était créée et elle acquit, l'année même, la plus grande partie des plantations hébridaises (1).

(1) Le récit intéressant de la fondation de cette Compagnie libre, débutant par une action prompte et heureuse, sous la direction de M. John Higginson, se trouve dans l'article déjà cité de M. Jean Carol, *Revue de Paris* du 15 janvier 1900, p. 252 et suiv.

Les premières opérations de la Compagnie avaient eu pour résultat de substituer, presque partout, dans l'archipel, des établissements français aux établissements anglais. Dès 1882, elle avait acheté 150.000 hectares de terre aux résidents britanniques et 200.000 aux Canaques. Elle continua énergiquement et brillamment dans cette voie, s'incorporant d'autres plantations, prévenant et déjouant les combinaisons concurrentes ; si bien, qu'en 1887, elle possédait 700.000 hectares, les principaux ports de l'archipel, de nombreuses stations commerciales, des navires faisant un service régulier entre les Nouvelles-Hébrides, Nouméa et les Loyalty.

Le but que s'était donné, en se constituant, la Compagnie Calédonienne et que sa continuatrice, la *Société Française des Nouvelles-Hébrides*, poursuit et défend après elle, était de triompher de nos rivaux en les combattant sur leur propre terrain et en employant leurs armes, et d'arriver ainsi à nous créer une situation de fait capable de contrebalancer la leur. On voit que, dès ses débuts, la Compagnie Calédonienne avait atteint ce résultat et, ses progrès continuant, la question de l'annexion devait se poser bientôt et se résoudre naturellement en notre faveur. Mais, vers cette époque, les conditions de la politique anglaise dans le Pacifique se compliquèrent d'un élément nouveau, très actif, et dont les événements des années précédentes avaient pu faire prévoir l'entrée en scène : le sentiment fédéraliste australien qui commençait à prendre consistance.

Quelques années auparavant, l'Australie avait blâmé le peu d'empressement que montrait le gouvernement métropolitain à annexer les îles Fidji. Et cependant,

elle n'avait pas à cette époque les ressources financières personnelles que ses progrès rapides lui donnèrent en peu de temps et qui lui permirent de prendre une toute autre attitude lorsque, en 1883, survint l'affaire de la Nouvelle-Guinée. Ce fut l'occasion qui mit au jour le sentiment public des Australiens, lequel s'affirma définitivement.

La question de l'annexion de la Nouvelle-Guinée fut une cause de profond désaccord entre l'Angleterre et sa puissante colonie. La colonie du Queensland avait envoyé une expédition dans la grande île de la Nouvelle-Guinée afin d'en occuper la partie sud-est. Ce fait accompli, elle demanda à la Métropole de le consacrer en prononçant l'annexion officielle de l'île. Mieux éclairés sur les difficultés diplomatiques et financières d'une telle entreprise menée de la sorte, les ministres de la Reine refusèrent, et l'acte incorrect du Queensland fut censuré. A cette nouvelle, les Australiens s'indignèrent; ils n'admettaient pas les raisons qui faisaient reculer le cabinet anglais devant une décision de cette importance. Ils crurent que leurs intérêts, dont ils s'estimaient les meilleurs juges, étaient sacrifiés à des considérations étrangères. Ils offrirent même de supporter leur part du poids des frais, croyant que le gouvernement les trouvait trop lourds. Aucun argument ne devait, pour eux, retarder une solution qui importait à la sécurité et au développement de leur pays. La présence de nations étrangères autour de l'Australie était une menace pour son indépendance et une entrave pour son commerce. D'autre part, l'état de liberté absolue de certaines îles riches, bien pourvues de ports, était un

autre danger, car ces îles servaient de refuge et de centre d'opérations à des aventuriers, convicts et outlaws, dont les gouvernements occidentaux se débarrassaient par la déportation et qui venaient infester le voisinage.

Les manifestations de cette opinion furent nombreuses et imposantes. Les esprits étaient très montés. On allait même jusqu'à dire que si la Métropole persistait à méconnaître le vœu de l'Australie, il pouvait s'en suivre un ressentiment semblable à celui qui sépare encore l'Irlande et la Grande-Bretagne. Ces idées se trouvaient exprimées dans les meetings qui se tenaient dans toutes les villes australiennes ; elles étaient suggérées et entretenues par la presse et se précisaient toujours de plus en plus, tendant vers l'annexion par l'Angleterre de toutes les îles encore libres du Pacifique.

Pour le moment, on désignait la Nouvelle-Guinée et les Nouvelles-Hébrides. Quant à ces dernières, l'attention était spécialement attirée par la crainte de les voir servir de déversoir à l'excès de population pénale dont regorgeait la Nouvelle-Calédonie et dont un projet de loi, qui se trouvait alors déposé sur le bureau de la Chambre des Députés française, pouvait encore grossir le nombre. Or, on sait combien les Australiens se sont montrés froissés et inquiets de la destination que nous avons donnée à la Nouvelle-Calédonie. En fondant un établissement pénitentiaire dans une terre qu'ils avaient autrefois rêvé d'acquérir, nous faisons plus que de les exposer à recevoir sur leur territoire des forçats libérés ou évadés, nous leur faisons encore un véritable affront. On comprend assez cette façon de sentir, quand on se rappelle quelle fut l'origine de l'Australie et quels efforts

elle dut accomplir pour éliminer d'elle-même l'élément convict.

En 1883, ce grief était de nouveau exploité contre nous, pas absolument sans raison, sans doute, mais c'était surtout un prétexte dissimulant des convoitises très réelles et qui du reste devait cesser de pouvoir être invoqué de bonne foi, lorsque la transportation des condamnés et relégués fut supprimée pour nos possessions d'Océanie. Mais nos éternels ennemis, les missionnaires wesleyens, qui depuis si longtemps *travaillaient* l'opinion australienne, en représentant comme imminente l'annexion des Nouvelles-Hébrides par la France, tenaient aussi à la faire considérer comme dangereuse et démoralisante, par la qualité des colons que nous y envoyions et que nous devions continuer à y envoyer.

Aussi, lorsque les représentants des colonies australiennes se réunirent officiellement à Sydney et Melbourne, soit pour protester contre le refus du gouvernement anglais de prononcer l'annexion de la Nouvelle Guinée, soit pour prendre des résolutions communes sur cette question importante, ou bien encore lorsque les législatures particulières et les municipalités eurent à émettre des motions relatives au même sujet, l'annexion des Nouvelles-Hébrides fut également mentionnée comme œuvre nécessaire et urgente. Dans les réunions publiques, dans les articles de la presse, on ne manquait pas non plus de joindre étroitement la question des Nouvelles-Hébrides à celle de la Nouvelle-Guinée.

Il n'est donc pas douteux que si l'Angleterre avait pu être disposée à traiter avec nous dans un esprit libéral

cette affaire importante, ses colonies australiennes l'en eussent empêchée. Aussi, quand le sort de la Nouvelle-Guinée fut enfin décidé, au gré des Australiens, l'Angleterre, qui pouvait se donner l'excuse d'avoir eu, en cette circonstance, la main forcée, sut se dérober à des propositions très équitables qui lui furent faites, en 1885 et 1886, par le gouvernement français, en lui opposant le veto de ses colonies. En échange de l'engagement pris par nous de ne plus envoyer de relégués dans leurs parages, nous demandions qu'on nous laissât toute liberté d'action aux Nouvelles-Hébrides. (1) Lord Rosebery, auquel notre ambassadeur, M. Waddington, présenta ces propositions, le 30 avril 1886, fit pressentir que la réponse ne pourrait être favorable à cause des dispositions presque unanimement contraires des colonies australiennes, vis-à-vis desquelles le gouvernement anglais s'était engagé, sous le ministère de lord Derby, à les consulter avant de rien discuter qui serait de nature à modifier l'état de choses en Océanie.

Le 7 juillet 1886, le cabinet anglais répondait à notre proposition par un refus. Ce refus était motivé par l'opposition arrêtée des colonies australiennes contre tout arrangement ayant pour objet l'abandon de territoires dans le Pacifique-Sud. Le gouvernement de la Reine ayant subordonné à l'opinion de ses colonies toutes les autres objections qu'il aurait pu faire pour sa part, il n'y avait pas à espérer de pouvoir reprendre, sur ce terrain, la discussion.

(1) Livre Jaune, *Affaire des Nouvelles-Hébrides et des Iles-sous-le-vent de Tahiti*, 1887, n° 4 à 12.

L'échec de la combinaison offerte par le Cabinet Freycinet devait naturellement empêcher pour un temps de renouer des négociations en vue d'un règlement définitif de notre situation aux Nouvelles-Hébrides. Les faits qui se produisirent dans la suite nous mirent même dans la nécessité d'affirmer notre intention de respecter l'indépendance de ces îles et de conclure avec l'Angleterre un accord qui engageait les deux nations et semblait devoir constituer une solution en ce sens.

Livrés à eux-mêmes, les indigènes des Nouvelles-Hébrides sont dangereux. Depuis le temps des recruteurs, ils ont la haine de l'Européen en général et ne font à ce sujet, quoique disent les presbytériens, aucune différence entre Anglais et Français. Lorsqu'un Etat juge nécessaire de faire une démonstration énergique, soit pour venger quelques-uns de ses nationaux pillés ou mis à mort par les Canaques, soit pour intimider ceux-ci et empêcher le retour de leurs déprédations, il envoie un navire de guerre bombarder ou incendier les villages des coupables. Ou le navire tarde quelquefois à se montrer, ou bien, dès qu'il est en vue, les naturels s'enfoncent dans l'intérieur des îles où il est impossible de les poursuivre, et, en fin de compte, ils échappent complètement à toute sanction capable de les émouvoir. Nos compatriotes eurent maintes fois à souffrir des attaques des indigènes (1). Des Allemands furent massacrés également et un navire de guerre allemand, l'*Albatros*, vint brûler quelques villages en manière de châtiment.

(1) De 1882 à 1886, il y eut vingt Français ou employés de la Compagnie Française attaqués par les Canaques. Sur ce nombre quinze furent tués. Voir *Livre jaune cité*, n° 27 annexe.

Dans le courant de mai 1886, on apprit en Australie et en Europe que, de nouveau, des Français venaient d'être assassinés aux Nouvelles-Hébrides ; puis, que deux vaisseaux de guerre français, la *Dives* et le *Magellan*, étaient partis de Nouméa emportant des troupes, du matériel de construction et des vivres pour trois mois. Le 18 juin, on sut qu'ils avaient débarqué deux détachements d'infanterie de marine à Port-Sandwich et Mallicolo, les deux points les plus importants de l'archipel néo-hébridais. Un peu plus tard, un troisième poste fut établi à Port-Vila. M. de Freycinet avait déclaré à l'ambassadeur de l'Angleterre à Paris que ces mesures étaient prises dans le but unique de protéger les sujets français, et les journaux de notre pays s'empressèrent de publier ces assurances. L'acte se justifiait amplement par les événements qui venaient de décimer la colonie Française des Nouvelles-Hébrides. Mais, dès la première nouvelle, les Australiens s'étaient émus et ils avaient aussitôt accueilli les exagérations et les interprétations malveillantes que leur transmettaient certains résidents anglais et surtout les missionnaires presbytériens. Le mouvement d'opinion, qui n'avait cessé de se manifester en diverses occasions, depuis l'affaire de la Nouvelle-Guinée, reprenait avec plus de véhémence. Il s'opposait directement cette fois à la politique française, qu'on voulait absolument considérer comme funeste aux intérêts de l'Australie, perfide et inquiétante dans ses procédés.

De nouveau, les wesleyens menèrent la campagne. Ils furent, comme toujours, très écoutés par leurs compatriotes. Ils continuaient à leur dépeindre l'œuvre des Français aux Nouvelles-Hébrides comme une exploita-

tion dirigée par une « *association d'anciens convicts* », maltraitant les indigènes, haïe de ces derniers et tendant à faire d'un magnifique domaine un repaire de bandits. L'esprit d'extension trouvait là un argument moral propre à hâter une action énergique dans la voie annexionniste, tout en lui conservant une forme d'apparence moins intéressée.

Néanmoins, malgré les protestations littéralement assourdissantes des Australiens et de leurs amis, la France persévéra dans son attitude résolue et maintint ses troupes sur les trois points qu'elle leur avait fait occuper jusqu'au jour où cette mesure cessa d'être strictement légitime, ce qui eut lieu au mois de mars 1888.

Pendant tout ce temps, l'agitation se maintint à un degré aigu en Australie. Notre Gouvernement réitérait l'assurance de sa volonté de respecter l'arrangement de 1878, chaque fois que le cabinet anglais, harcelé par ses turbulents sujets d'Océanie, demandait le retrait de nos détachements. Il promettait de les rappeler dès que la sécurité serait rétablie aux Nouvelles-Hébrides. D'ailleurs, nos soldats protégeaient également les colons anglais et les colons français, et leur arrivée avait été aussi bien accueillie par les uns que par les autres. Cependant, pour régulariser ces sortes d'interventions, nécessaires dans un pays non civilisé, et pour prévenir en même temps les jalousies et les querelles d'influence, les deux Gouvernements jugèrent bon de s'entendre afin d'instituer aux Nouvelles-Hébrides une organisation garantissant la sûreté des Européens qui y étaient établis.

Or, depuis longtemps déjà, notre diplomatie travail-

lait à obtenir du Gouvernement anglais l'abrogation de la Convention du 19 Juin 1847, par laquelle nous nous étions engagés à toujours respecter l'indépendance des îles-sous-le-Vent de Tahiti. Cette convention avait répondu à un état de choses et à des convenances qui avaient cessé d'exister ; elle était devenue sans raison d'être. Il avait fallu, d'ailleurs, la modifier, dès 1880, par un accord qui nous permit d'établir provisoirement notre protectorat sur la plus importante de ces îles, *Raiatea*, accord qui fut ensuite renouvelé régulièrement tous les six mois. L'Angleterre était disposée à se rendre à notre désir sous certaines conditions. Sur la proposition de M. Waddington, on joignit cette affaire à celle des Nouvelles-Hébrides et les pourparlers s'engagèrent. Ils furent assez longs, bien que, de part et d'autre, on fut d'accord sur le principe ; mais une autre question était également en suspens entre les deux pays : la neutralisation du canal de Suez. Comme le Cabinet anglais nous faisait attendre sa réponse sur ce sujet, il fut convenu que notre ambassadeur lui remettrait la note contenant nos dernières propositions sur le projet d'arrangement aux Nouvelles-Hébrides le jour où cette réponse lui serait communiquée. Il en résulta que les deux questions furent traitées simultanément et que la Convention qui fut signée ensuite par les représentants des deux pays, le 16 Novembre 1887, comporte à la fois, d'une part, le règlement de la navigation dans le canal de Suez et, d'autre part, l'abrogation de la Convention du 19 Juin 1847 relative aux Îles-sous-le-Vent de Tahiti, avec l'arrangement assurant la protection des personnes et des biens aux Nouvelles-Hébrides.

C'est cette Convention du 16 Novembre 1887, en ce qu'elle se rapporte seulement à notre travail, que nous allons maintenant étudier.

CHAPITRE III

Convention Franco-Anglaise du 16 Novembre 1887

La Convention de Paris du 16 novembre 1887, fruit de très longs efforts, résolvait, comme nous l'avons déjà dit, à la fois la question des Nouvelles-Hébrides et des Iles-sous-le-Vent de Tahiti (1).

Relativement aux Nouvelles-Hébrides, elle décidait : 1° Qu'une Commission navale mixte, composée d'officiers de marine appartenant aux stations française et anglaise du Pacifique, serait immédiatement constituée, avec la mission de maintenir l'ordre et de protéger les personnes et les biens des ressortissants des deux pays dans les dites îles (art. 2); 2° Qu'une déclaration ultérieure des deux gouvernements indiquerait la composition précise de cette Commission (art. 3); 3° Que les règlements destinés à guider la Commission devraient être élaborés et approuvés dans un délai de quatre mois (art. 4); et 4° Qu'au plus tard à l'expiration de ce même délai, l'archipel serait évacué par les postes militaires français (art. 5).

Quant aux Iles-sous-le-Vent de Tahiti, il était dit que

(1) Voir le texte de cette Convention dans les Documents annexés à cette étude.

la déclaration de 1847 cesserait de valoir, aussitôt après le départ des troupes françaises des Nouvelles-Hébrides.

La déclaration et les règlements prévus par la Convention du 16 novembre 1887 intervinrent dans le délai stipulé. Ils furent signés à Paris le 26 janvier 1888. (1)

Conformément à l'article 5 de la Convention, l'évacuation des Nouvelles-Hébrides par les troupes françaises suivit aussitôt, le 15 mars, et, le 30 mai suivant, une nouvelle déclaration fut signée à Paris stipulant qu'à la date du 15 mars 1888, la déclaration du 19 juin 1847 concernant les Iles-sous-le-Vent de Tahiti avait cessé d'exister et qu'elle demeurerait dorénavant nulle et non avenue.

La question des Nouvelles-Hébrides entraît désormais dans une phase nouvelle. L'accord en vue d'une attribution exclusive au profit de l'un des deux Etats intéressés ou d'un partage entre eux n'ayant pu s'établir (2), on était allé au plus pressé : à l'établissement d'une sorte de condominium destiné à assurer la protection des personnes et des biens. Mais cette mesure ne résolvait pas définitivement la question. « *La lutte d'influence et d'intérêts entre l'élément français et l'élé-*

(1) Voir leur texte complet aux Documents.

(2) Il aurait été question un instant, paraît-il, de procéder à un partage de l'archipel entre les deux pays (Jean CAROL, *article cité*, p. 262) ; mais il n'en est pas fait mention dans les documents diplomatiques. M. Higginson (lettre de sir Charles Dilke, citée par Paul Deschanel, *op. cit.*, p. 379) proposait à cette époque d'offrir à l'Angleterre les Santa-Cruz et les Banks comme prix de l'annexion des Nouvelles-Hébrides. Il repoussait avec force la mesure du Condominium qu'il appelait « Une Erreur diplomatique ».

ment anglo-australien, qu'avait facilitée le régime d'abstention inauguré par l'accord de 1878, loin de cesser depuis la convention de 1887, allait se poursuivre plus âpre que jamais. » (1) Jusque-là, les conflits n'avaient éclaté qu'entre initiatives privées, rivales et concurrentes ; ils pouvaient, dorénavant, se produire également entre deux autorités qui prenaient pied aux Nouvelles-Hébrides. Jusque-là, la lutte avait été poursuivie en vue de l'acquisition d'une supériorité commerciale et industrielle ; elle était désormais rendue possible en vue d'une prépondérance politique et administrative. A cet égard, il était donc à craindre que la situation ne se trouvât, par la suite, notablement aggravée. Était-il au moins permis d'espérer que le but immédiatement poursuivi par la diplomatie — la protection des personnes et des biens, l'établissement de l'ordre et de la sécurité dans une contrée habitée par des sauvages — allait pouvoir être atteint, grâce à l'intervention de la Commission mixte qu'on venait de créer ? C'est ce que nous rechercherons maintenant, en étudiant les détails de l'organisation de 1887 et les résultats pratiques auxquels elle a abouti.

La Commission navale mixte instituée par la Convention de 1887 est composée d'un Président, qui est alternativement, pour un mois, le commandant des forces navales françaises et le commandant des forces navales anglaises du Pacifique et de quatre membres : deux officiers de marine français et deux officiers de marine anglais. La Commission se réunit à la requête de l'un et de l'autre des deux commandants. En l'absence de celui

(1) Paul Deschanel, *op. cit.*, page 340.

qui remplit pour la période courante les fonctions de président, l'autre commandant le remplace à la Présidence. Enfin, la Commission ne peut exercer les pouvoirs qui lui sont confiés que si deux au moins de ses membres, un Français et un Anglais, sont présents. (1)

Ainsi composée, la Commission est compétente pour intervenir : 1° Dans le cas où la tranquillité et le bon ordre sont troublés en un point quelconque des Nouvelles-Hébrides où sont établis des colons français ou anglais, et 2° dans le cas où un danger menace les biens ou les personnes. Dans l'un ou l'autre cas, elle peut prendre toutes les mesures nécessaires pour la répression des troubles ou la protection des intérêts en péril. Elle décide si on aura recours à la force et fixe, dans le cas de débarquement de forces navales ou militaires, la durée de l'occupation. (2).

Bien que l'objectif principal de cette organisation fut d'écarter toute action indépendante ou isolée, de la part des bâtiments de l'une ou de l'autre des deux parties, on a été forcé de l'admettre, dans le cas où les circonstances ne comporteraient aucun retard. Dans ce cas, le commandant des navires français ou anglais, les plus rapprochés du théâtre des événements, sont autorisés à prendre d'urgence, soit de concert, soit séparément, s'il y a des empêchements à ce qu'ils se concertent, les mesures les plus indispensables. Mais ils doivent adresser aussitôt, à leurs commandants de station respectifs, un rapport sur les mesures prises et attendre les ordres

(1) Article 2 de la Déclaration du 26 Janvier 1888.

(2) Articles 1, 3 et 4 du Règlement du 26 Janvier 1888.

ultérieurs de la Commission. De leur côté, les commandants sont tenus de se communiquer les rapports qu'ils ont reçus des officiers de leur nation. (1).

Le régime inauguré en 1887, créé pour réprimer les troubles et pour maintenir l'ordre dans l'archipel, s'est montré tout-à-fait impuissant à atteindre ce double but. Cela tient à ce qu'il présente deux principaux défauts.

Le premier, est que la surveillance exercée par la Commission mixte est toute extérieure et d'un caractère uniquement répressif. N'ayant aucun représentant dans les îles mêmes, n'étant elle-même présente dans les eaux de l'archipel que par intervalles, la Commission mixte n'y exerce pas un véritable droit de police de nature à prévenir les troubles ; son rôle se limite à intervenir une fois que les désordres se seront produits pour rétablir la tranquillité. Son intervention n'est jamais prompte, et elle est rarement efficace. Les colons sont donc insuffisamment garantis contre les indigènes. D'ailleurs, les assassinats n'ont guère diminué depuis l'établissement de la Commission mixte. Et tous ceux qui ont séjourné dans l'archipel reconnaissent que, si les colons, réunis par groupes, peuvent faire eux-mêmes la police et se défendre seuls, les colons isolés, comme les coprahmakers, sont privés de toute protection. (2)

L'accord franco-anglais présente un second défaut, en ce qu'il ne donne à la Commission mixte qu'une compétence très limitée. D'une part, en effet, la Commission mixte ne peut pas intervenir dans la répression des

(1) Articles 2 et 5 du Règlement précité.

(2) Dr E. Davillé, *op. cit.*, page 103.

crimes ou délits commis par les colons contre les indigènes, ou contre des colons d'une autre nationalité. (1) Les coupables relèvent uniquement de l'autorité de leur pays. Mais, tandis que l'Angleterre a pris de bonne heure des mesures pour organiser une autorité chargée de la répression des faits délictueux commis par ses ressortissants, la France s'est pendant longtemps désintéressée de la conduite de ses nationaux résidant dans les Nouvelles-Hébrides. De sorte que les colons français pouvaient compter sur une impunité à peu près entière. Cet état de choses déplorable a heureusement pris fin en 1900, grâce à la loi du 30 Juillet 1900 et au Décret du 28 Février 1901, organisant une protection efficace des Colons français dans l'archipel Néo-Hébridais. D'autre part, la Commission mixte ne peut pas davantage intervenir dans les différends relatifs à la propriété des terres. (2) Or, ces différends sont la principale cause des difficultés qui existent fréquemment entre colons et indigènes et la source de tous les désordres.

Le but poursuivi par la diplomatie peut donc être considéré comme absolument manqué. L'organe international, créé par la Convention de 1887, n'a contribué

(1) Jean Carol, *article précité*, page 266. — Cette solution résulte de l'ensemble des dispositions du Règlement du 26 Janvier 1888, qui suppose que la Commission n'intervient que pour protéger les colons contre les indigènes, et ajoute (art. 6) que la « Commission n'aura pas de pouvoirs, ni autres, ni plus étendus que ceux qui lui sont *expressément* délégués. »

(2) L'article 6 du règlement du 26 Janvier 1888 est formel, et cela a été reconnu encore en 1900, par lord Cramborne, à la tribune de la Chambre des Communes, à propos d'un conflit qui se serait élevé entre un Français et un pasteur anglais, relativement à la possession d'une terre dans l'île Api.

ni à l'établissement de l'ordre, ni à l'amélioration de la condition des colons. On peut même dire que, loin de disparaître, les anciennes difficultés n'ont fait qu'augmenter depuis cette époque. Réduit à ses propres moyens pour assurer la protection de ses ressortissants, chacun des deux Etats rivaux a dû, cédant à la force même des choses, intervenir tous les jours davantage dans l'archipel, en y établissant des autorités administratives et judiciaires nationales.

CHAPITRE IV (1)

Mesures extra-conventionnelles prises par l'Angleterre et la France pour assurer la protection de leurs nationaux.

§ 1. — MESURES DE PROTECTION ANGLAISES

L'Angleterre, toujours prompte à entourer ses nationaux d'une large protection là où ils résident et ont des intérêts, n'avait pas attendu l'échec du contrôle Anglo-Français, pour organiser cette protection dans l'archipel Néo-Hébridais. Déjà, par application des lois de 1872 et 1875, les *Western Pacific Orders in Council* avaient conféré au Gouverneur des Fidji le titre de Haut-Commissaire de Sa Majesté pour l'ouest du Pacifique et des pouvoirs suffisants pour assurer la protection des sujets britanniques dans différentes îles et notamment dans les Nouvelles Hébrides.

Mais ces mesures n'étaient pas suffisantes, et les colons réclamaient avant tout l'établissement d'une autorité, dans l'archipel même, chargée de maintenir l'ordre et la tranquillité, de constituer un service d'actes

(1) Nous n'indiquerons ici que très rapidement les mesures prises, renvoyant pour le détail à l'article de M. Nicolas Politis : *La Condition Internationale des Nouvelles-Hébrides*, paru dans la *Revue Générale de Droit International Public*. 1901, tome VIII, p. 233 et suiv.

de l'Etat-Civil et surtout de rendre la justice. La loi de 1875 autorisait, il est vrai, le Gouvernement de la Reine à exercer sa juridiction sur les sujets anglais résidant dans les îles du Pacifique qui n'étaient soumises au pouvoir d'aucune puissance civilisée (Art. 6) et à créer, à cet effet, des tribunaux civils ou criminels, partout où s'étendait l'autorité du Haut-Commissaire. (Art. 7) Mais, soit qu'il eut estimé que la condition internationale des Nouvelles-Hébrides s'y opposait, soit que le nombre des résidents anglais ne fut pas encore assez important, le Gouvernement Anglais ne profita pas de cette autorisation pour installer une autorité nationale dans l'archipel.

Les troubles qui eurent lieu dans plusieurs îles, de 1882 à 1886, prouvèrent qu'il était urgent d'agir autrement. Après la Convention de 1887, on pouvait espérer que la création de la Commission mixte donnerait suffisamment satisfaction aux desiderata des colons. Le Gouvernement Anglais ne se fit cependant pas longtemps illusion et, dans le courant de l'année 1888, il se décida à installer à Port-Vila, (île de Vaté) un agent avec le titre de consul. Ce consul fut d'ailleurs retiré au début de 1890, le Gouvernement anglais se réservant de pourvoir autrement à la protection de ses ressortissants, en vertu des nouveaux pouvoirs que le Parlement allait lui conférer par le *Foreign Jurisdiction Act* de 1890.

Conformément aux principes rappelés plus haut, l'Acte de 1890 reconnaît, en termes très larges, au gouvernement, le droit d'exercer sa juridiction sur les sujets anglais résidant ou ayant des intérêts dans tous

pays étrangers qui ne possèdent pas un gouvernement capable d'assurer entièrement la charge de rendre la justice. (Art. 2) Il lui accorde en outre le droit d'y étendre, en les complétant ou les modifiant, les ordonnances antérieures, relatives à l'exercice de la juridiction (Art. 5, al. 1 et 2). C'est en exécution de ces dispositions que fut rendu le *Pacific Order in Council* du 15 Mars 1893. Cette ordonnance qui comprend 146 articles et 113 règles de procédure, accompagnées d'un grand nombre de formules et de modèles d'acte, est un véritable code administratif et de procédure pour les autorités anglaises dans le Pacifique. La réglementation minutieuse qu'elle contient prouve le soin avec lequel le Gouvernement Anglais organise la protection de ses ressortissants dans les contrées les plus éloignées et les moins hospitalières. En armant ses autorités de pouvoirs étendus et bien réglementés, en prévoyant toutes les difficultés possibles, non seulement il rend cette protection efficace et sûre, mais il étend son influence et prépare sa domination partout où il y a un intérêt anglais. On ne comprend assez toute la valeur de l'Ordonnance de 1893, que quand on la compare aux réglementations insuffisantes et timides que se contente de prendre, dans les mêmes occasions, le Gouvernement Français.

D'une façon générale, l'ordonnance de 1893 s'applique à toutes les îles de l'ouest du Pacifique (1) qui ne sont ni colonies anglaises, ni sous la domination ou le

(1) Il faut entendre par là toute la région comprise entre le 140°30' longitude ouest, le 140° longitude est, le 12° latitude nord et le 30° latitude sud. (Art. 6, al. 2)

protectorat d'un gouvernement civilisé. (Art. 4 et 6) Dans ces limites, elle régit la personne, les propriétés et les droits et obligations, non seulement des sujets britanniques, mais encore de tous étrangers ou indigènes qui pourraient être tenus d'un devoir de fidélité vis-à-vis de S. M. Britannique, à raison de leur présence actuelle ou de leur séjour passé à bord d'un navire anglais ou *autrement*. (Art. 5)

Dans cette organisation, le Haut-Commissaire apparaît comme le pivot du système. C'est sur sa tête que sont réunis les différents pouvoirs accordés par cette ordonnance et dont la plupart sont exercés, soit directement par lui, soit par ses délégués. Ces pouvoirs sont de trois catégories :

1^o *Pouvoirs de Règlementation ;*

2^o *Pouvoirs relatifs à la tenue des actes de l'Etat-Civil ;*

3^o *Pouvoirs et Juridiction.*

Tel est le système de protection, à la fois souple et pratique, qu'a organisé le *Pacific Order in Council* du 15 Mars 1893. Grâce à lui, les colons anglais des Nouvelles-Hébrides ont obtenu les satisfactions qu'ils réclamaient depuis longtemps. Ils sont assurés aujourd'hui de voir leurs personnes et leurs biens protégés, leur état civil légalement constaté et la plupart de leurs différends rapidement tranchés par une autorité nationale.

§ II. — MESURES DE PROTECTION FRANÇAISES

En est-il de même des colons français ? La France a-t-elle obéi aux mêmes besoins qui ont déterminé l'action de l'Angleterre ou a-t-elle au moins cherché à imiter l'exemple de sa rivale ?

Pendant longtemps les colons français ont été abandonnés à eux-mêmes. Aucune autorité n'existait dans l'archipel pour réprimer les crimes ou délits qu'ils pouvaient commettre, pour trancher leurs différends, pour constater leur état-civil. A ce dernier point de vue, le défaut d'une autorité établie leur était particulièrement sensible, puisque, ne pouvant pas faire constater dans leurs familles les mariages, les naissances et les décès, ils étaient en quelque sorte hors la loi : dans l'impossibilité de contracter une union régulière et d'avoir *légalement* des enfants même naturels. Pour se marier valablement, ils étaient forcés de se transporter en Nouvelle-Calédonie, ce qui était toujours gênant et parfois impossible. On comprend sans peine que cet état de choses ait provoqué des plaintes nombreuses de la part des colons français. Mais, n'obtenant pas du gouvernement la protection qu'ils réclamaient, ils songèrent un instant à y suppléer par leurs propres moyens. C'est ainsi qu'ils eurent l'idée de créer à Port-Vila, qu'ils s'empressèrent de baptiser Franceville, un groupement indépendant dont les agents seraient investis vis-à-vis des habitants de tous les pouvoirs administratifs et judi-

ciaires nécessaires pour l'existence d'une collectivité. On nomma un Conseil Municipal et un Maire qui entrèrent en fonctions le 9 Août 1899. On commença à tenir des registres d'actes de l'État-Civil, à constituer un Tribunal et même à faire des Travaux Publics. Mais cette curieuse organisation fut de courte durée. Quelques mois après sa constitution, elle reçut du commandant Bigaud, qui représentait alors la France dans la Commission mixte, l'ordre formel de se dissoudre, comme étant une violation de l'Entente Anglo-Française.

Après l'échec du système imaginé en 1889, les colons français cherchèrent une seconde fois à remédier aux inconvénients de leur condition précaire, en organisant, en 1895, d'eux-mêmes, une espèce de Tribunal d'arbitrage, chargé de juger les différends s'élevant entre colons français et que les deux parties consentaient à lui soumettre. Mais le remède n'était pas bien sérieux, car, outre le caractère purement facultatif de ce tribunal arbitral, les sentences qui en émanaient ne pouvaient avoir qu'une valeur morale. Leur exécution dépendait du bon vouloir de la partie condamnée, puisque, pour donner à une sentence arbitrale la force exécutoire, il faut l'intervention d'un magistrat qui, en la visant, lui accorde la valeur d'un jugement, et celle des agents de la force publique qui en assurent l'exécution. Or, ni l'un ni les autres n'existaient aux Nouvelles-Hébrides. Dans ces conditions, les colons français étaient réduits à l'impuissance et n'avaient qu'à attendre que le Gouvernement français consentit à écouter leurs doléances. Jusque-là, ils n'avaient qu'une seule ressource : c'était de rechercher la protection de la puissance rivale,

soit en se faisant naturaliser Anglais, soit simplement en déclarant se soumettre à la législation anglaise.

Ainsi, par son action traditionnelle, la France contribuait elle-même à l'extension de l'influence de l'Angleterre aux Nouvelles-Hébrides. Quelques années de ce régime eussent suffi à rendre fondée l'opinion erronée de ceux qui, comme notre administration des Postes, se fiant aux apparences, considéraient déjà ces îles comme *Colonies Anglaises*. Heureusement le danger fut aperçu à temps et, dans le courant de l'année 1900, le Gouvernement français se décida à prendre enfin des mesures pour faire cesser aux Nouvelles-Hébrides un état de choses qui avait pour effet d'obliger ses ressortissants à *chercher refuge auprès des institutions d'une autre nation*. (1) Encouragé par l'exemple de l'Angleterre et convaincu de l'utilité des mesures adoptées par ce pays, notre Gouvernement pensa qu'il pouvait, sans inconvénient, se départir de la timidité et de l'indifférence dont il avait jusque-là fait preuve vis-à-vis des colons français. En conséquence, le 9 juin 1900, il demanda au Parlement de mettre le Président de la République à même de prendre, par voie de décret, des dispositions analogues à celles qui avaient été édictées par les *Pacific Orders in Council*. Ces dispositions devaient être de deux sortes : d'ordre administratif et judiciaire et d'ordre douanier. Elles devaient s'appliquer spécialement aux Nouvelles-Hébrides et, d'une façon plus générale, dans toute terre de l'Océan Paci-

(1) Exposé des motifs du projet de loi qui devint la Loi du 30 juillet 1900.

fique ne relevant d'aucune puissance civilisée où pourraient se trouver des colons français. Le projet du Gouvernement, adopté sans débat par les deux Chambres, devint la loi du 30 juillet 1900. (1) Usant de l'autorisation qui lui en a été donnée par cette loi, le Gouvernement arrêta, par décret du 28 février 1901, les mesures administratives et judiciaires pour assurer la protection des colons français. (2)

Le système établi par ce décret est bien simple. Le Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie est nommé *Commissaire général de la République Française dans l'Océan Pacifique* (art. 1). Il reçoit le pouvoir de désigner, pour chaque île ou groupe d'îles n'appartenant à aucune puissance civilisée, un Commissaire délégué chargé des fonctions judiciaires (art. 3) et une ou plusieurs personnes chargées de remplir les fonctions d'Officier de l'Etat-Civil (art. 10). De plus, en l'absence du Commissaire délégué et en cas d'urgence, ses pouvoirs peuvent être exercés par tout officier commandant un navire de l'Etat. Mais, dans ce cas, l'officier de marine doit adresser aussitôt un rapport des faits au Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, pour permettre à celui-ci de modifier ou de révoquer, le cas échéant, les mesures prises (art. 4)

Voilà pour les autorités. Quant à leurs pouvoirs, le Commissaire Général a, en outre du droit de nommer toutes les autorités subalternes dont il vient d'être question, des pouvoirs réglementaires. Il est chargé,

(1) Voir le texte de cette loi aux Documents.

(2) Voir le texte de ce décret aux Documents.

d'une façon générale, de la protection des Français qui résident ou trafiquent dans les îles visées par le Décret (art. 1 et 2). Il a droit de prendre des arrêtés de police applicables aux dits Français (art. 6, *in fine*) et de régler tout ce qui est relatif à la tenue des audiences et aux formes de la procédure et de l'exécution des jugements qui doivent être aussi simplifiées que possible (art. 9).

Les personnes désignées pour remplir les fonctions d'officier de l'Etat-Civil n'ont compétence que pour les actes des colons français. Elles doivent se conformer, tant pour l'établissement des actes que pour la célébration des mariages, aux dispositions de la loi française en vigueur en Nouvelle-Calédonie (art. 10 et 11).

Enfin, les fonctions judiciaires sont confiées aux Commissaires délégués et, à leur défaut, aux officiers de marine (art. 8). Leurs pouvoirs ne peuvent pas excéder ceux d'un juge de paix à compétence étendue et doivent également être exercés autant que possible conformément à la loi française, telle qu'elle est promulguée en Nouvelle-Calédonie (art. 5, al. 1 et 2).

En matière civile, ils connaissent de *toutes* les contestations entre *Français seulement*. Et l'appel formé contre leurs jugements est porté, s'il y a lieu, devant la Cour de Nouméa (art. 5, al. 2 et 3).

En matière répressive, ils interviennent toujours à l'égard des seuls Français, mais, quelles que soient les personnes lésées, tantôt comme magistrats de jugement, tantôt comme juges d'instruction. Ils statuent en premier et dernier ressort sur toutes les contraventions commises par des Français aux arrêtés de police pris

par le Commissaire Général. Ils connaissent en premier ressort seulement, et sauf appel devant la Cour de Nouméa, de tous les délits correctionnels commis par des Français. (Art. 6) Ils procèdent enfin à l'instruction des crimes commis par des Français et renvoient pour le jugement devant la Cour de Nouméa. (Art. 7)

Ils pourvoient, en outre, à l'administration des biens laissés par un Français ou sujet français décédé sans laisser d'héritiers connus et présents jusqu'au jour où ces biens peuvent être remis aux ayants-droits. (Art. 12)

Disons enfin que, d'après les termes de la loi de 1900 et du décret de 1901, toutes les mesures arrêtées sont applicables « dans les îles et terres de l'Océan Pacifique » ne faisant pas partie du domaine colonial de la France et n'appartenant à aucune autre puissance civilisée ». Il y a là une formule qui a été inspirée par la discrétion extraordinaire dont le Gouvernement Français fait preuve en toute cette matière, mais qui vise exclusivement les Nouvelles-Hébrides. Il est vrai que l'exposé des motifs de la loi de 1900 disait « qu'il avait paru nécessaire de mettre également le Gouvernement Français à même de protéger ceux de nos nationaux *qui ont pu déjà s'établir ou qui viendraient à s'établir dans d'autres terres de l'Océan Pacifique ne relevant d'aucune puissance civilisée* ». Mais il faudra attendre, pour l'application de cette réserve, la naissance ou la découverte de nouvelles îles, car, en dehors des Nouvelles-Hébrides, il n'y en a pas qui, susceptibles de colonisation, ne relèvent cependant d'aucune nation civilisée.

Voilà, dans leurs grandes lignes, les deux législations, Française et Anglaise, et il n'est pas difficile de s'apercevoir combien la législation Française est inférieure à la législation Anglaise.

En effet, tandis que le Gouvernement Britannique, tout en assurant à ses ressortissants une protection prompte et efficace, a cherché, dans la limite du droit et de ses engagements, à étendre son influence et à préparer sa domination sur les territoires où il y a des intérêts anglais ; le Gouvernement Français, au contraire, n'a visé qu'au premier de ces buts, et semble avoir, de propos délibéré, abandonné le second.

Voilà qu'elle était la situation respective des colons Anglais et Français, quand, comme suite à l'entente cordiale, les deux gouvernements amis ont ouvert une discussion diplomatique qui a abouti à la Convention du 20 octobre 1906 qui règle, à l'heure actuelle, la Condition Internationale de l'archipel Néo-Hébridais et dont l'étude va faire l'objet de la troisième partie de notre travail.

TROISIÈME PARTIE

Convention Franco-Anglaise du 20 Octobre 1906

Les difficultés apportées par la mise en application de la Convention de 16 Novembre 1887 ne tardèrent pas à se multiplier, quand furent mises en exécution les différentes mesures particulières édictées par les deux gouvernements Français et Anglais, savoir : la loi du 30 Juillet 1900 et le Décret du 28 Février 1901 d'une part, et d'autre part, le *Pacific Order in Council du 15 Mars 1893*.

Aussi, pour mettre fin aux difficultés résultant de l'application de ces diverses mesures, les deux gouvernements décidèrent de s'entendre directement, et de mettre à l'étude une Convention unique qui réglerait les rapports des Nationaux et ressortissants des deux pays dans l'archipel. Le principe de cet accord fut posé dans la Convention franco-anglaise du 8 Avril 1904, où il est dit explicitement : *Les deux gouvernements conviennent de préparer de concert un arrangement qui, sans impliquer aucune modification dans le statut politique, mette fin aux difficultés résultant de l'absence de juridiction sur les indigènes des Nouvelles-Hébrides*.

Conformément aux prescriptions sus-énoncées, une Commission franco-anglaise fut réunie à Londres, et fut chargée d'élaborer un projet de Convention sur la question des Nouvelles-Hébrides. Ce projet fut le Protocole signé à Londres le 27 Février 1906, par MM. Marcel Saint-Germain et Edouard Picanon, délégués français,

et MM. Eldon Gorst et Hugh Bertram Cox, délégués anglais.

C'est ce Protocole, agréé par les deux gouvernements intéressés, qui, confirmé par M. Paul Cambon, ambassadeur de France près S. M. Britannique, et Sir Edward Grey, secrétaire d'Etat au Foreign Office, est devenu la Convention franco-anglaise du 20 Octobre 1906.

Cette Convention règle non seulement la Condition Internationale de l'archipel, et la manière dont il sera administré par les Autorités franco-anglaises, mais elle s'occupe aussi de l'organisation de la police, du Régime immobilier, du Recrutement des travailleurs, et de l'organisation de Municipalités spéciales et facultatives dans les centres de colonisation européenne.

C'est l'étude de cette Convention qui fera l'objet de la dernière partie de notre travail.

CHAPITRE I

Autorités Locales

Le grand défaut de la Convention de 1887, qui amena la situation troublée que nous avons vue, était d'avoir établi sur l'archipel Néo-Hébridais une série d'autorités très diverses. En effet, on était ou on pouvait se trouver en présence de quatre sortes d'autorités : 1° Une autorité indigène tout-à-fait rudimentaire, qui est celle du chef de tribu, sur les personnes qui font partie de cette dernière ; 2° Une autorité internationale, celle de la Commission navale mixte, compétente pour réprimer les crimes et délits commis par les indigènes, et pour prendre des mesures de police et d'ordre dans l'archipel ; 3° Des autorités administratives et judiciaires anglaises, n'ayant, *en principe*, qu'une compétence personnelle sur les sujets anglais ; 4° Des autorités similaires françaises, avec une compétence *exclusivement* personnelle sur les citoyens Français. Les autorités des deux dernières catégories agissant d'après leur loi nationale.

Cela rappelait, par certains côtés, l'ancien système de la personnalité des lois en vigueur dans l'ancienne Gaule, ou mieux l'institution des Consulats au Moyen-Age. Dans cette organisation, la seule autorité qui pouvait intervenir *ratione loci*, est la Commission mixte

anglo-française. Mais comme nous le savons, sa compétence est limitée aux mesures générales de police, et son action est intermittente. Il n'y a pas d'autorité chargée d'administrer l'archipel, d'y maintenir, d'une façon régulière et permanente, l'ordre et la tranquillité ; d'y régler le commerce d'importation ou d'exportation, ou même d'y intervenir *de plein droit*, en matière civile, entre colons de nationalités différentes ou entre colons et indigènes.

C'est pour éviter le retour d'une telle situation que la Convention de 1906 a pourvu l'archipel d'autorités puissantes.

Chacune des deux puissances signataires doit nommer un Haut Commissaire chargé de les représenter dans l'archipel. En outre, chacun des Hauts Commissaires est assisté d'un Commissaire Résident, auquel il délègue, dans la mesure qu'il jugera utile, son autorité et qui le représentera dans l'archipel lorsqu'il n'y résidera pas (art. 2, §§ 1 et 2). Ainsi donc, il y aura toujours une autorité constituée dans l'archipel, ce ne sera plus comme sous l'Empire de la Convention de 1887, où les deux Commissaires résidaient, un en Nouvelle-Calédonie, et l'autre aux Fidji, et ne savaient jamais ce qui pouvait se passer dans l'archipel.

Pour leur donner plus d'autorité, les Hauts Commissaires, ou leurs délégués, disposeront d'un corps de police ayant un effectif suffisant pour assurer d'une manière efficace la protection des personnes et des biens. Ce corps de police est divisé en deux sections ayant l'une et l'autre un effectif égal. Chacune des sections est placée respectivement sous l'autorité de l'un des deux

Commissaires résidents, et quand il sera nécessaire de faire emploi partiel ou total des deux sections du corps de police, les deux Hauts Commissaires, ou leurs délégués, en exerceront conjointement la direction (art. 2, §§ 3, 4 et 5). Ainsi donc, la Convention de 1906 organise non seulement une autorité centrale puissante, mais lui donne, grâce au corps de police, le moyen de faire respecter la convention elle-même et les règlements à intervenir et destinés à en assurer l'exécution.

La Convention donne en outre aux Hauts Commissaires et aux Commissaires délégués autorité sur les chefs des tribus indigènes et leur donne, en ce qui concerne ces tribus, le pouvoir d'édicter des règlements d'administration et de police et d'en assurer l'exécution en respectant, bien entendu, les mœurs et les coutumes indigènes pour tout ce qui n'est pas contraire au maintien de l'ordre et de l'humanité (art. 8).

La Commission Navale Mixte, créée par l'article 2 de la Convention de 1887, est maintenue et elle est chargée de coopérer au maintien de l'ordre dans l'archipel. Mais, au lieu de se réunir d'office ou sur la convocation de son président, comme sous le Régime de 1887, elle ne peut se réunir, hors les cas d'extrême urgence, que sur la réquisition concertée des Hauts Commissaires ou de leurs délégués. Après chaque réunion ou après chaque opération, la Commission Navale doit adresser une copie de ses rapports à chacun des Hauts Commissaires et à chacun des Commissaires délégués. Ceux-ci forment donc une espèce de Comité de Contrôle. Quant aux pouvoirs de la Commission Navale, la Convention

ne fait que confirmer ceux à elles donnés par la Convention de 1887, la déclaration de Paris du 26 janvier 1888 et le Règlement du 26 janvier 1888 (art. 6).

Pour permettre aux différents groupes de colons de s'administrer plus facilement et de prendre toutes les mesures nécessaires à une protection efficace, la Convention de 1906 a prévu la création de Municipalités. Ces Municipalités ne peuvent être formées que sur la demande expresse d'un groupe d'au moins 30 habitants non-indigènes résidant sur le même territoire, demande adressée à un des deux Hauts Commissaires qui se communiquent mutuellement les demandes et décident conjointement des suites à leur donner (art. 62).

L'autorisation accordée, ces municipalités seront administrées par un Conseil Municipal composé de quatre membres au moins et de huit au plus, élus pour une durée de quatre ans. Le collège électoral est composé des *personnes non indigènes des deux sexes*, de toutes nationalités, âgées de vingt-un ans révolus et résidant depuis six mois au moins sur le territoire de la Municipalité, à l'exclusion de celles ayant encouru une condamnation de plus de trois mois d'emprisonnement. Sont éligibles audit Conseil Municipal les *électeurs des deux sexes* âgés de vingt-cinq ans révolus. De même que nos Conseils Municipaux métropolitains, ces conseils municipaux élisent dans leur sein un Maire et un Adjoint. (Art. 63 et 64)

Les pouvoirs de ces Conseils Municipaux sont strictement déterminés par la Convention. Ils doivent voter annuellement le budget municipal et les taxes locales

destinées à alimenter le budget, ainsi que les Travaux Publics Municipaux, dont ils déterminent le mode d'exécution. Ils doivent aussi décider de la création des écoles et des établissements municipaux d'assistance et, d'une manière générale, prendre toutes les mesures propres à contribuer au bien-être des habitants. (Art. 65)

Il ne manque à ces Maires, pour être sensiblement les égaux des maires français, que la qualité d'Officiers de l'Etat-Civil. La charge de l'Etat-Civil est assumée par des personnes désignées par les Hauts-Commissaires et qui sont chargées de recevoir les déclarations de naissance, de mariage, de décès, que viendront leur faire leurs ressortissants, ainsi que les déclarations de même nature que viendraient leur faire les indigènes en vue de se constituer un Etat-Civil. (Art. 9) Les actes ainsi dressés sont centralisés au greffe du Tribunal Mixte créé par la Convention dans l'archipel.

Comme nous l'avons déjà dit au cours d'un chapitre précédent, les habitants de Port-Vila (île de Vaté) qu'ils avaient baptisée Franceville, avaient nommé un Conseil Municipal et un Maire qui entrèrent en fonctions le 9 août 1889, et qui étaient investis de tous les pouvoirs administratifs et judiciaires nécessaires pour l'existence d'une collectivité. Cette organisation fut de courte durée, car le commandant Bigaud, qui représentait la France dans la Commission Navale, lui donna l'ordre de se dissoudre, comme étant établie en violation de l'entente Franco-Anglaise. Plus tard, dans cette même île, des Syndicats Municipaux furent organisés et furent tolérés. La Convention, devant cet ordre de choses établi, a décidé

de les reconnaître comme municipalités et le mandat de leurs membres a été confirmé jusqu'au terme de la période pour laquelle ils avaient été élus. (Art. 66)

Grâce à la Convention, il y a donc ou, tout au moins, il y aura bientôt dans l'archipel Néo-Hébridais une véritable organisation administrative qui doit satisfaire, dans une large mesure, les desiderata des colons et qui ne peut qu'augmenter la puissance des colons français qui, étant en majorité, peuvent assez facilement occuper la plus grande partie des Municipalités et faciliter ainsi l'extension de l'influence française.

CHAPITRE II

Le Tribunal mixte et le Régime Immobilier

L'autorité administrative organisée dans l'archipel, il fallait organiser à côté une autorité judiciaire capable, non seulement de faire respecter les règlements à intervenir, mais encore, et surtout, capable de résoudre les conflits d'intérêts nés ou à naître, entre colons ou entre colons et indigènes et surtout capable d'imposer à ses justiciables l'exécution de ses décisions. C'est le rôle que jouera dans cette organisation le *Tribunal mixte*.

Ce Tribunal, dont le siège est à Port-Vila, est composé de quatre magistrats, savoir : trois juges, dont un président, et le quatrième représentant le Ministère Public, ce Tribunal procèdera à tous les actes d'instruction. Il est assisté d'un greffier et du personnel auxiliaire nécessaire. Pour donner plus d'autorité aux sentences et assurer l'impartialité du Tribunal, chaque gouvernement nommera un juge. Le Président et le Ministère Public, qui ne devront être ni citoyens Français, ni sujets Britanniques, seront nommés par le roi d'Espagne. Le greffier et le personnel auxiliaire sont nommés par le Président (article 10).

Constitué ainsi, le Tribunal aura compétence en matière civile et commerciale pour tous les litiges immo-

biliers dans l'archipel, et pour les litiges de toute nature entre indigènes et non-indigènes (article 12, § 1).

Dans ces cas, le Tribunal doit appliquer pour les litiges immobiliers les règles spéciales édictées par la Convention et, pour tous les autres litiges, la loi applicable à la partie non-indigène, d'après son statut personnel ou le statut résultant du régime sous lequel elle aura été placée (article 13, § 1). Afin de ne pas introduire dans l'administration judiciaire toutes sortes de règles applicables aux colons autres que les Français et les Anglais, il a été décidé que :

« Les ressortissants des tierces puissances jouiront
» des mêmes droits et seront soumis aux mêmes obligations que les citoyens Français et les sujets britanniques. Ils auront à opter, dans un délai de six mois,
» pour le régime applicable aux ressortissants de l'une
» ou de l'autre puissance. A défaut d'option de leur
» part, les Hauts Commissaires ou leurs délégués détermineront d'office le régime sous lequel ils devront
» être placés (article 2, § 2). »

Ainsi donc, dans les conflits entre indigènes et non-indigènes, il n'y aura jamais que la Législation française ou la Législation anglaise qui seront employées suivant le cas.

Les règles de procédure employées devant le Tribunal en matière civile et commerciale sont celles suivies en France devant les Justices de paix et en Angleterre devant les Tribunaux de Comté (article 14).

Le Tribunal mixte est aussi compétent en matière correctionnelle et criminelle, pour tout délit ou crime commis par des indigènes à l'égard de non-indigènes, mais

alors, dans ce cas, il doit s'adjoindre quatre assesseurs pris parmi les habitants notables non indigènes de l'archipel. Les assesseurs seront désignés par le sort sur une liste établie de concert par les Hauts Commissaires ou leurs délégués au commencement de chaque année. Les assesseurs auront voix délibérative pour l'appréciation de la culpabilité, et voix consultative seulement pour l'application de la peine. Quand le Tribunal juge un criminel, le représentant du Ministère public et le défenseur peuvent récuser les assesseurs jusqu'à concurrence de deux chacun (article 11). Il y a donc là une organisation analogue à notre jury criminel. Dans ce cas, la procédure à suivre devant le Tribunal est, en matière correctionnelle, celle du mode d'instruction et de jugement en usage en France devant les tribunaux de simple police et, en Angleterre, devant les tribunaux de justice sommaire ; et, en matière criminelle, celle du mode d'instruction et de jugement en usage en France devant les tribunaux correctionnels, et en Angleterre devant les tribunaux de « Quarter Session » (article 14). La compétence en matière correctionnelle et criminelle est donc abaissée d'un degré.

Mais tout cela n'a trait qu'aux litiges entre indigènes et non-indigènes. Pour ceux qui pourraient naître entre colons, les deux gouvernements se sont engagés à instituer chacun dans l'archipel, dans des conditions conformes à l'organisation judiciaire générale de chacun des deux pays, un tribunal ayant compétence, sous les réserves et exceptions que nous avons vues, pour tous les litiges civils et commerciaux. En matière civile et commerciale, les litiges entre non-indigènes, sauf les litiges im-

mobiliers, qui sont de la compétence exclusive du tribunal mixte, seront portés devant le tribunal sous la juridiction duquel sera placé le défendeur. En matière criminelle, correctionnelle ou de simple police, les non-indigènes seront déférés à la juridiction compétente, en raison de leur nationalité ou du régime sous lequel ils auront été placés (article 20).

Pour qu'il n'y ait aucune confusion possible, les débats seront interprétés et les jugements rendus dans les deux langues, anglaise et française. Les registres du greffe, eux-aussi, seront rédigés de même en français et en anglais (article 18).

Les Hauts-Commissaires ou leurs délégués sont chargés de poursuivre l'exécution des jugements rendus, dans tous les cas, en dernier ressort, par le tribunal (articles 15 et 19).

En outre de la compétence à lui attribuée par la Convention, le Tribunal mixte peut connaître de tous les litiges portés devant lui d'un commun accord par les deux parties. Dans ce cas, la loi applicable sera : dans les causes entre non-indigènes, la loi du défendeur, et dans les causes entre indigènes, comme il n'y aura aucune loi applicable, les magistrats jugeront en équité en s'inspirant, autant que possible, des principes généraux du droit et de la coutume indigène.

Le Tribunal mixte étant exclusivement compétent en matière immobilière, nous reproduirons ici simplement les articles 22 à 27 qui, en cette matière, s'imposent strictement aux membres du tribunal.

ARTICLE 22

Litiges Immobiliers entre non-indigènes et indigènes

1. — En matière de litiges immobiliers, les droits des non-indigènes seront prouvés, soit par l'occupation, soit par des titres établissant vente ou cession.

2. — Lorsqu'elle sera seule invoquée comme base de la propriété, l'occupation devra être rendue manifeste par des signes évidents et matériels, tels que : constructions, plantations, cultures diverses, élevage de bétail, travaux d'aménagement ou d'amélioration, défrichements, clôtures. Elle devra être de bonne foi et avoir été continuée pendant une période de trois années au moins.

3. — Lorsque seront invoqués à la fois, pour la justification de la propriété d'une terre, un titre et l'occupation, le tribunal recherchera si le détenteur du titre a réellement affirmé sa possession par des faits matériels d'appréhension, tels que : mise en valeur, même partielle, sous une forme quelconque ; construction de routes, de ponts, ou de sentiers ; levés de plans, opérations de bornage, pose de poteaux indicateurs de limites ; usage régulier des produits naturels ; actes divers attestant publiquement l'usage du droit de propriété. Le tribunal appréciera dans quelle mesure l'importance de ces faits peut être considérée comme correspondant à l'étendue de l'immeuble contesté, et, suivant le cas, confirmera la propriété pour tout ou partie de l'immeuble.

4. — Lorsque la justification de la propriété d'une

terre ne sera fondée que sur un titre, et que ce titre, ou bien aura été soit déposé dans une étude de notaire, soit enregistré à la Nouvelle-Calédonie, aux îles Fidji et aux Nouvelles-Hébrides, à une date postérieure au 31 Décembre 1895, ou bien, quelle que soit la date du titre, n'aura été ni déposé dans une étude de notaire, ni enregistré, ce titre ne pourra être infirmé que s'il est prouvé :

a). — Que le contrat n'a pas été signé par le vendeur ou le cédant, ou par quelque personne valablement autorisée par lui, ou que, le vendeur ou le cédant n'ayant pas pu ou n'ayant pas su signer, le contrat ne porte pas, soit la signature de deux témoins, soit toute autre attestation pouvant faire foi d'après la législation française ou anglaise.

b). — Que le vendeur ou le cédant n'a pas compris la portée du contrat.

c). — Que le contrat a été obtenu par fraude, par violence ou par d'autres moyens illégitimes.

d). — Que les clauses et conditions du contrat n'ont pas été exécutées.

e). — Que l'immeuble cédé ou vendu n'appartenait pas au vendeur ou au cédant ou à sa tribu.

Si le tribunal juge que les droits du vendeur, ou cédant, ou de sa tribu, ne s'étendaient qu'à une partie de l'immeuble contesté, il reconnaîtra la vente ou cession pour cette partie, et il en fixera les limites.

5. — Lorsque le titre établissant la vente ou la cession de l'immeuble contesté aura été, soit déposé dans une étude de notaire, soit enregistré à la Nouvelle-Calédonie, aux îles Fidji ou aux Nouvelles-Hébrides, à une date antérieure au 1^{er} Janvier 1896.

A. — La réclamation ne sera pas recevable :

a). — Si le réclamant ne fait pas la preuve, suivant qu'il agit en son propre nom ou pour son compte personnel, ou comme chef de sa tribu et pour le compte de celle-ci, qu'il possède ou que sa tribu possède sur l'immeuble objet du litige un droit effectif de jouissance et d'usage, et que ce droit se trouve lésé. Si ce droit ne s'applique qu'à une partie du domaine contesté, le tribunal n'examinera la réclamation que pour cette partie et, au besoin, la délimitera.

b). — S'il est prouvé qu'antérieurement au 1^{er} Janvier 1896, l'immeuble a été l'objet d'un contrat impliquant que le titre s'appliquait à un bien possédé légitimement et de bonne foi ; notamment, s'il a été régulièrement et de bonne foi transmis à titre onéreux entre non-indigènes, d'après les règles et suivant les formes prévues par la législation des peuples civilisés.

Si, dans un tel cas, le tribunal considère néanmoins comme lésés les droits du réclamant indigène ou de sa tribu, il pourra, tout en confirmant le titre, ordonner le paiement, à la partie indigène lésée, d'une équitable indemnité, ou attribuer à cette partie une réserve de terrains, ainsi qu'il est énoncé en règle générale à l'article 24 ci-après.

B. — Lorsque la réclamation ayant été déclarée recevable, l'affaire sera jugée au fond, le titre ne pourra être infirmé que s'il est prouvé :

a). — Que le contrat n'a pas été signé par le vendeur ou le cédant ou par quelque personne valablement autorisée par lui, ou que, le vendeur ou le cédant n'ayant pas pu ou n'ayant pas su signer, le contrat ne porte pas,

soit la signature de deux témoins, soit toute autre attestation pouvant faire foi d'après la législation française ou anglaise.

b). — Que le contrat a été obtenu par fraude, par violence ou par d'autres moyens illégitimes.

c). — Que l'immeuble cédé ou vendu n'appartenait pas au vendeur ou cédant ou à sa tribu.

Si le tribunal juge que les droits du vendeur ou cédant ou de sa tribu ne s'étendaient qu'à une partie de l'immeuble contesté, il reconnaîtra la vente ou cession pour cette partie et il en fixera les limites. Dans tous les cas où la mauvaise foi de l'acquéreur ne sera pas démontrée, le tribunal pourra valider le titre pour tout ou partie de l'immeuble, en réservant, s'il y a lieu, aux réclamants indigènes une étendue de terre suffisante pour leurs besoins, et en déterminant les servitudes de libre passage ou autres à leur assurer sur l'ensemble de l'immeuble.

ARTICLE 23

Litiges Immobiliers entre Non-Indigènes

1. — Lorsque l'origine indigène de la propriété ne sera pas en cause, les règles à observer par le Tribunal seront celles du droit applicable au défendeur en raison de son statut personnel et réel.

2. — Si l'origine indigène de la propriété est en cause, les règles énoncées à l'article 22 ci-dessus, seront observées par le Tribunal pour tout ce qui aura trait à cette origine.

Dans le cas prévu au même article (5 A b, 2^{me} alinéa),

le Tribunal désignera, s'il y a lieu, celle des parties non indigènes en cause à laquelle incombera le paiement de l'indemnité.

Quand le Tribunal, au moyen des éléments d'appréciations qui lui seront fournis, ne croira pas pouvoir se prononcer en connaissance de cause sur l'origine de la propriété — lorsque, par exemple, mis en présence de deux ou plusieurs titres, il ne se trouvera pas en mesure d'en confirmer un quant à l'origine de la propriété — le Tribunal jugera suivant les faits de la cause, en tenant compte, dans une juste mesure, de la priorité du titre.

ARTICLE 24.

Dispositions diverses communes à tous les litiges immobiliers

1. — Dans le cas où un immeuble acquis de bonne foi aura été amélioré ou cultivé en vertu d'un titre se trouvant entâché de vice, ce titre pourra être confirmé en tout ou en partie, moyennant le paiement par l'occupant aux ayant-droits d'une indemnité dont le montant sera fixé par le Tribunal.

2. — Si le Tribunal croit devoir prononcer l'éviction d'un occupant de bonne foi, il pourra ordonner le paiement à cet occupant d'une indemnité équitable.

3. — Toutes les fois qu'il le jugera nécessaire, le tribunal pourra attribuer aux réclamants indigènes des réserves de terrain en rapport avec leurs besoins, et déterminer des servitudes propres à leur assurer la libre jouissance de ces revenus.

4. — Tout occupant ou détenteur de titre évincé jouira, dans le cas de vente ou de cession ultérieure de l'immeuble, et à moins que sa mauvaise foi n'ait été établie, d'un droit de préférence à tous autres pour le rachat de l'immeuble dont il aura été évincé. S'il y a désaccord entre le propriétaire et l'occupant ou le détenteur de titre évincé pour la fixation du prix de rachat, ce prix sera déterminé d'office par le tribunal. S'il existe plusieurs personnes évincées pouvant prétendre à l'exercice du droit de préférence ci-dessus prévu, le tribunal fixera, d'après les faits de la cause, l'ordre dans lequel ces personnes seront successivement admises à faire valoir ce droit.

5. — Lorsqu'un titre afférent à une propriété contestée ne contiendra pas une description suffisante de l'immeuble, le tribunal en fixera, après enquête, la situation et les limites.

6. — Tous les litiges immobiliers portés devant le tribunal feront de sa part l'objet d'un préliminaire de conciliation.

7. — D'une manière générale, le tribunal devra, dans ses décisions, s'inspirer également des intérêts des populations indigènes et de ceux des acquéreurs non indigènes dont la mauvaise foi ne sera pas établie.

ARTICLE 25

Transcription des Jugements

1. — Lorsque le tribunal aura prononcé la validité d'une revendication conformément aux prescriptions

ci-dessus, le jugement ainsi rendu sera transcrit d'office sur un registre d'immatriculation.

Cette transcription devra énoncer :

A. — La situation, l'étendue, les limites de l'immeuble ;

B. — La nature des droits accordés et les charges y afférentes.

2. — L'expédition de l'acte de transcription servira au bénéficiaire de titre définitif de propriété.

ARTICLE 26

Immatriculation des Titres de Propriété

1. — Toute personne pourra, même en l'absence de tout litige, requérir du tribunal la transcription sur le registre d'immatriculation dont il vient d'être parlé d'un titre de propriété lui profitant, et en obtenir une expédition dûment certifiée.

3. — Ces requêtes à fin d'immatriculation seront publiées par les soins du tribunal, suivant les formes qu'il déterminera. Elles seront admises comme valables et fondées si, dans un délai d'un an à partir de leur publication, elles ne sont l'objet d'aucune contestation. Dans le cas contraire, le tribunal statuera sur elles conformément aux stipulations des articles 22, 23 et 24 ci-dessus, et l'action devra être portée par le contestant devant le tribunal dans le délai de six mois, sous peine de forclusion.

3. — Les expéditions délivrées conformément aux prescriptions ci-dessus constitueront des titres trans-

missibles par voie d'endossement. Aucune charge nouvelle ni aucune transmission de propriété ne pourra affecter l'immeuble si elle n'a au préalable été mentionnée au registre d'immatriculation et transcrite sur l'expédition délivrée.

ARTICLE 27

Ventes et cessions d'Immeubles postérieures à la Convention.

1. — A partir de la mise en vigueur de la présente Convention, aucune vente ou cession d'immeubles ne pourra être faite valablement par un indigène à un non-indigène que dans les conditions suivantes.

2. — La vente ou la cession devra être constatée par écrit. Elle aura lieu en présence de quatre témoins, dont deux indigènes et d'un officier ou d'un fonctionnaire de l'une des deux puissances signataires, ou de toute personne à ce autorisée, soit par le président du tribunal mixte, soit par les Hauts-Commissaires ou leurs délégués agissant conjointement.

3. — L'officier, le fonctionnaire ou la personne dûment autorisée constatera la présence et la qualité des témoins, s'assurera que le vendeur ou le cédant a agi librement, a bien compris la portée de son acte, a reçu le prix ou la compensation convenue et s'en est reconnu satisfait ; relatera ces circonstances sur le titre ; y mentionnera la situation et les limites de l'immeuble ; le datera et le signera, en même temps que les parties et témoins sachant signer.

4. — L'acheteur ou le concessionnaire devra, dans un délai de six mois à compter de la date de l'acte, introduire devant le tribunal mixte une requête à fin d'immatriculation. Il sera statué sur cette requête dans les formes et conditions déterminées à l'article 26 de la présente convention.

5. — Si le tribunal estime manifestement insuffisant le prix ou la compensation portée à l'acte eu égard à l'importance de l'immeuble cédé ou vendu, il pourra, préalablement à toute immatriculation, ordonner le paiement d'un supplément de prix ou une augmentation de la compensation.

6. — Dans le cas où l'acquéreur ne satisferait pas à la décision du tribunal dans le délai de six mois, à compter de la date de cette décision, la vente serait résiliée de plein droit et le prix ou la compensation reçue par l'indigène restitué.

7. — Si l'indigène est dans l'impossibilité de restituer ce prix, le tribunal déterminera la partie de la propriété qu'il y aura lieu de confirmer en représentation de la somme ou de la compensation reçue par l'indigène.

8. — Lorsque les Hauts-Commissaires ou leurs délégués, agissant conjointement, estimeront que les propriétés immobilières acquises des indigènes dans l'une des îles de l'archipel atteindront ensemble une superficie telle que les terres restant disponibles seront indispensables aux besoins des indigènes, ils pourront interdire toute nouvelle vente ou cession de terres dans cette île à des non-indigènes.

9. — Les terres réservées aux indigènes, soit par le Tribunal Mixte, dans les conditions prévues à l'article

24 de la présente Convention, soit par les Hauts-Commissaires ou leurs délégués, en vertu du paragraphe ci-dessus, ne pourront faire l'objet d'une vente ou cession à des non-indigènes, tant que l'autorité ayant constitué la réserve n'aura pas rapporté ou modifié sa décision.

Voilà quelles sont les règles qui, aux Nouvelles-Hébrides, régissent, où plutôt régiront le Régime Immobilier. Que donneront-elles dans la pratique ? La Convention est encore trop récente pour que les résultats soient connus à cette heure. Mais il faut espérer qu'avec des règles aussi précises et aussi équitables, les résultats viendront couronner les efforts tentés.

La Convention s'occupe en outre du recrutement des indigènes et de la police de la navigation dans les eaux de l'archipel. Mais ces deux questions sortant du cadre de notre étude, nous les négligerons et passerons directement à l'examen de la situation internationale de l'archipel.

CHAPITRE III

Situation Juridique des Nouvelles-Hébrides.

Le paragraphe premier de l'article 1 de la Convention du 20 octobre 1906 fixe ainsi la situation juridique de l'archipel Néo-Hébridais : « *L'archipel des Nouvelles-Hébrides, y compris les îles de Banks et les îles de Torrès, formera un territoire d'influence commune, sur lequel les sujets et citoyens des deux puissances signataires jouiront de droits égaux de résidence, de protection personnelle et de commerce, chacune des deux puissances demeurant souveraine à l'égard de ses nationaux et ni l'une ni l'autre n'exerçant une autorité séparée sur l'archipel.* » Cet article établit donc sur l'archipel le Condominium Franco-Anglais.

Qu'est-ce donc que le Condominium ? Le Condominium est un Mode du Protectorat, qui en diffère toutefois en ce que le Droit de souveraineté du Pays protégé, ordinairement exercé par une seule puissance, est ici exercé en commun par deux ou plusieurs. Le caractère essentiel à son existence est l'égalité absolue dans les relations réciproques du Protégé et des Coprotecteurs.

Ce mode de Protectorat est relativement récent. Il fut appliqué pour la première fois par la Convention du 2 septembre 1879, qui plaça sous le Condominium Anglo-

Germano-Américain l'archipel des Samoa ou des Navigateurs. Ce précédent est d'autant plus intéressant à étudier que les Samoa sont voisines des Nouvelles-Hébrides et que l'une des puissances coprotectrices de celles-ci, l'Angleterre, le fut aussi à Samoa.

Par un traité du 24 janvier 1879, l'Allemagne avait constitué sur l'archipel de Samoa un protectorat d'après lequel les relations extérieures de ce pays étaient dirigées par l'Allemagne, qui, de plus, y exerçait la juridiction pour son compte sans être soumise aux lois et aux règles fiscales de l'archipel. C'était là un véritable protectorat du Droit des Gens, puisque le pays auquel il s'appliquait formait un Etat ayant une personnalité indiscutable au point de vue international et doté même d'une organisation politique relativement perfectionnée : cet Etat passait ainsi au rang de mi-souverain vis-à-vis de l'Allemagne, qui lui promettait en retour sa protection. Mais le Gouvernement Samoan avait contracté avec les Etats-Unis, le 17 janvier 1878, et contracta depuis avec l'Angleterre, le 28 août 1879, des engagements incompatibles avec ceux qu'il avait souscrits envers l'Allemagne ; aussi cette dernière dut-elle accéder à la Convention du 2 septembre 1879 qui organisa un Protectorat Collectif des trois puissances. Il faut bien dire, d'ailleurs, que l'on n'avait guère tenu compte, dans cette combinaison, du consentement juridique indispensable de l'intéressé lui-même, c'est-à-dire des gouvernements de Samoa. Des Révolutions éclatèrent dans l'archipel : le roi Tamasese ne reconnaissait que le protectorat allemand, le roi Malietoa n'admettait que celui des Etats-Unis et protestait, en 1886 et 1887, dans des termes élevés et empreints de

dignité, contre le dépouillement de son autorité légitime par l'Allemagne. Cependant, après les travaux de la Conférence de Washington en 1887 et de Berlin en 1889, les trois puissances se mirent d'accord pour confirmer en partie un premier traité de l'Allemagne conclu avec le Gouvernement Samoan le 6 avril 1885, et pour constituer un protectorat collectif, mais cette fois avec l'assentiment du Gouvernement local : ce fut le traité de Berlin du 14 juin 1889.

Ce qui caractérise ce protectorat, c'est que l'indépendante du Royaume de Malietoa étant reconnu par les trois puissances, celles-ci interviennent cependant dans l'exercice de sa souveraineté en établissant une Cour Suprême avec un juge supérieur nommé par elles et une Commission de trois membres chargée de contrôler les aliénations ou concessions de terres ; en réglant les droits d'importation et certaines taxes ; enfin, en organisant le Conseil Municipal de la ville la plus importante, Apia, dont le président est également soumis à leur nomination.

Mais ce qui fait l'originalité du protectorat dont il s'agit, c'est que, conformément à la Convention passée par l'Allemagne le 6 avril 1885, l'archipel de Samoa est déclaré *neutre* par les trois puissances co-protectrices. Cette expression, très impropre au point de vue de la terminologie du Droit International, ne signifie nullement que la neutralité perpétuelle est garantie à l'État de Samœa, mais bien que chacune des puissances contractantes prend l'engagement, *vis-à-vis des autres*, de ne pas s'en emparer à son profit exclusif et de n'y créer aucune autorité séparément, sans entente avec

les co-signataires. Le but de cette Convention est évidemment de soustraire aux convoitises d'un Etat une position particulièrement avantageuse qui lui donnerait une supériorité trop marquée vis-à-vis de ses concurrents, comme c'est le cas pour l'archipel des Navigateurs, dont la situation fait un poste très envié au point de vue stratégique et du commerce maritime. Ce n'est donc pas une Neutralité Militaire analogue à celle applicable à la Belgique ou à la Suisse. C'est plutôt une sorte d'Hinterland, quoique ce procédé soit surtout applicable aux grandes étendues de territoires, tandis que le procédé de neutralisation convient mieux aux territoires restreints et limités.

La souveraineté interne de l'autorité locale est donc soumise à un contrôle étroit de la part des puissances. Mais il nous faut aller plus loin et admettre aussi le droit d'immixtion des Etats co-signataires dans les affaires extérieures de l'archipel. Le texte du traité n'en parle pas, mais l'intention est évidente : le protectorat collectif est institué dans l'intérêt presque exclusif des Etats participants et il s'oppose à l'établissement d'un nouveau protectorat de la part d'autres puissances.

A eux trois, l'Angleterre, les Etats-Unis, l'Allemagne, *occupent* les îles Samoa dans le sens International du mot. Il n'y a plus place pour l'action d'un Etat tiers et le gouvernement local ne pourrait pas passer un traité d'alliance avec la France par exemple.

De même, aujourd'hui, la Convention du 20 octobre 1906 place sous un régime analogue les Nouvelles-Hébrides, avec pourtant cette différence que la souverai-

neté interne n'a pu être absorbée par les co-protecteurs puisqu'elle n'existait pas, étant donné que les Canaques hébridais vivent encore en tribus absolument hostiles les unes aux autres, sans lien aucun les rattachant entre elles. Mais en revanche, ici, de même qu'à Samoa, la France et l'Angleterre occupent les Hébrides et, à l'heure actuelle, aucune puissance étrangère ne peut venir y battre en brèche leur influence en s'établissant dans une quelconque des îles de l'archipel.

En droit, l'archipel Néo-Hébridais est une véritable colonie Franco-Anglaise.

De cette situation juridique, il découle de nombreuses conséquences et de nombreux problèmes tant au point de vue du Droit International Public que du Droit International Privé.

Parmi les nombreuses questions que l'on pourrait se poser, celle qui vient tout naturellement la première à l'esprit est la suivante : Quelle serait la situation des Nouvelles-Hébrides en cas de guerre internationale, soit entre les deux protecteurs, soit entre les co-protecteurs alliés et une puissance tierce, soit enfin entre un seul des co-protecteurs et une puissance tierce ?

Dans la première hypothèse, il est bien évident que malgré l'engagement mutuel pris au § 4 de l'art 1 de la Convention de 1906, de ne pas élever de fortifications dans l'archipel, les deux protecteurs n'auraient aucune raison pour ne pas l'occuper et s'y battre à l'occasion, car cet archipel pourrait servir au vainqueur de base d'opérations excellente.

Au contraire, une puissance tierce, en guerre avec les deux protecteurs alliés, aurait-elle le droit de bombar-

der les ports Hébridais ou d'y débarquer un corps de troupe ? Nous croyons fermement que non, du moins pour le moment ; car les deux puissances co-protectrices, n'ayant à l'heure actuelle sur l'archipel, aucun droit d'occupation militaire leur permettant d'y établir une base d'opérations susceptible de leur servir contre leur adversaire, celui-ci ne pourrait considérer comme belligérant et territoire ennemi l'archipel Néo-Hébridais.

A fortiori adopterons-nous la même solution si, au lieu d'avoir affaire aux deux protecteurs alliés, la puissance n'est en guerre qu'avec un seul. D'ailleurs, dans ce cas, la prudence seule, sinon le droit, lui ferait respecter la neutralité de l'archipel, car il est probable, sinon certain, que le deuxième protecteur considérerait l'occupation de l'archipel par l'adversaire, comme un *casus belli* et il en profiterait pour intervenir.

D'autres questions aussi intéressantes se posent, mais au point de vue non plus du Droit International public, mais du Droit International privé. Dans quelle situation se trouvent les colons, et surtout, dans leurs rapports, quelle loi invoqueront-ils ?

Avant la Convention de 1906, leur situation était étrange. Il résultait en effet de la Convention de 1887 que les Nouvelles-Hébrides n'étaient ni françaises, ni anglaises, et c'est même pour qu'elles ne puissent appartenir à aucune de ces deux puissances qu'elle avait été conclue. Comme d'autre part, aucun Etat civilisé ne peut faire valoir de droit sur elles, il en résulte nettement qu'elles sont, pour les peuples civilisés, terres étrangè-

res. Aucune de leurs lois ne peut s'y appliquer et, d'autre part, dans l'archipel même, chez les sauvages parmi lesquels vivent les colons, toute notion de loi est évidemment inconnue. Les colons étaient donc obligés de vivre dans une anarchie complète.

Ce qui rend particulièrement difficile la solution de la question, c'est la présence sur la même terre d'individus ressortissant de nationalités différentes.

Chacun sait combien délicats sont les problèmes soulevés par le Droit International privé, combien nombreuses sont les théories par lesquelles on a essayé de les résoudre. D'ailleurs, quel que soit leur bien-fondé au point de vue juridique, elles n'ont jamais qu'une valeur purement morale par suite du principe de l'Egalité des Etats et de l'absence de supérieur commun pour veiller à l'application de leurs conclusions. Encore appuient-elles leur raisonnement sur un fondement qui nous fait ici défaut : des lois fixes précises. Elles cherchent à concilier de la manière la plus logique les lois des différents peuples et à appliquer à chaque rapport de droit, la règle la meilleure née des rapports juridiques.

En Droit International, les difficultés se présentent sous la forme suivante : un ou plusieurs individus, régis par une loi nationale déterminée, font un acte juridique dans un pays étranger où s'applique une loi autre que la leur propre. Quelle loi faudra-t-il leur appliquer ? Leur loi nationale ou celle du lieu où ils se trouvent ? Ou bien encore, deux parties, ressortissant chacune d'une loi différente, contestent dans un lieu régi par une troisième loi ; laquelle des trois lois en conflit va régir le contrat et ses conséquences ? De toutes façons nous

sommes toujours en présence d'un élément fixe : une loi écrite. Aux Nouvelles-Hébrides, cette base nous manque et, dans ces conditions, il est facile de se rendre compte qu'aucune des règles du Droit International privé ne peut recevoir ici son application.

En ce qui concerne la forme des actes, on admet qu'un acte fait à l'étranger, par un ressortissant d'une nation donnée, peut être valablement opposé à tous lorsqu'il a été accompli dans les formes prévues par la loi étrangère. C'est ce que l'on exprime par l'adage : « *Locus regit actum* ». Aux Nouvelles-Hébrides, dans quelle forme un Français rédigera-t-il l'acte par lequel il cède son exploitation à l'Anglais qui vit à côté de lui ? Quelles conditions seront exigées pour que l'acte par lequel un colon achète une terre à un indigène, puisse être opposable à tous ceux qui, plus tard, voudraient acquérir la même terre ? D'une part, la *Lex loci* n'existe pas. D'autre part, nous n'avons aucune raison pour faire prévaloir ici la loi française sur la loi anglaise et réciproquement.

En l'absence de désignation expresse, on est d'accord pour reconnaître ce que les législateurs appellent la *Lex loci contractus* ; c'est-à-dire la loi du lieu où le contrat a été formé ; de même que l'on appliquera à l'exécution du contrat la *Lex loci solutionis*, c'est-à-dire la loi du lieu où le paiement, l'exécution doivent être effectués. Dans le cas présent, la *Lex loci* fait complètement défaut.

En sorte que l'on consultait en vain les traités les plus complets de droit international privé, les juristes étaient impuissants à rendre valables les contrats et les

actes passés aux Nouvelles-Hébrides par suite de l'absence d'une loi ou d'un gouvernement régulier constitué dans cette région.

C'est à cet état de choses regrettable que les délégués français et anglais qui rédigèrent la Convention du 20 Octobre 1906 s'efforcèrent de remédier.

Ils décidèrent que, dorénavant, il n'y aurait plus que deux lois applicables aux Nouvelles-Hébrides : la loi anglaise et la loi française, et que les nationaux et ressortissants des puissances tierces devaient opter pour l'une ou l'autre. A défaut de cette option, les Hauts-Commissaires détermineraient d'office sous quel régime ils devraient être placés (article 1).

Au cas de contestation, tous les litiges civils et commerciaux entre non-indigènes, sauf ceux immobiliers qui, comme nous l'avons vu, ont une législation spéciale et formelle, seront portés devant le tribunal sous l'autorité duquel sera placé le défendeur (article 20).

Ainsi donc, à l'heure actuelle, en matière civile et commerciale, aucune erreur ne peut se produire, ce sera toujours un tribunal français ou anglais, selon que le défendeur sera ressortissant français ou anglais, qui sera compétent au cas de contestations, et pas d'autre.

Une question beaucoup plus importante est celle des mariages et des naissances.

Sous l'Empire des Conventions antérieures à celle de 1906, l'état-civil n'étant pas organisé, il était impossible de sanctionner les droits et devoirs qui résultaient du mariage et de la naissance. Les unions que pouvaient contracter les colons étaient forcément illégitimes, et les enfants qu'ils pouvaient avoir dans ces conditions,

étaient de même forcément illégitimes. Et les faits ont prouvé tout ce que cette situation présentait de vexatoire. L'exemple suivant le démontrera amplement.

Un colon français épouse la fille d'un autre colon ; afin de donner toutes les garanties possibles à cette union, le mariage fut contracté devant l'assemblée des colons de la localité et devant un missionnaire mariste. Après trois ans de cohabitation, il voyait sa femme quitter le domicile conjugal et partir à Nouméa, emmenant avec elle son enfant. Là, en terre française, la femme se remariait civilement et légalement cette fois, le mariage religieux n'étant pas reconnu par notre législation.

Il n'est pas besoin d'insister sur les entraves apportées par un tel état de choses à l'essor de notre influence dans cette partie de l'Océanie. Pour attirer les émigrants, il était indispensable de leur assurer une protection efficace et la possibilité de faire régulariser, ne fût-ce que sous une forme rudimentaire, les actes de la vie ordinaire.

Les colons des Nouvelles-Hébrides ont fait tous leurs efforts pour sortir de cette situation si préjudiciable pour leurs intérêts, et il est intéressant d'étudier les moyens ingénieux par lesquels ils ont essayé, sans succès d'ailleurs, d'y parvenir.

A la suite de la signature de la Convention de 1887, les colons, qui n'avaient cessé de demander leur annexion à la France, quelle que fut leur nationalité, furent douloureusement surpris de cette singulière issue de l'occupation militaire française, laquelle leur avait permis d'espérer qu'ils rentreraient enfin dans la loi des pays civilisés, mais ils ne perdirent jamais courage.

« Sous l'impulsion énergique de M. Chevillard, l'un des plus anciens d'entre les colons, établi dans l'île de Vaté et qui a su, par son activité, son obligeance et son patriotisme éclairés, prendre là-bas une situation prépondérante, ils décidèrent de s'organiser en commune indépendante civilement et judiciairement. La municipalité de Franceville fut créée ; peu après, arrivait un paquebot des Messageries Maritimes sur lequel avaient pris passage deux délégués de Nouméa ; ils venaient installer le premier maire, M. Chevillard, et lui remettre en même temps que le portrait du Président de la République, le sceau de la nouvelle Commune (1).

L'Angleterre vit dans cette communauté, qui commença à fonctionner le 9 août 1889, une institution politique contraire à la Convention de 1887 et sur l'ordre formel qui lui fut donné par les commandants de la Commission navale mixte, cet ambryon de Conseil municipal dut se dissoudre.

Les planteurs ne pouvaient donc se constituer un état-civil, tous n'ayant pas les moyens de faire le voyage de Nouméa, les ressources du plus grand nombre étant au contraire très limitées ; ils ne pouvaient donc ni faire régulariser leur union, ni faire enregistrer les naissances. Pour parer à cet événement, on a vu deux français catholiques faire bénir leur union par un pasteur protestant anglais. Au point de vue de la loi française, le mariage était nul, mais il était valable tout au moins au point de vue de la loi anglaise. Dans un autre cas,

(1) D^r DAVILLÉ. *La Colonisation Française aux Nouvelles-Hébrides*.

on a constitué une sorte de Comité de notoriété. Voici la copie du curieux acte de mariage contracté devant lui :

» En l'an de grâce mil huit cent-quatre-vingt-douze, le 20 août, nous soussignés ;

» Charles Petersen-Stuart, propriétaire à Mélé ;

» Jules Géraud, directeur de la Compagnie Française ;

» Fatché, propriétaire à Mélé ;

» Jules Teston, propriétaire à Mélé ;

» Rouche, agent de la Compagnie Française ;

» Lecanteur, agent de la Compagnie Anglaise ;

» Chevillard, propriétaire à Franceville ;

» Tous citoyens domiciliés en l'île Vaté (Nouvelles-Hébrides), réunis à la maison de M. Petersen-Stuart, maire de Mélé (île de Vaté) à l'effet de nous constituer en Comité de Notoriété ;

» En l'absence de lois et règlements écrits et reconnus régissant la vie publique de ce pays, mais voulant du moins assurer aux membres de notre communauté et ce dans la mesure de nos forces. la considération qui entoure en pays civilisé la constitution régulière de la famille ;

» Avons résolu d'entendre et de proclamer légales et légitimes les demandes d'union matrimoniale qui pourraient être formées par les membres de notre colonie ;

» En conséquence, la séance étant ouverte et la présidence étant réservée à M. Petersen-Stuart, doyen d'âge ;

» Ont comparu :

» Peter Gregerien Sonniksen, né le 28 août 1855, à Fove, royaume de Danemark, fils de Ham Andersen Senniksen et de Catherine Petersen ;

» Et Dolorès Sabran, veuve Charles Stuart, née le 22 décembre 1865, à Anatom (Nouvelles Hébrides), qui nous ont déclaré vouloir être unis par les liens du mariage ;

» Le Président du Comité de Notoriété, après avoir invité les personnes présentes à déclarer ne pas connaître d'opposition à ce mariage, prononce, au nom de la morale publique, que Peter Gregerien Sonneksen et Dolorès Sabran, veuve Charles Stuart, sont unis par le mariage.

» En foi de quoi, les membres du Comité de Notoriété ont signé le présent acte.

» Fait à Mélé, île Vaté, le 20 août 1892. »

(Suivent les Signatures)

Au point de vue de la loi française, l'acte de mariage ainsi célébré devant ce comité n'a aucune valeur ; tout au plus peut-il autoriser les enfants à prouver, par témoins, le mariage de leurs parents, mais il ne dispense nullement les intéressés d'accomplir les formalités requises devant un officier de l'Etat-Civil compétent. Le mariage religieux ne pourrait être plus efficace. Mais cet essai montre quels efforts tentèrent nos colons des Nouvelles-Hébrides pour observer autant que possible les règles en vigueur dans les pays civilisés.

Non seulement cette situation était extrêmement gênante pour nos compatriotes, mais elle était profondément humiliante quand ils la comparaient à celle des

colons anglais qui vivaient à côté d'eux. Ceux-ci jouissaient de tous les avantages légaux qui étaient refusés aux colons des autres nationalités. Les mariages célébrés devant les ministres des cultes étant considérés comme valables par la législation anglaise.

Mais la Convention du 20 octobre 1906 vint heureusement porter un remède à tous ces inconvénients. Elle prévoit en effet, dans le § 1 de son article 9, la création de fonctionnaires chargés de recevoir les déclarations de naissances, de mariages et de décès faites par les colons Néo-Hébridais.

Mais si les difficultés qui naissaient de l'absence d'autorités régulières dans le pays ont été aplanies pour les mariages entre colons de même nationalité, il n'en a pas été de même pour les mariages mixtes, c'est-à-dire pour ceux entre colons de nationalités différentes. La question est peu importante peut-être, si on se place strictement au point de vue du mariage, car peu importe que les époux soient de même nationalité ou de nationalités différentes, mais elle devient d'une importance capitale au point de vue des enfants à naître de ces mariages.

Il y a certains cas où aucune difficulté ne se présentera. Si par exemple une française épouse un colon anglais aux termes de la loi Française, la femme, perdant sa nationalité pour prendre celle de son époux, devient anglaise et les enfants à naître de ce mariage seront Anglais, comme nés de parents anglais. (Art. 19 du Code-Civil) Au point de vue de la loi anglaise, les enfants, étant aussi Anglais, il n'y aura pas de difficultés.

Si au contraire, nous prenons l'exemple contraire, c'est-à-dire une femme anglaise qui épouse un colon français, les difficultés se font alors jour. Aux termes de la loi française, les enfants à naître de ce mariage seront Français comme nés d'un père citoyen français, et, aux termes de loi Anglaise, les enfants naîtront sujets britanniques, la loi Anglaise, en effet, considérant de nationalité anglaise tous les enfants légitimes issus d'un parent quelconque Anglais. Ainsi donc, cet enfant aura deux nationalités. Quelle sera sa nationalité véritable ? Il nous serait bien difficile de répondre, car la question, n'étant pas encore réglée dans les cas de ce genre qui peuvent se présenter en Europe, ne pourrait l'être que plus difficilement encore pour les Nouvelles-Hébrides, où à peine si à l'heure actuelle on commence à poser les bases d'un gouvernement quelconque.

Les difficultés qui se posent pour les mariages mixtes franco-anglais peuvent se poser aussi pour toute autre sorte de mariages mixtes, mais avec cette complication, que les deux lois anglaise et française étant seules applicables dans l'archipel Néo-Hébridais, elles peuvent encore se compliquer de celles résultant de la nécessité du mariage religieux dans certaines législations étrangères.

Nous voyons donc, par ce qui précède, que si les questions de Droit international privé relatives aux biens, ont été réglées d'une manière plus que satisfaisante par la Convention du 20 Octobre 1906, il n'en est pas de même pour celles qui concernent les personnes. Il est vrai que, pour celles-ci, la tâche était bien difficile, attendu que, pour la plus grande partie, on n'a pas

encore pu trouver de solutions satisfaisantes en Europe même.

Voilà donc la situation dans laquelle se trouve l'archipel des Nouvelles-Hébrides au point de vue international. Cette situation se maintiendra-t-elle ou bien, au contraire, est-elle destinée à disparaître dans un avenir plus ou moins lointain, c'est ce qui nous reste à examiner dans la conclusion de cette étude.

CONCLUSION

CONCLUSION

La Convention du 20 Octobre 1906 a donc, comme nous venons de le voir, établi aux Nouvelles-Hébrides le *Condominium franco-anglais*. Or, le Condominium est considéré en doctrine et en pratique comme un système très défectueux, parce qu'il aboutit nécessairement à des conflits insolubles.

La condamnation doctrinale du Condominium est basée sur le caractère d'indivisibilité de la souveraineté. Elle a été formulée par MM. L. Michoud et A. de Lapradelle, dans les termes suivants : « Le partage de la souveraineté entre deux puissances, sur un territoire déterminé, est politiquement impossible, parce que, si l'une des deux puissances ne domine pas l'autre, de manière à posséder à elle seule la souveraineté, on aboutit à des conflits qui ne peuvent être qu'insolubles (1). »

Quant à la condamnation pratique du système, elle fut prononcée à propos de la question des îles Samoa par les intéressés eux-mêmes. Etabli, comme nous l'avons vu, par le traité de Berlin du 14 Juin 1889, le Condominium anglo-germano-américain ne pût durer longtemps, car, malgré la précision avec laquelle le

(1) L. Michoud et A. de Lapradelle : *La Question finlandaise* (Paris, 1901, page 39).

traité déterminait les pouvoirs des Etats co-protecteurs, des conflits et des froissements se produisirent à tous moments, si bien que dans le *Blue-Blook*, sur la question de Samoa, on lit ceci : « Les commissaires des trois puissances co-protectrices de Samoa condamnent le système du Condominium et expriment l'opinion que le seul gouvernement capable d'assurer la prospérité permanente et la tranquillité de l'archipel serait celui d'une seule puissance. »

Dans une conférence réunie à Londres en 1899, il fut résolu entre les trois Etats intéressés, que, devant les difficultés apportées par l'exercice du Condominium, il fallait procéder à une solution beaucoup plus radicale et, le 8 novembre 1899, un règlement définitif de la question de Samoa fut signé à Londres : c'était tout simplement le partage de l'archipel.

Aux termes de ce règlement, la Grande-Bretagne renonça, en faveur de l'Allemagne et des Etats-Unis, à tous ses droits sur les Samoa. L'Allemagne et les Etats-Unis se partagèrent l'Archipel et la Grande-Bretagne reçut des compensations sur la zone neutre de Salaga, en arrière du Togoland Allemand et de la Côte-d'Or Anglaise. L'Allemagne renonça aux droits d'exterritorialité qu'elle possédait à Zanzibar jusqu'en 1908, mais à condition que cette renonciation ne sera effective que quand l'Angleterre aura obtenu des autres puissances une renonciation analogue.

Voilà donc ce fameux exemple de Condominium, qui, établi pendant dix ans sur une terre voisine des Nouvelles-Hébrides, ne donna que des résultats absolument contraires à ceux qu'on en attendait. Malgré donc cet

exemple tout récent, c'est le même système qui a été employé aux Nouvelles-Hébrides.

Comment peut-il se faire que la Diplomatie Anglaise, d'ordinaire si pratique, ait pu, en voyant les résultats obtenus aux Samoa, consentir à établir un système aussi défectueux ? A-t-elle agi dans un but absolument désintéressé et n'a-t-elle accepté le Condominium que comme une amélioration à la Convention de 1887, où plutôt, connaissant bien les difficultés qui plus tard s'élèveront nécessairement aux Nouvelles-Hébrides et, ne jugeant pas encore la situation de ses nationaux suffisamment établie, a-t-elle voulu profiter de l'établissement de ce système pour gagner du temps et préparer l'annexion future de l'archipel à l'Empire Britannique.

Si nous en croyons les événements les plus récents, c'est cette dernière opinion qui mériterait le plus de créance. En effet, en mai 1907, quatre mois seulement après la ratification de la Convention de 1906, l'Angleterre engageait avec la France des pourparlers au sujet des Nouvelles-Hébrides, *afin de donner à cette question une solution radicale et définitive*. L'Angleterre nous offrait contre l'*abandon complet* de nos droits dans l'archipel une compensation territoriale en Afrique Occidentale.

Nous aurions échangé notre part d'influence aux Nouvelles-Hébrides contre le Sierra-Leone ; mais la grosse difficulté de la discussion gisait dans la situation qui serait faite aux colons Français des Hébrides et aux colons Anglais de Sierra-Leone. Mais ces pourparlers n'aboutirent pas, le Gouvernement Français, par l'or-

gane de son envoyé officiel, M. Jean Weber, ayant pensé que les compensations territoriales que l'on nous proposait en Afrique ne valaient pas notre situation privilégiée aux Nouvelles-Hébrides. (1)

Voilà donc où nous ont réduit les hésitations et les maladresses de notre diplomatie. Alors qu'il eut été tout simple d'occuper sans coup férir l'archipel, nous sommes obligés, malgré notre situation prépondérante, de compter moins encore avec l'Angleterre qu'avec son orgueilleuse colonie l'Australie, qui ne peut voir sans jalousie les puissances européennes s'emparer des territoires Océaniens sur lesquels elle avait rêvé d'étendre son empire.

Et pour terminer cette étude, nous formerons une fois de plus le vœu que notre diplomatie continuera à marcher dans la voie nouvellement inaugurée et qu'elle saura faire reconnaître par l'Angleterre nos droits sur l'Archipel Néo-Hébridais pour que, dans un avenir assez rapproché, nous puissions enfin faire rentrer sous le rayon d'action de la France cet archipel, qui est le complément indispensable, non seulement au développement, mais encore et surtout à la sécurité de notre Nouvelle-Calédonie.

(1) FERNAND HAUSER, — *La Question des Nouvelles-Hébrides*. — *Le Journal*, 5 et 6 Juin 1907.

DOCUMENTS

**Modèle de l'Acte de Cession d'un terrain par la
Société Française des Nouvelles-Hébrides à un
émigrant.**

Entre la Société Française des Nouvelles-Hébrides,
ayant son siège à Paris, 56, rue de Provence, représen-
tée par M. , président du Conseil d'admini-
stration de ladite Société (ou si l'acte est passé à
Nouméa : M. , administrateur de ladite So-
ciété à Nouméa, y demeurant)

D'une part,
Et Monsieur

D'autre part,
A été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

La Société Française des Nouvelles-Hébrides donne
en concession à titre gratuit, aux clauses, charges et
conditions suivantes, à M. , qui l'accepte,
un terrain d'une contenance de hectares situé
dans l'île de au lieu dit portant
le n° sur le plan de lotissement dressé par la
Société et déposé dans ses Bureaux à Nouméa et dont
M. déclare avoir pris connaissance.

ARTICLE 2.

La présente concession est faite à charge par M. de résider en personne sur les terrains concédés, à peine de déchéance.

Elle ne deviendra définitive en entier qu'après un délai de cinq années, dans lequel M. s'engage à mettre en valeur au moins la moitié des terres concédées.

Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation, M. sera, à l'expiration du délai de cinq années précité, déclaré déchu de la partie de la concession qui n'aura pas été mise en valeur, laquelle fera retour à la Société, la partie mise en valeur demeurant définitivement concédée à M.

La concession deviendra définitive en entier, même avant le délai de cinq années, aussitôt que M. en aura mis les deux tiers en valeur ou y aura planté cinq hectares en caféier.

ARTICLE 3.

M. pourra, s'il met la totalité de sa concession en valeur avant l'expiration du délai de cinq années, en obtenir une seconde d'une contenance égale à la moitié de celle de la première, pourvu toutefois qu'il reste des terres disponibles parmi celles qui sont destinées à être distribuées gratuitement aux émigrants — ce dont la Société sera seule juge.

ARTICLE 4.

En cas de décès de M. , avant l'expiration du délai de cinq années ci-dessus, sa concession passera à sa veuve et à ses descendants, qui seront soumis à toutes les obligations stipulées au présent contrat.

Toutefois pour eux, le délai prévu à l'article 3 sera prorogé de deux ans et porté à sept ans.

ARTICLE 5.

La transformation de la concession provisoire faite par les présentes en concession définitive, résultera de la constatation, par une simple lettre de la Société, que M. , ayant satisfait aux obligations résultant du présent contrat, sa concession est devenue définitive.

ARTICLE 6.

M. ne pourra vendre ou louer les terrains concédés que lorsque sa concession sera définitive.

Il ne pourra, à peine de nullité, les vendre ou les louer qu'avec le consentement de la Société.

ARTICLE 7.

La Société s'engage à transporter gratuitement M de Nouméa sur le lieu de sa concession.

Ce transport s'effectuera en deuxième classe sur les navires de la Société faisant le service entre Nouméa et les îles de l'Archipel.

La Société s'engage également à transporter gratuitement et dans les mêmes conditions la femme et les enfants de M

Il sera accordé à chacune des personnes ainsi transportées une franchise de 200 kilogs de bagages par adulte et de 100 kilogs par enfant de moins de 12 ans.

ARTICLE 8.

La Société s'engage, pourvu que la demande en soit faite à son Directeur, dès l'arrivée de M à Port-Vila, à construire à celui-ci, sur l'emplacement de sa concession, une case du type de celles que l'Administration met à la disposition des émigrants en Nouvelle-Calédonie.

Le prix de cette case est fixé à la somme de cent francs, dont le montant devra être versé lors de la demande prévue au paragraphe 1^{er} ci-dessus.

ARTICLE 9.

Dans le délai de trois mois qui suivra l'installation de M , il sera procédé, par les soins de la Société et contradictoirement avec lui, à l'abornement des terrains concédés. Un extrait du plan de lotissement, visé à l'article 1^{er}, sur lequel seront figurés seulement le lot à lui concédé et les lots voisins, lui sera remis dans le même délai de trois mois.

La Société reconnaît avoir reçu de M , la somme de cent francs, montant des frais de la délimitation, de l'abornement et du plan prévus ci-dessus.

ARTICLE 10.

La Société déclare n'assumer aucune responsabilité et M reconnaît n'avoir droit à aucune garantie contre elle pour les revendications ou empiètements dont les terrains concédés pourraient être l'objet et contre lesquels il appartiendra à M de se préserver et de se défendre par tous les moyens qu'il avisera.

Toutefois, dans le cas où des Tribunaux réguliers viendraient à être constitués dans l'archipel, la Société s'engage à mettre à la disposition de M , sur sa demande, pour lui permettre de se défendre contre les troubles qui pourraient le menacer dans sa propriété, les titres qui établissent ses droits sur les terrains concédés.

ARTICLE 11.

Dans le cas où la déchéance de M viendrait à être prononcée pour l'une des causes prévues à l'article 2 ci-dessus, M n'aura droit à aucune indemnité, ni pour les plantations faites, ni pour les constructions édifiées sur les terrains concédés, lesquels feront retour de plein droit à la Société dans l'état où ils se trouveront au moment où la déchéance sera prononcée.

ARTICLE 12.

Le présent acte sera enregistré à Nouméa aux frais
de M .

Fait quadruple à , le .

Adresse des Négociants anglais de Tanna
au Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie

*A Son Excellence le Gouverneur
de la Nouvelle-Calédonie,*

« Les soussignés résidants et autres intéressés de l'île de Tanna (Nouvelles-Hébrides), ainsi que plusieurs des principaux chefs, supplient Votre Excellence de prendre ladite île de Tanna sous la protection du pavillon français en l'annexant à la Nouvelle-Calédonie.

» L'île de Tanna est une des plus riches des mers du sud, elle se prête parfaitement à la culture de la canne à sucre, qui est indigène et qui y pousse avec une grande vigueur. Mais toute espèce de Gouvernement faisant défaut, personne ne se sent disposé à risquer les grands capitaux que réclame la culture de la canne à sucre.

» Le Gouvernement pourrait frapper d'un droit l'extraction du soufre, qui y existe en grande quantité, et se faire ainsi un revenu considérable.

» Les naturels sont divisés en un si grand nombre de petites tribus, toujours en guerre les unes avec les autres, qu'ils accepteraient avec plaisir toute intervention pour y établir la paix.

» Nous avons donc confiance que Votre Excellence voudra bien prendre notre demande en considération, et dans l'espoir que nos vœux seront exaucés, nous nous disons de Votre Excellence, les très humbles serviteurs. »

(Suivent dix signatures).

Février 1875.

**Adresse des Colons de l'île de Vaté au Gouverneur
de la Nouvelle-Calédonie**

*A Son Excellence le Gouverneur
de la Nouvelle-Calédonie*

« Les planteurs et résidents de l'île de Vaté vous présentent, avec le plus grand respect, la requête suivante :

« Considérant la position géographique de cette île par rapport à la Nouvelle-Calédonie, et autres îles dont vous êtes le Gouverneur ;

« Considérant que, depuis bientôt huit ans, les relations commerciales existent entre les deux colonies par des bateaux de commerce, relations qui vont croissant chaque année ;

« Considérant, en outre, qu'aucune puissance n'a pris cette colonie naissante sous sa protection.

« Nous venons demander, avec instance, au représentant de la France de placer cette île sous le protectorat de cette nation.

« Beaucoup d'entre nous résident dans cette île depuis cinq ou six ans, et nous avons toujours vécu en paix avec les indigènes. Nous pouvons affirmer que vous n'aurez pas besoin d'un personnel nombreux pour nous administrer.

« Ce que les Colons demandent surtout, ce sont les moyens réguliers de se procurer les bras nécessaires, soit pour les cultures, soit pour la pêche, une surveillance convenable sur les engagés, sur les engagistes, et les privilèges ordinaires d'un commerce intercolonial.

(Suivent les Signatures)

Mai 1876.

**Convention relative aux Nouvelles-Hébrides et
aux Iles-sous-le-Vent de Tahiti du 16 Novembre
1847.**

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, désirant abroger la déclaration du 9 Juin 1847, relative aux Iles-sous-le-Vent de Taïti, et assurer en même temps, pour l'avenir, la protection des personnages et des biens aux Nouvelles-Hébrides, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Le Gouvernement de sa Majesté britannique consent à procéder à l'abrogation de la déclaration de 1847 relative au groupe des Iles-sous-le-Vent de Tahiti, aussitôt qu'aura été mis à exécution l'accord ci-après formulé pour la protection, à l'avenir, des personnes et des biens aux Nouvelles-Hébrides, au moyen d'une Commission mixte.

Art. 2. — Une Commission navale mixte, composée d'officiers de marine appartenant aux stations françaises et anglaises du Pacifique, sera immédiatement constituée ; elle sera chargée de maintenir l'ordre et de protéger les personnes et les biens des citoyens français et des sujets britanniques dans les Nouvelles-Hébrides.

Art. 3. — Une déclaration, à cet effet, sera signée par les deux gouvernements.

Art. 4. — Les règlements destinés à guider la Commission seront élaborés par les deux gouvernements,

approuvés par eux, et transmis aux commandants français et anglais des bâtiments de la station navale du Pacifique, dans un délai qui n'excèdera pas quatre mois à partir de la signature de la présente Convention, s'il n'est pas possible de le faire plutôt.

Art. 5. — Dès que ces règlements auront été approuvés par les deux gouvernements et que les postes militaires français auront pu, par suite, être retirés des Nouvelles-Hébrides, le gouvernement britannique procèdera à l'abrogation de la déclaration de 1847. Il est entendu que les assurances relatives au commerce et aux condamnés qui sont contenues dans la note verbale du 24 Octobre 1885, communiquée par M. de Freycinet à lord Lyons, demeureront en pleine vigueur.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double à Paris, le 16 Novembre 1887.

Signé :

FLOURENS, EGERTON.

Déclaration, signée à Paris le 26 Janvier 1888,
entre le Gouvernement Français et le Gouver-
nement Britannique, conformément à l'article 8
de la Convention du 15 Novembre 1887, relative
aux Nouvelles-Hébrides.

1. Une Commission navale mixte, composée d'officiers de marine appartenant aux stations française et anglaise du Pacifique, sera immédiatement constituée. Elle sera chargée de maintenir l'ordre et de protéger les biens et les personnes des citoyens français et des sujets britanniques dans les Nouvelles-Hébrides.

2. La dite Commission sera composée d'un président, de deux officiers de marine français et de deux officiers de marine anglais, les dits officiers seront nommés par toute personne ayant reçu mandat à cet effet du Gouvernement Français et du Gouvernement Britannique respectivement. A partir de la date de la nomination de la première Commission, la présidence de la Commission appartiendra, alternativement, pour un mois, à l'officier commandant les forces navales françaises et à l'officier commandant les forces navales britanniques présentes dans le groupe. Il sera décidé, par la voie du sort, lequel de ces deux officiers remplira le premier les fonctions de président. La Commission se réunira à la requête de l'un ou de l'autre des deux officiers commandant. En l'absence de l'officier commandant, président pour la période courante, l'autre officier commandant présidera,

et la Commission aura pouvoir d'agir si deux autres de ses membres, l'un français, l'autre anglais, sont présents.

3. — La Commission remplira son mandat en se conformant aux règlements qui sont annexés à cette déclaration, et aux autres règlements ultérieurs qui pourront être successivement admis d'un commun accord par les deux gouvernements.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente déclaration et ont apposé ci-dessous le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, en double expédition, le 26^e jour du mois de janvier 1888.

(L. S.) FLOURENS.

(L. S.) LYTTON.

ANNEXE

Règlements pour servir d'instructions à la Commission navale mixte.

1. Dans le cas où la tranquillité et le bon ordre seraient troublés en un point quelconque des Nouvelles-Hébrides où seraient établis des citoyens français ou des sujets britanniques ; ou encore, dans le cas où un danger menacerait les biens ou les personnes, la Commission se réunira sur le champ et prendra telles mesures qu'elle jugera préférables eu égard aux circonstances, pour la répression des troubles ou la protection des intérêts en péril.

2. — Aucun commandant de bâtiment, soit français, soit anglais, ne pourra engager une action indépendante ou isolée, excepté dans les conditions mentionnées ci-après.

3. — On n'aura recours à l'emploi de la force militaire que si la Commission juge cet emploi indispensable.

4. — En cas de débarquement de forces militaires ou navales, ces forces ne resteront pas plus longtemps qu'il sera jugé nécessaire par la Commission.

5. — Dans le cas où les circonstances ne comporteraient aucun retard, et où il y aurait urgence à

agir immédiatement, sans attendre la réunion de la Commission, les commandants français et anglais qui se trouveront les plus rapprochés du théâtre des événements prendront les mesures nécessaires pour la protection des intérêts en péril, de concert, si cela est possible, ou séparément s'il y a des empêchements à ce qu'ils se concertent. Ils adresseront aussitôt à leurs commandants de station respectifs un rapport sur les mesures prises et ils attendront les ordres ultérieurs de la Commission. Les commandants de station se communiqueront l'un à l'autre ce rapport dès qu'ils le recevront.

6. — La Commission n'aura pas de pouvoirs ni autres, ni plus étendus que ceux qui lui sont expressément délégués par ces règlements. Elle n'interviendra pas dans les différends relatifs à la propriété des terres et ne dépossèdera de ses terres aucune personne quelle qu'elle soit, indigène ou étrangère.

Fait à Paris, en double expédition, le 26^e jour du mois de janvier 1888.

Signé : FLOURENS.

LYTTON.

Loi du 30 Juillet 1900

(Journal Officiel, du 3 Août 1900)

Loi autorisant le Président de la République à assurer, par décret, la protection des Citoyens français établis dans certaines îles et terres de l'Océan Pacifique. '

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. — Le Président de la République est autorisé à prendre, par voie de décret, les mesures d'ordre administratif et judiciaire nécessaires pour assurer la protection, et garantir l'Etat et les droits des citoyens français établis dans les îles et terres de l'Océan Pacifique ne faisant pas partie du domaine colonial de la France, et n'appartenant à aucune autre puissance civilisée.

Art. 2. — Le Président de la République est également autorisé à établir, par décret, rendu dans la forme des règlements d'administration publique, le régime douanier auquel sont assujettis, en France et dans les colonies françaises, les produits originaires des îles et terres ci-dessus désignées, récoltés ou fabriqués par les établissements commerciaux ou agricoles possédés ou exploités par des Français ou par des Sociétés civiles ou commerciales françaises.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 30 Juillet 1900,

EMILE LOUBET.

Par le Président de la République,

Le Ministre des Affaires Etrangères : *Le Ministre des Finances :*
J. CAILLAUX.

DELGASSÉ.

*Le Ministre du Commerce, de
l'Industrie, des Postes et Télégraphes :* *Le Ministre des Colonies :*
ALBERT DECRAIS.

A. MILLERAND.

Décret du 18 Février 1901

(*Journal Officiel*, du 25 Mars 1901)

Le Président de la République Française :

Sur le Rapport du Ministre des Colonies, du Garde des Sceaux, ministre de la Justice ; des Ministres des Affaires Etrangères et de la Marine :

Vu la loi du 30 Juillet 1900, autorisant le Président de la République à assurer, par décret, la protection des citoyens français dans certaines îles et terres de l'Océan Pacifique,

Décrète :

TITRE I^{er}

Organisation Administrative

Article premier. — Le gouverneur de la Nouvelle-Calédonie et dépendances exerce les fonctions de Commissaire général de la République Française dans l'Océan Pacifique.

Il est chargé, en cette qualité, de protéger les Français qui résident ou trafiquent dans les îles de l'Océan Pacifique ne faisant pas partie du domaine colonial de la France et n'appartenant à aucune autre puissance civilisée.

Art. 2. — En cas d'absence, il est remplacé dans ses

fonctions par le fonctionnaire qui exerce l'intérim du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.

Art. 3. — Le Commissaire général peut désigner, pour chaque île ou groupe d'îles, un commissaire à qui il délègue tout ou partie de ses pouvoirs.

Art. 4. — En l'absence sur les lieux du délégué du Commissaire général, et en cas d'urgence, tout officier commandant un navire de l'Etat pourra exercer les pouvoirs conférés audit délégué.

Il devra, dans tous les cas, établir aussitôt que possible un rapport des faits qu'il adressera au Commissaire général. Celui-ci pourra toujours, après examen d'une de ces affaires, modifier ou révoquer les mesures prises par l'officier de marine en tant que cela sera possible.

TITRE II

Organisation Judiciaire

Art. 5. — Le Commissaire Général peut déléguer aux Commissaires prévus à l'article 3, des pouvoirs qui n'excéderont pas ceux d'un juge de paix à compétence étendue.

Ces pouvoirs s'exercent, en se conformant autant que possible à la loi Française, telle qu'elle est promulguée en Nouvelle-Calédonie, dans toutes les contestations entre Français.

Les appels formés contre les jugements en premier ressort, sont portés devant la Cour de Nouméa.

Art. 6. — En matière répressive, le Commissaire connaît : 1° En se conformant à la loi Française, telle

qu'elle est promulguée en Nouvelle-Calédonie, de tous les délits correctionnels commis par des Français ; ses jugements sont susceptibles d'appels devant la Cour de Nouméa. 2° En matière de simple police et statuant en premier et dernier ressort, des contraventions aux arrêtés de police pris par le Commissaire Général.

Art. 7. — Les crimes commis par des Français sont jugés par la Cour d'assises de Nouméa. L'instruction en est faite par le Commissaire délégué.

Art. 8. — Lorsque le délégué sera absent, tout officier commandant un navire de l'Etat pourra, s'il y a urgence, remplir momentanément les fonctions judiciaires dévolues au Commissaire du Gouvernement.

Art. 9. — Des arrêtés du Commissaire Général règlent tout ce qui est relatif à la tenue des audiences, aux formes de la Procédure et de l'exécution des Jugements, qui devront être aussi simplifiés que possible.

Art. 10. — Le Commissaire Général désigne les personnes qui, dans chaque île ou groupe d'îles, remplissent les fonctions d'officier de l'Etat-Civil à l'égard des Français qui y sont établis.

Art. 11. — Ces personnes se conforment, pour l'établissement des actes et pour la célébration des mariages, aux dispositions de la loi Française en vigueur en Nouvelle-Calédonie.

Art. 12. — Lorsqu'un Français ou sujet français décède, sans laisser d'héritiers connus et présents, il est pourvu, par les soins du Commissaire délégué, à l'administration de ses biens, jusqu'au jour où ils peuvent être remis aux ayants-droits.

Disposition Générale

Art. 13. — Le Commissaire Général est chargé de régler par des arrêtés particuliers les mesures d'exécution du présent décret.

Art. 14. — Les Ministres des Colonies, de la Justice, des Affaires Etrangères et de la Marine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 28 Février 1901.

EMILE LOUBET.

Par le Président de la République,

Le Ministre des Colonies,

ALBERT DECRAIS.

Vu : *Le Président de la Thèse,*

M. MOYE.

Vu : *Le Doyen de la Faculté,*

Montpellier, le 23 Janvier 1908,

VIGIÉ.

Vu et permis d'imprimer :

Montpellier, le 23 Janvier 1908,

Le Recteur,

ANT. BENOIST.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE.....	v
INTRODUCTION.....	i

PREMIÈRE PARTIE

Situation Géographique et Economique des Nouvelles-Hébrides.

CHAPITRE I. — Situation géographique. — Ethnographie. — Population.....	7
— II. — Production.....	18
— III. — Colonisation Française.....	28

DEUXIÈME PARTIE

Histoire Diplomatique des Nouvelles-Hébrides

CHAPITRE I. — Premières difficultés Franco-Anglaises.....	53
— II. — De l'arrangement de 1878 à la Convention de 1887.....	66
— III. — Convention Franco-Anglaise du 16 novem- bre 1887.....	81
— IV. — Mesures Extra-Conventionnelles prises par l'Angleterre et la France pour la protec- tion de leurs nationaux.....	88

TROISIÈME PARTIE

La Convention Franco-Anglaise du 20 octobre 1906

CHAPITRE I. — Autorités locales.....	103
— II. — Tribunal mixte et Régent immobilier.....	109
— III. — Situation juridique des Nouvelles-Hébrides..	123
CONCLUSION.....	141

DOCUMENTS

Modèle de l'acte de cession d'un terrain fait par la Société Française des Nouvelles-Hébrides à un Emigrant.....	147
Adresse des Négociants anglais de Tanna au Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.....	153
Adresse des Colons de l'île de Vaté au Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie.....	154
Convention relative aux Nouvelles-Hébrides et aux Iles-sous-le- Vent de Tahiti du 16 novembre 1887.....	155
Déclaration de Paris du 26 janvier 1888.....	157
Loi du 30 juillet 1900.....	161
Décret du 28 février 1901.....	163

